



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVII^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1972

SOMMAIRE :

- III **Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**
- 1 **Statistiques.**
- 129 **Législation économique.**
- 133 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

Evolution économique et financière.

Bien qu'encore importante en 1971, la croissance en volume du produit national brut a cependant été moindre que l'année précédente. Au cours du second semestre, le chômage, tout en restant très limité, a dépassé le niveau de la période correspondante de 1970.

Le ralentissement est dû à l'évolution de la formation brute de capital fixe des entreprises et des ménages et à celle du commerce extérieur.

Les investissements en capital fixe des entreprises s'étaient développés, en 1970, à un rythme exceptionnel; celui-ci eût difficilement été maintenu, en raison, par ailleurs, de l'incertitude des perspectives conjoncturelles; les autres causes de fléchissement sont la situation temporaire de suréquipement dans le monde que connaissent certains secteurs et l'évolution moins favorable des bénéfices des entreprises s'accompagnant, pour certaines d'entre elles, d'hésitations à s'endetter davantage pour pallier l'insuffisance de leurs possibilités d'auto-financement. Quant à la construction de logements, elle n'a sans doute plus progressé par rapport à l'année précédente; dans une certaine mesure, ceci est la conséquence de l'accélération qui avait suivi l'annonce de l'entrée en vigueur, en 1970, de la taxe sur la valeur ajoutée; de façon plus fondamentale cependant, les décisions de bâtir sont freinées par le maintien à un niveau élevé des prix des terrains et le renchérissement de la construction, dont les méthodes ne s'industrialisent que lentement.

La valeur des exportations a augmenté moins que celle des importations. Si, pour les onze premiers mois de 1971, le surplus des opérations courantes avec l'étranger a été un peu supérieur à celui de la période correspondante de 1970, cela tient à l'incidence des modifications dans les délais de paiement.

L'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée, qui avait provoqué un déstockage et une accélération de la consommation privée vers la fin de 1970, a donné lieu aux mouvements inverses au début de 1971. Par la suite, l'accroissement des revenus disponibles a été un facteur de soutien des dépenses des ménages, bien qu'il ait été atténué, en termes réels, par la hausse des prix à la consommation.

Ces derniers, influencés notamment par la mise en application du nouveau régime d'impôts indirects, se sont élevés plus que l'année précédente, alors que l'augmentation des prix de gros des produits industriels finis s'est sensiblement réduite.

Sur les marchés de fonds, l'offre intérieure, bien alimentée par des apports importants d'épargnes financières des ménages, a encore été élargie par des entrées de capitaux privés en provenance de l'étranger. A ce développement n'a pas répondu un mouvement correspondant des demandes de fonds émanant des secteurs de l'économie autres que l'Etat. Dès lors, celui-ci a pu se procurer, à des taux d'intérêt en baisse, un montant considérable de ressources à long terme, qui lui ont permis de réduire de façon substantielle sa dette en monnaies étrangères, malgré un déficit budgétaire accru. Certes, cet assainissement de la structure de la dette est dû en partie à l'excédent exceptionnel de la balance des paiements; mais, par ses remboursements de dettes en devises, le Trésor a organisé le reflux vers l'étranger des capitaux à court terme. Il reste aussi que cette année, l'Etat, demandeur sur les marchés de fonds intérieurs, n'a pas pris la place mais le relais des autres secteurs de l'économie.

Politique conjoncturelle en 1971.

Pendant les premiers mois de l'année, la politique monétaire a été assouplie; elle est néanmoins demeurée prudente, la préoccupation générale étant de contenir la hausse des prix. Celle-ci pouvait, en effet, se trouver amplifiée par les effets indirects de l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée et par les pressions qu'exerçaient les principales catégories d'agents économiques pour obtenir une majoration de leurs revenus.

L'action de la Banque visait à empêcher un recours exagéré au crédit qui aurait facilité des dépenses de stockage et de consommation motivées par la perspective d'une élévation des prix. Le contrôle de l'expansion du crédit a été prolongé et des maxima ont été fixés aux encours qui pouvaient être atteints au 30 juin et au 30 septembre. Mais l'« encadrement » a été allégé en devenant plus sélectif : il ne concernait plus que les crédits à court terme. En outre, les limites étaient calculées de façon à ne pas gêner le financement normal des opérations : l'ensemble des crédits, encadrés ou non, pouvait s'accroître à un rythme annuel de 15 p.c. Des recommandations spéciales étaient prévues pour les crédits à la consommation.

Parallèlement, la Banque prenait des mesures pour restreindre le volume des fonds que les banques peuvent se procurer directement ou indirectement auprès d'elle. A l'époque, le surplus de la balance des paiements apportait aux banques d'amples moyens de trésorerie. Les taux du marché monétaire s'étant infléchis, la Banque, pour décourager des entrées de capitaux, a consacré ce mouvement en abaissant, le 25 mars, de 0,50 p.c. son taux d'escompte de base et de 1 p.c. ses autres taux. En outre, elle a recommandé à chaque banque de ne pas augmenter, à partir de la fin de mars, sa position extérieure débitrice au-delà d'un certain montant; cette recommandation est restée en vigueur jusqu'à la première quinzaine de septembre. Enfin, comme, au total, la limite ainsi fixée était assez large et permettait encore aux banques de s'endetter envers l'étranger pour obtenir des ressources auprès de la Banque, en lui vendant les devises empruntées, celle-ci a compensé cette possibilité de création de liquidités par un abaissement de un neuvième, réparti sur trois mois, des plafonds de réescompte et de visa des banques.

Le changement survenu dans le climat économique et les mesures prises par le Gouvernement pour étaler les hausses de prix ont écarté le risque d'une accélération spéculative des dépenses financées par recours au crédit. Le 30 septembre, l'encours des crédits bancaires était nettement inférieur à la limite fixée.

Au surplus, vers le milieu de l'année, la perspective d'une recrudescence des tensions s'estompait, en raison de la décélération de la demande. En effet, les appréciations et les prévisions des entreprises industrielles, indicateurs plus rapides que les données statistiques reflétant le passé, révélaient une altération de la conjoncture. Ainsi, les informations recueillies par les enquêtes de la Banque signalaient, au total, une réduction des carnets de commandes et une moindre utilisation des capacités de production, en même temps qu'elles annonçaient un fléchissement de la demande, des licenciements de personnel et, pour 1972, une nouvelle diminution des investissements en capital fixe; les cas de baisses des prix prévus au niveau de la production devenaient plus nombreux.

Cette dernière indication n'était évidemment pas confirmée par l'évolution des prix à la consommation. La hausse de ces derniers retient, sans aucun doute, l'attention, mais il apparaît, de plus en plus, qu'elle n'est pas nécessairement le symptôme d'une situation d'inflation par la demande. Influencés, dans les pays développés, par le coût des services — qui interviennent pour environ 50 p.c. en Belgique dans le produit national brut —, les prix à la consommation subissent une poussée structurelle résultant de la croissance économique. Car celle-ci provoque un développement continu de la demande de services; les producteurs de ceux-ci — salariés ou indépendants — entendent bénéficier de majorations de revenus parallèles à celles qui sont obtenues dans les industries manufacturières où l'amélioration de la productivité permet un relèvement des rémunérations. La productivité des secteurs tertiaires ne peut réaliser les mêmes progrès. Il en résulte fatalement une tendance structurelle au renchérissement

des services et, partant, à la hausse des prix à la consommation. Il reste que la persistance de cette hausse pose des problèmes préoccupants. On s'est demandé si, en Belgique, l'indexation des rémunérations n'entraînait pas un mouvement cumulatif plus rapide qu'à l'étranger; mais il appert aujourd'hui que les hausses n'ont pas été plus fortes en Belgique que dans les pays où il n'y a pas d'indexation : dans ceux-ci, des relèvements de rémunérations, souvent plus importants, se sont produits par d'autres voies. Dans tous les pays industrialisés, l'inflation rampante, qui se poursuit de façon continue et progressivement plus rapide, apparaît par simplification comme le repère significatif de l'érosion monétaire; elle suscite ainsi l'inquiétude de nombreuses catégories d'épargnants et des bénéficiaires de revenus non adaptés — ou adaptés avec retard — au renchérissement des biens et services; elle préoccupe les pouvoirs publics et plus particulièrement les autorités monétaires. De plus en plus, l'opinion se fait jour que, dans les périodes où les poussées inflationnistes sont dues uniquement à un mouvement trop rapide de hausse des rémunérations de diverses natures, il est risqué de combattre ces pressions par des actions sur la demande; celles-ci peuvent faire tomber le degré d'emploi et rompre la croissance. Le remède consiste plutôt dans l'adoption de politiques appropriées des revenus; mais si celles-ci sont assez faciles à définir dans leur principe, leur application se heurte à la difficulté de mesurer et de contrôler avec la même efficacité les variations de toutes les catégories de revenus qui sont responsables des hausses et, dès lors, suscite la résistance des milieux atteints par des mesures partielles.

Comme, en Belgique, la hausse des prix à la consommation ne reflétait manifestement plus, dans le courant du second semestre, un état de tension dû à la demande, mais que, au contraire, les perspectives devenaient moins favorables, la politique monétaire fut réorientée en conséquence.

L'encadrement du crédit a été supprimé à partir d'octobre et, aux mesures de limitation, la Banque a substitué progressivement un dispositif de soutien.

C'est pour ces raisons conjoncturelles que les divers taux d'escompte et d'avances ont été réduits de 0,50 p.c. le 23 septembre, et non pas, comme en mars, pour éviter des entrées de capitaux. A la fin de décembre, la Banque a relevé les plafonds de réescompte et de visa afin d'améliorer la liquidité des banques et de leur faciliter ainsi l'octroi de crédits.

Le Gouvernement, de son côté, a pris, en septembre, diverses mesures pour stimuler la construction de logements sociaux et a assoupli, à partir de novembre, les conditions régissant les ventes à tempérament.

De plus, l'accroissement des investissements publics s'est trouvé être un facteur de soutien de la dépense. Offrant une possibilité de placement à des fonds disponibles, il a exercé, en outre, dans les derniers mois de l'année, une forme d'action anticyclique automatique, notamment dans le secteur de la construction de génie civil où les goulets d'étranglement avaient disparu, comme en témoigne la diminution de la durée assurée de l'activité.

Politique de change en 1971.

Les mesures que la Banque avait prises en mars pour ralentir les entrées de capitaux se sont révélées insuffisantes lorsque, dans la première semaine de mai, ce courant a pris une ampleur tout à fait exceptionnelle, comme dans plusieurs autres pays européens. La République Fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas ont cherché à empêcher l'afflux des fonds provenant de l'étranger en laissant fluctuer, en principe à titre temporaire, le cours de leur monnaie. L'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise s'est efforcée d'atteindre le même résultat en séparant rigoureusement les deux marchés des changes; de la sorte, les capitaux étaient aiguillés vers le marché libre, où les cours fluctuaient désormais sans limite à la baisse, tandis que les opérations commerciales continuaient à bénéficier de l'avantage de cours maintenus dans des limites étroites sur le marché réglementé.

La suspension, le 15 août, de la convertibilité du dollar en or ou en autres instruments de réserve a créé une situation totalement nouvelle.

Les pays qui avaient continué jusqu'alors à maintenir le cours du dollar dans les marges fixées par conventions internationales, se sont trouvés dégagés de l'obligation d'assurer cette stabilité. Certains pays, dont la France, ont néanmoins choisi de respecter les anciennes limites. Les autres ont constaté qu'ils n'en avaient plus la possibilité, sauf à donner instruction à leur banque centrale d'absorber toute l'offre excédentaire de dollars; ils auraient perdu ainsi en grande partie le contrôle de la création de liquidités intérieures et, dès lors, le niveau de leurs prix eût été menacé; ils auraient aussi renoncé à toute action sur le volume de leurs réserves de change dont la composition serait, en outre, devenue déséquilibrée.

Etant donné l'ampleur du surplus de la balance des paiements courants de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, en 1970 et pour les huit premiers mois de 1971, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ne pouvaient plus opter pour le maintien du cours du dollar dans les anciennes limites sur le marché réglementé. Ce faisant, ils eussent procédé à une dévaluation de fait de leurs monnaies vis-à-vis de celles de leurs principaux partenaires commerciaux qui laissaient le dollar se déprécier; mener une politique de nature à agrandir un excédent déjà considérable eût été interprété comme une manipulation des cours de change dans des buts commerciaux; il eût été à craindre, dès lors, que des mesures de rétorsion ne fussent prises, tôt ou tard, contre les exportations belges et luxembourgeoises. Au surplus, le renchérissement de la masse des produits importés des pays qui laissaient leur monnaie s'apprécier aurait fait augmenter les prix de revient des entreprises, soit directement, soit par son incidence sur les prix à la consommation et, partant, sur les salaires. Enfin, le pari sur une réévaluation des francs belge et luxembourgeois, qui aurait été certainement fait, aurait provoqué un afflux, par le marché réglementé, d'avoirs d'entreprises résidentes ou étrangères, déplaçant leurs fonds par le jeu des modifications des délais de paiement d'opérations commerciales; on

avait déjà observé un ample mouvement de ce genre dans la première quinzaine d'août.

S'il était périlleux, pour ces raisons, de maintenir stable le cours du dollar, il n'était pas nécessaire, pour autant, et il pouvait même être dommageable, de laisser fluctuer les unes vis-à-vis des autres les monnaies d'autres pays industrialisés et singulièrement celles des pays de la Communauté Economique Européenne. A la réunion du Conseil de ministres de celle-ci, le 19 août, la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg ont proposé de maintenir dans les anciennes marges les fluctuations des cours : ainsi, le commerce intracommunautaire — au total quelque 50 p.c. en 1970 des exportations globales des Etats membres — aurait bénéficié d'un régime de changes stables; pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la proportion en cause atteignait 70 p.c.

Le Conseil n'ayant pas abouti à définir une attitude communautaire, les Gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois décidèrent, le 21 août, de réaliser leur projet à l'intérieur du Benelux. Les dispositions nécessaires à cette fin furent arrêtées par les banques centrales. En vertu de cet accord, la Nederlandsche Bank et la Banque sont intervenues dans la mesure nécessaire pour empêcher le cours du change entre le florin et le franc belge de s'écarter, à la hausse ou à la baisse, de plus de 1,5 p.c. du taux-pivot de un florin pour 13,81215 francs belges, correspondant aux parités respectives des deux monnaies, c'est-à-dire pour rétablir la situation qui avait prévalu jusqu'à ce que les Pays-Bas décident, en mai, de laisser fluctuer leur monnaie.

Le dénouement de positions spéculatives prises en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg pendant la période où le florin flottait déjà a fait que, pendant plusieurs semaines, après le 23 août, le cours du dollar est resté plus élevé vis-à-vis du franc belge que du florin; les arbitrages ont provoqué une demande de florins sur le marché belge et la Banque, intervenant pour maintenir cette monnaie à sa limite supérieure, s'est progressivement endettée vis-à-vis de la Nederlandsche Bank. Le montant maximum de ces engagements, soit 6,4 milliards, a été atteint à la fin de septembre. Par la suite, la situation s'est modifiée et l'évolution des cours a permis à la Banque d'acheter des florins sur le marché et de réduire progressivement sa dette. Dans le courant de décembre, celle-ci a, en outre, été remboursée en or à concurrence de un milliard. En fin d'année, la Nederlandsche Bank n'était plus créancière que de 1,4 milliard. Ce solde était liquidé le 11 janvier 1972.

Jusqu'à ce que les pays du Groupe des Dix, réunis à Washington, soient convenus de rétablir des limites aux fluctuations des cours de change, l'accord entre les partenaires du Benelux a permis que quelque 20 p.c. des exportations et 15 p.c. des importations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise soient abritées du désordre monétaire international.

Le franc belge, devenu flottant depuis le 23 août, a accusé, par rapport au dollar, une appréciation progressive. Celle-ci résulte principalement de ce que le surplus de la balance courante de l'Union Economique Belgo-Luxem-

bourgeoise s'est maintenu dans le dernier tiers de l'année. Depuis la fin d'août, ce sont donc surtout les opérations de change des entreprises, des particuliers et celles des banques qui ont influencé le cours du dollar et beaucoup moins les interventions de la Banque ou celles que d'autres banques centrales effectuaient avec l'accord de cette dernière; ces interventions des banques centrales se sont largement compensées : d'une part, outre ses achats de florins, la Banque a acquis d'autres devises pour assurer la couverture de dettes du secteur public et, d'autre part, la Federal Reserve Bank of New York s'est procuré, sur le marché, les francs belges nécessaires au dénouement de certains de ses engagements résultant des accords de swap.

Par rapport à l'ensemble des monnaies étrangères, en raison de la hausse de certaines d'entre elles, le franc belge s'est beaucoup moins apprécié que vis-à-vis du seul dollar : en novembre, le cours moyen du franc par rapport aux monnaies des divers pays, pondéré par l'importance des exportations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise vers chacun de ces pays, ne dépassait que de 2,8 p.c. son niveau du premier trimestre de l'année.

Conformément aux conclusions de la réunion, les 17 et 18 décembre, du Groupe des Dix à Washington, les fluctuations du cours du dollar sur le marché réglementé des changes ne peuvent plus, depuis le 21 décembre, dépasser les limites autorisées, portées à 2,25 p.c. de part et d'autre du « taux central » qui a été adopté, c'est-à-dire 44,8159 francs pour un dollar.

L'accord monétaire Benelux ayant été maintenu en vigueur, les marges de fluctuation du franc belge et du florin l'un vis-à-vis de l'autre n'ont pas été élargies : à la hausse comme à la baisse, elles sont restées de 1,5 p.c. seulement. Mais cet accord ne peut avoir de signification réelle que si les pays participants acceptent certaines contraintes. Les banques centrales deviendraient, l'une exagérément créditrice, l'autre exagérément débitrice, si la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et celle des Pays-Bas évoluaient très différemment. Comme ces balances sont fonction, en dernière analyse, de la situation économique et financière générale dans les trois pays, le parallélisme de leur mouvement dépend nécessairement d'une concertation suffisante des politiques suivies. La limitation de l'autonomie d'action à laquelle chaque pays doit ainsi consentir ne se conçoit que comme une phase provisoire d'un processus menant à une intégration économique plus complète. Trop peu d'efforts ont manifestement été consacrés, dans les trois pays, à organiser les voies de cette évolution.

Une première étape vers la réorganisation du système monétaire international.

L'accord intervenu le 18 décembre à Washington constitue une première étape vers la réorganisation du système monétaire international, perturbé depuis quelques années et ébranlé par la décision du Président Nixon de rendre le dollar inconvertible.

Le système dit « Bretton Woods » a concouru à la croissance de l'économie mondiale, notamment parce qu'il a assuré une grande stabilité des cours de change et qu'il a permis, par l'action du Fonds Monétaire International, de libérer assez largement les opérations courantes des restrictions de change.

Mais ce système, basé en fait sur un étalon dollar convertible en or, présentait les inconvénients qui ont été analysés et commentés largement dans le monde, au cours des dernières années, à mesure que les faits en révélaient les failles.

Il a cessé, au moins temporairement, de fonctionner en 1971, lorsque d'amples mouvements de capitaux à court terme résultant de disparités de taux d'intérêt ou de prévisions de modifications de parités, ont ajouté leurs effets à ceux d'une aggravation du déficit de base de la balance des paiements des Etats-Unis, ce qui a d'ailleurs conduit à une création désordonnée de liquidités internationales et à un déséquilibre dans la composition des réserves officielles.

La réorganisation du système monétaire mondial devrait, en principe, être agencée de telle manière que, s'inspirant des enseignements du passé récent, elle introduise plus de rationalité dans la création et l'utilisation des réserves de moyens de paiements internationaux. Il est prématuré, au seuil de négociations qui seront longues, de tracer une esquisse préfigurant les futurs mécanismes.

Dans l'immédiat, l'accord intervenu en décembre entre les membres du Groupe des Dix contient deux éléments. D'une part, il est mis fin au régime de flottement illimité des cours de change d'un grand nombre de monnaies; mais, d'autre part, les marges de fluctuation dans lesquelles ces cours peuvent se mouvoir sont élargies.

En vue de mieux assurer l'équilibre des opérations internationales, le retour au principe de la stabilité des changes s'est accompagné d'une révision généralisée des rapports officiels entre les valeurs des unités monétaires des différents pays. Pour la majorité d'entre eux, il ne s'agit pas encore d'un changement formel de la parité. De telles modifications n'interviendront probablement qu'à la suite de la ratification par le Congrès des Etats-Unis de la nouvelle parité du dollar; le Gouvernement américain a d'ailleurs déclaré ne vouloir entamer la procédure parlementaire nécessaire que lorsque les résultats de la première phase des négociations commerciales qu'il a ouvertes avec la Communauté Economique Européenne, le Japon et le Canada pourront être appréciés.

Dès lors, le Fonds Monétaire International, par une décision du Conseil d'Administration en date du 18 décembre, a autorisé les pays membres à déclarer, dans l'attente de la fixation de nouvelles parités officielles, un taux central établi par rapport à l'or, à l'unité des droits de tirage spéciaux ou à l'unité monétaire d'un autre membre; en fait, les taux centraux déclarés ont été fixés par rapport au dollar des Etats-Unis.

La même décision du Fonds a consacré la seconde résolution adoptée par le Groupe des Dix. Les marges autorisées pour les fluctuations des cours de chaque unité monétaire sur le marché des changes intérieur sont provisoirement portées à 2,25 p.c. de part et d'autre des taux centraux ou du cours de la monnaie d'intervention. Pour les pays qui s'étaient soumis aux règles de l'Accord Monétaire Européen, cette décision a pour conséquence que les écarts entre les cours de leurs monnaies et la parité ou le taux central peuvent atteindre, à la hausse comme à la baisse, vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, 2,25 p.c. au lieu de 0,75 p.c. précédemment et, les unes vis-à-vis des autres, 4,5 p.c. au lieu de 1,5 p.c. précédemment; à l'extrême, le battement possible entre le cours maximum et le cours minimum de toutes les monnaies autres que le dollar entre elles est désormais de 9 p.c. Sans doute, ce pourcentage ne peut être atteint que si, après un certain laps de temps, les positions de deux monnaies vis-à-vis du dollar se sont complètement renversées l'une et l'autre. Il reste cependant que des cours de change dont les fluctuations pourraient revêtir une telle amplitude dans des périodes assez courtes, ne se différencient pas nettement de cours flottants.

Au surplus, au terme de cette première étape de la réorganisation du système monétaire international, le dollar des Etats-Unis demeure inconvertible. Aussi longtemps que l'une ou l'autre forme de convertibilité de cette monnaie ne sera pas organisée, le déficit de base de la balance américaine des paiements, s'il persiste et n'est pas couvert par une augmentation des avoirs privés en dollars, sera finalement financé, en vertu de l'accord de Washington, par des crédits que les banques centrales de pays en excédent seront forcées de consentir aux Etats-Unis.

Utilisé comme unité monétaire de référence dans la fixation des cours officiels, servant de monnaie d'intervention et dès lors privilégié dans ses fluctuations vis-à-vis de toutes les autres monnaies par rapport à celles-ci entre elles, actuellement inconvertible en or, en droits de tirage spéciaux ou en autres instruments de réserve, le dollar des Etats-Unis se trouve, après cette première étape de la réorganisation du système monétaire international, au centre d'une vaste zone monétaire qui s'étend à tous les pays membres du Fonds Monétaire International.

Unification économique et monétaire européenne.

S'inspirant du rapport qui avait été présenté en 1970 par le groupe d'étude présidé par M. Pierre Werner, Président du Gouvernement luxembourgeois, le Conseil de ministres des Communautés européennes et les Représentants des Gouvernements des Etats membres avaient, le 22 mars 1971, résolu d'entreprendre immédiatement la réalisation par étapes, en dix ans, de l'union économique et monétaire dans la Communauté et précisé les principes d'action pour une première étape de trois ans.

Mais, dès le mois de mai, et plus encore à partir d'août, la crise monétaire internationale allait, dans les faits, révéler la fragilité des liens qu'avaient tissés, entre eux, au-delà de l'union douanière, les pays membres de la Communauté. En période troublée, la plupart de ceux-ci, préoccupés de leurs intérêts nationaux immédiats, n'ont pas envisagé dans une optique vraiment communautaire la recherche d'une solution aux problèmes que la situation nouvelle avait créés. L'engagement de principe qui avait été pris antérieurement de considérer la politique en matière de change comme d'intérêt commun, n'a guère inspiré les positions.

On a vu que les décisions prises à la réunion de Washington portaient à 4,5 p.c. l'écart possible, à un moment donné, entre les cours des monnaies des pays de la Communauté les unes vis-à-vis des autres et les taux centraux, et à 9 p.c. le battement qui peut se produire, dans une certaine période, entre leurs cours maximums et minimums respectifs. L'introduction d'une telle marge d'incertitude va évidemment à l'encontre du principe d'homogénéité des conditions de vente dans un marché commun.

La réalisation de celui-ci suppose, en effet, que les opérations entre résidents de pays différents de la Communauté puissent être conclues aussi facilement et aussi sûrement que celles entre résidents d'un même pays. C'est en considération de ce principe que la résolution du 22 mars 1971 précitée stipulait que la Communauté ne devait pas se prévaloir, dans les relations de change entre Etats membres, de dispositions éventuelles permettant un assouplissement du système international des changes

Conformément à cette résolution, après la décision de décembre du Fonds Monétaire International, la Commission de la Communauté a mis à l'ordre du jour l'examen du problème qui se trouve posé aux pays membres pour l'organisation de leurs relations cambistes.

Le maintien, par ces pays, de marges de fluctuation des cours de leurs monnaies d'amplitude plus réduite entre elles que vis-à-vis de celles des pays tiers, implique fondamentalement qu'ils soient résolus à adopter une attitude commune à l'égard des problèmes qu'ils doivent régler avec le reste du monde. Ensuite, ce rapprochement des cours nécessite, du point de vue technique, que les banques centrales de ces pays se mettent périodiquement d'accord sur les limites dans lesquelles elles laissent fluctuer le dollar si elles l'utilisent comme monnaie d'intervention, ou bien qu'elles conviennent d'un autre instrument. En outre, il faut que les déficits temporaires puissent être financés par des crédits réciproques, suivant des mécanismes analogues à ceux qui ont fonctionné, dès la fin du mois d'août, au sein du Benelux. Ces mécanismes pourraient faire appel aux crédits d'ores et déjà prévus pour le soutien monétaire à court terme entre banques centrales et pour le concours financier à moyen terme entre Etats membres, ou à ceux qui pourraient être consentis par l'intermédiaire d'un Fonds européen de coopération monétaire encore à créer.

Il va de soi que le bon fonctionnement d'un mécanisme de financement intra-communautaire serait mis en péril si, pendant de longues périodes, les mêmes pays se trouvaient en surplus ou en déficit. C'est dire que l'ensemble des politiques qui influencent l'équilibre extérieur d'un pays devraient être suffisamment coordonnées entre les membres de la Communauté. En fait, il s'agit de créer ainsi les conditions de l'intégration économique et monétaire telles qu'elles avaient été définies en mars. Mais les séquelles de la crise monétaire internationale pourraient nécessiter un raccourcissement des délais qui avaient été prévus.

Certes, la tâche à accomplir sera plus considérable qu'elle ne semblait devoir l'être au moment où le Groupe Werner rédigeait son rapport. L'élargissement des marges de fluctuation entre les monnaies de la Communauté, sauf entre le florin et les francs belge et luxembourgeois, donne à chaque pays une latitude plus grande dans ses décisions de politique économique, car l'équilibre de sa balance des paiements peut être obtenu, plus que par le passé, par les variations des cours de change.

En 1971 déjà, il serait vain de vouloir le nier, le régime des changes fluctuants a très manifestement provoqué un relâchement des efforts de coordination que les Etats membres avaient exprimé l'intention d'accentuer. Les nouvelles procédures de concertation qu'ils avaient instaurées à cette fin n'ont guère été utilisées que de façon formelle.

Pourtant, en raison de l'interdépendance des pays membres, qui se reflète notamment dans l'importance relative du commerce intracommunautaire dans les échanges extérieurs de chacun d'eux, ceux-ci auraient intérêt à s'imposer comme impératif prioritaire de réaliser cette intégration de leurs économies et d'asseoir celle-ci sur une association monétaire progressivement plus complète.

Si chacun des Etats membres ne réaffirmait pas et ne traduisait pas à bref délai par des actes sa volonté politique de considérer ses intérêts et ceux de ses partenaires comme étant largement communs et, en conséquence, d'entreprendre les réalisations qui étaient convenues, la Communauté Economique Européenne, loin de progresser vers l'intégration, risquerait de s'altérer en une zone de libre échange.

Données de la politique intérieure en 1972.

La situation intérieure de l'économie belge, en 1972, rendra sans doute opportune la poursuite de l'action de soutien conjoncturel déjà amorcée par les autorités belges; elle pourrait peut-être requérir une intensification des mesures, s'il s'agissait de relancer l'économie; l'efficacité d'une telle politique serait plus grande si elle s'insérait dans un dispositif plus vaste harmonisé par la Communauté quant aux objectifs et quant au choix des instruments à mettre en œuvre.

Pourvu que le contexte international le permette, une des modalités de cette action concernera sans doute les taux d'intérêt. La réduction des taux débiteurs à long terme peut faciliter les investissements en logements et peut-être aussi en biens d'équipement. Du point de vue de ses répercussions sur la constitution des épargnes financières, cet abaissement ne serait pas contre-indiqué puisque la rémunération des apports de fonds à long terme se situe encore à un niveau historiquement élevé; les taux actuels englobent une protection contre les hausses de prix et si celles-ci venaient à s'atténuer, ils devraient, dans un climat de ralentissement sérieux, être réduits pour éviter que l'ampleur des épargnes ne soit excédentaire au regard des besoins exprimés.

Pour sa part, la Banque apportera à ses taux d'escompte et d'avances les modifications que commanderont les développements de la situation, en vue de concourir à l'action du pouvoir politique. Ces modifications des taux officiels visent à influencer le niveau général des taux créditeurs et débiteurs auxquels elles se propagent à travers les marchés de fonds. Leur efficacité serait amoindrie, voire annulée, si cette propagation se heurtait à des résistances institutionnelles; des obstacles de cette nature sont susceptibles d'énervier la politique des autorités monétaires particulièrement lorsque l'action de celles-ci s'exerce dans le sens d'un abaissement des taux, requis par l'intérêt général. Dès janvier 1972, la Banque a procédé à une nouvelle réduction de ses taux, qui a été suivie d'une diminution des intérêts bonifiés sur les dépôts à terme, de la prime de fidélité pour les dépôts en carnets ou livrets ordinaires et des rendements de certains bons de caisse.

Les budgets de l'Etat contribueront à soutenir l'activité économique. Il apparaît, dès à présent, que le budget ordinaire lui-même sera déposé en déficit. Sans doute, il est des circonstances où, d'un point de vue global, un tel déficit est un instrument qui peut suppléer aux décisions insuffisantes d'investir du secteur privé de l'économie. Toutefois, l'action de régularisation de la conjoncture par les finances publiques, lorsqu'elle est nécessaire, doit s'assigner clairement ses objectifs et ses limites. Ainsi, une accélération du rythme d'augmentation des dépenses courantes, consentie avec la mesure requise pendant une période de fléchissement, doit pouvoir cesser dans une phase ultérieure d'essor. De même, la composition des dépenses doit être déterminée en tenant compte du but recherché. Quant à la masse des dépenses engagées au titre du budget extraordinaire, elle doit pouvoir être ajustée à la situation sur les marchés de fonds et aux possibilités de l'offre dans les secteurs bénéficiaires de ces dépenses. L'évolution de la conjoncture est connue du Gouvernement; les modalités de l'exécution de la politique budgétaire, aussi bien du côté des recettes que de celui des dépenses, devraient sérieusement être améliorées pour être manœuvrées avec plus de rapidité et mieux adaptées ainsi aux modifications du climat conjoncturel. Remédier au manque de souplesse qui a longtemps caractérisé les finances publiques belges n'incombe pas à la seule responsabilité gouvernementale. Le pays tout entier devrait prendre conscience de ce qu'il lui appartient de participer à cet effort. La Banque exprime le vœu que le Gouvernement en prenne l'initiative.

Amélioration des moyens de politique monétaire.

Pour tenir compte des changements survenus au cours des dernières décennies et des enseignements que l'analyse de ceux-ci apporte, il apparaît qu'il est nécessaire de procéder à une réorganisation des moyens d'action à la disposition des autorités monétaires.

En premier lieu, l'influence des variations de taux peut être amoindrie, même en économie intérieure, par divers facteurs, et spécialement par les mouvements de prix; les autorités doivent, dès lors, pouvoir agir plus directement sur les facultés d'octroi de crédits des intermédiaires financiers et, pour cela, notamment influencer leur liquidité. Les plafonds de réescompte et de visa constituent l'un de ces instruments; la Banque en fait, dès à présent, usage. Les contraintes qui peuvent être imposées aux intermédiaires financiers en ce qui concerne l'importance absolue de leurs divers actifs, en particulier leurs trésoreries ou leurs avoirs liquides, ou l'importance proportionnelle de ces actifs vis-à-vis de leurs passifs, sont un autre instrument de l'espèce.

En second lieu, la déspecialisation irréversible des intermédiaires financiers nécessite que l'action exercée par la banque centrale, à des fins monétaires, soit étendue à des catégories d'intermédiaires, de statut soit public soit privé, autres que les banques au sens étroit. En effet, les opérations de celles-ci et de ceux-là se sont rapprochées; leur activité à tous, influençant dès lors de façon analogue les équilibres économiques et monétaires, doit entrer, sur un pied d'égal traitement, dans le champ d'application de la politique de crédit.

En troisième lieu, l'internationalisation des marchés de fonds peut enlever beaucoup de leur efficacité aux moyens nationaux de la politique monétaire. Sans porter préjudice aux obligations qu'elles ont contractées vis-à-vis du Fonds Monétaire International ou de la Communauté Economique Européenne, voire d'autres institutions internationales, les autorités du pays doivent avoir la faculté de réglementer, dans certaines circonstances, les mouvements de fonds à destination ou en provenance de l'étranger. A cette fin, il s'indique de rendre plus actuelles les dispositions datant de 1944 qui forment la base juridique de la réglementation des changes. Conformément à la mission qui a été confiée, à l'origine, à l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, lorsqu'il s'agissait de réserver à des usages prioritaires les ressources de la banque centrale, l'Institut peut limiter la position extérieure créditrice des banques. Mais il n'a pas, semble-t-il, le pouvoir de limiter leur position débitrice, mesure qui peut s'avérer indispensable en périodes d'entrées massives de capitaux. Les événements de l'année écoulée, durant laquelle la Banque n'a eu d'autre recours que de prendre elle-même une mesure de ce genre, qui n'était pas applicable aux banques luxembourgeoises, ont montré qu'il serait sage de ne pas laisser subsister cette lacune juridique.

Cette mise à jour des bases de la politique monétaire fournirait l'occasion de départager de façon claire l'attribution des compétences à la Banque et à la Commission bancaire. Le texte, déjà ancien, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 n'énonce pas avec toute la netteté souhaitable la distinction

qu'il importe de faire entre les mesures prises à l'initiative de la Banque, qui, sous l'autorité du Gouvernement, doit veiller aux équilibres globaux, et les mesures prises à l'initiative de l'organe responsable du contrôle de la bonne gestion des banques pour sauvegarder les intérêts des déposants et des porteurs d'obligations. La Commission bancaire possède certains pouvoirs réglementaires qui lui permettent d'agir sur les structures bilantaires des banques, aux termes de l'article 11 de l'arrêté précité. Mais, pour divers motifs, ces pouvoirs ne sont guère utilisables dans leur forme actuelle à des fins monétaires.

Dès lors, il conviendrait que la législation soit adaptée de manière à donner des assises juridiques plus formelles à l'action macroéconomique des autorités. En substance, la Banque devrait être autorisée explicitement à adresser, en accord avec le pouvoir politique, des recommandations aux banques et autres intermédiaires financiers. La Banque elle-même ne devrait pas disposer, à cette fin, de pouvoirs coercitifs. Il suffirait, en effet, qu'il soit établi que, à sa demande, les organes de contrôle prendraient les règlements donnant force obligatoire à ses recommandations aux organismes de crédit.

La même procédure de recommandations faites par la Banque et rendues obligatoires, si besoin est, par les organes de contrôle, pourrait être utilisée pour fixer, le cas échéant, des limites aux taux d'intérêt bonifiés sur les diverses catégories d'engagements des intermédiaires financiers.

Mise à jour du statut monétaire.

Presque tous les pays ont fait de la fixation de la parité officielle de l'unité monétaire une responsabilité gouvernementale, considérant qu'une modification de cette parité, malgré son caractère exceptionnel, ressortit aux mesures de la politique économique. La Belgique ne peut pas prétendre plus longtemps, à peu près seule, à exiger que les modifications de parité s'effectuent en suivant la procédure parlementaire, comme c'est le cas actuellement en vertu de la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire. Pour que toute modification puisse se faire dans les délais appropriés, il faudrait que le droit d'y procéder soit transféré au pouvoir exécutif.

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque doit détenir un ensemble d'instruments de réserve pour un montant au moins égal au tiers de celui de ses engagements à vue. La proportion effective dépasse actuellement de très loin le coefficient légal. Cette disposition a essentiellement une portée psychologique. Les enseignements concordants de l'histoire et de la doctrine indiquent que la règle formelle pourrait être supprimée sans inconvénient.

En effet, ce n'est pas tellement une prescription légale qui fait obligation à la Banque de gérer ses réserves de façon qu'elles assurent correctement la liquidité extérieure de l'ensemble de l'économie. C'est, au-delà des règles du droit, la conscience des responsabilités qu'elle assume, de par sa mission propre au service de l'intérêt général, de concourir, par son action, à concilier les impératifs de la croissance et ceux du maintien des équilibres interne et externe.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction	IV - 5		
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Taux centraux en parités de fait	X - 2		
XI. — Finances publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1969	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvements des créances et des dettes en 1969 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente	XIII - 6		
— Forme et localisation	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèque postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3
4. Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques .	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II - 2
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Rapports des flux aux stocks)	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	
				(à fin d'année)					
Population totale	9.328	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660	9.691	
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	5.948	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088		
dont : Hommes	2.950	2.984	2.998	3.007	3.017	3.023	3.032		
Femmes	2.998	3.012	3.024	3.032	3.041	3.048	3.056		
				(estimations à fin juin)					
Population active ¹ :	3.611	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	
dont : Agriculture	263	249	230	216	209	201	191	181	
Industries extractives	100	102	94	83	74	67	60	52	
Industries manufacturières	1.232	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	
Bâtiments et construction	285	290	293	296	304	304	307	311	
Transports	259	262	263	266	263	268	272	282	
Commerce, banques, assurances et services	1.352	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	
Chômeurs complets ²	62	55	63	67	92	110	88	76	
Ouvriers frontaliers	58	57	61	58	53	53	53	54	

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Rémunération des salariés ¹ :							
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	255,9	269,7	285,8	320,6	371,3
b) Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,7	22,6	24,4	24,1
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	52,6	59,3	63,2	68,1	84,2
d) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	82,5	92,9	104,0	113,8	121,9	133,4	142,7
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	19,0	18,7	17,4	20,2	20,5
<i>Total ...</i>	372,5	412,3	451,3	482,2	510,9	566,7	642,8
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :							
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹ ...	29,1	31,2	28,8	29,3	32,2	37,1	33,3
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	22,7	24,3	26,6	28,6	31,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹ ...	100,8	104,9	110,2	114,4	121,1	127,4	134,9
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,8	10,5	11,9
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,1	...	-2,0	-2,0	-2,0
<i>Total ...</i>	154,0	166,9	169,8	176,3	186,7	201,6	209,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :							
a) Intérêts	28,5	31,3	34,7	38,3	42,0	50,0	57,7
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0	42,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,1	27,3	35,7
<i>Total ...</i>	76,0	82,5	90,0	95,1	103,8	118,3	135,5
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	21,2	27,3	32,6
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,8	21,0	25,9	30,3
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,7	8,3	7,0	7,7	10,5
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,2	-28,9	-31,7	-37,7	-43,2
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	719,6	768,1	818,9	909,8	1.017,9
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,6	98,6	109,1	120,3
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	806,0	860,7	917,5	1.018,9	1.138,2
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,0	137,4	152,1	163,3
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-15,5	-18,8	-16,6
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ,
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

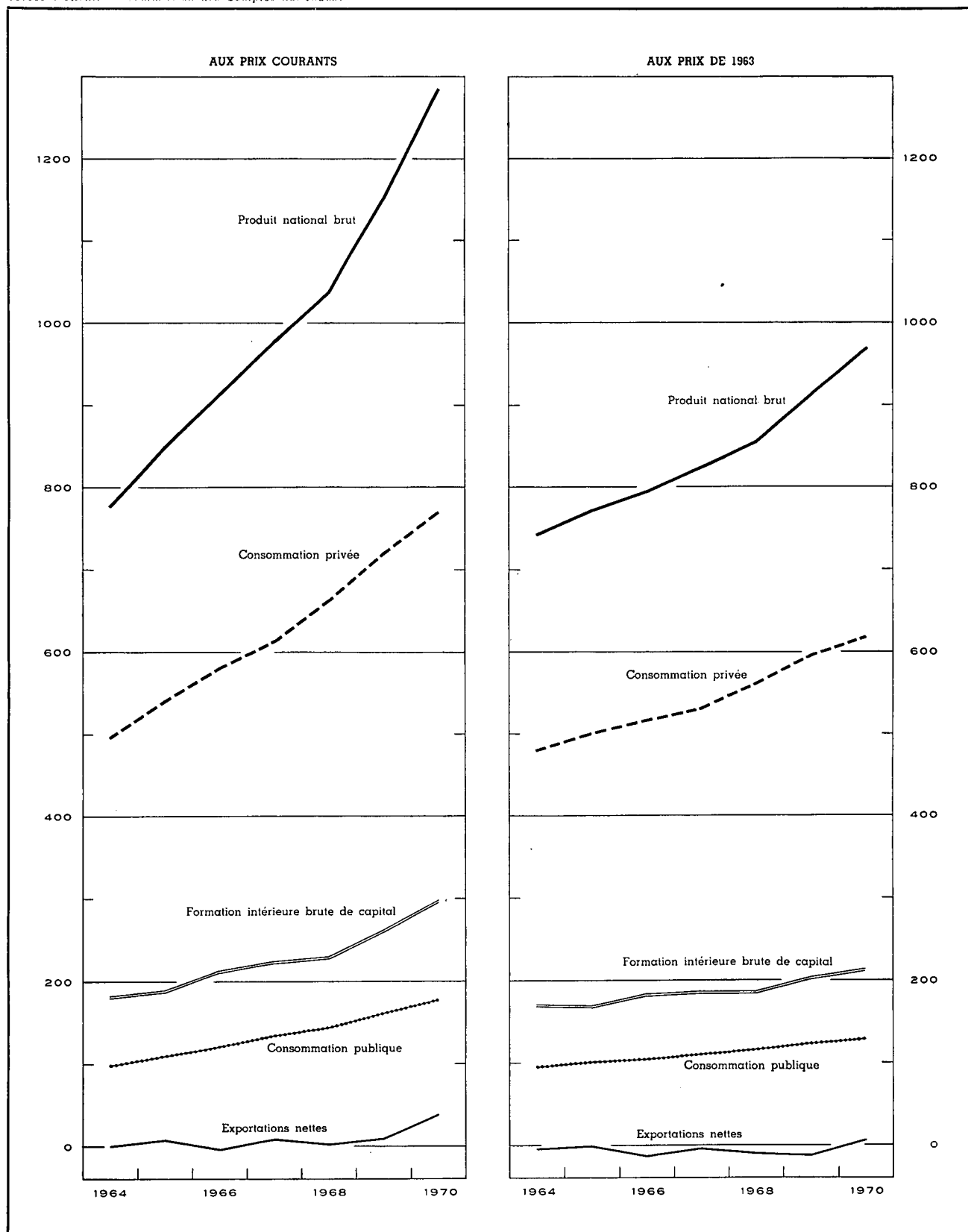
Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,0	45,4	43,4	44,7	47,9	53,3	49,6
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	11,0
3. Industries manufacturières :							
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,8	64,4	69,9	76,7
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,2	23,8	26,6	26,7
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,5	14,0	14,6
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,6	14,6	15,5	17,0	18,2
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,1	19,4	21,4
f) Industrie chimique et activités connexes	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	29,5	30,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,6	18,7	20,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	21,5	23,0	23,7	25,1	26,9	38,1	45,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	62,4	68,5	89,9	92,4	95,9	112,8	131,8
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	8,8	9,4	10,8	12,7	13,4
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>278,8</i>	<i>290,9</i>	<i>310,7</i>	<i>358,7</i>	<i>399,7</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	68,9	66,9	71,9	86,3
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	22,5	25,3	29,0	31,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'ha- bitation :							
a) Commerce	128,3	142,9	158,4	172,4	181,7	199,5	218,4
b) Services financiers et assurances	21,8	24,0	27,1	30,1	33,9	39,1	42,8
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,8	57,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>235,2</i>	<i>254,1</i>	<i>269,1</i>	<i>294,4</i>	<i>319,1</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,5	67,6	76,1	83,1	92,8
8. Services	161,2	183,9	198,8	216,9	234,3	256,4	285,5
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 10,0	- 7,2	- 10,2	- 13,8	- 1,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	906,1	970,6	1.031,3	1.144,0	1.274,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de pro- duction dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Consommation privée :							
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	147,0	154,3	161,1	173,0	186,7
b) Boissons et tabac	36,1	39,1	40,8	45,1	48,4	51,5	56,4
c) Vêtements et effets personnels	47,6	51,1	54,4	54,8	58,6	65,5	69,8
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,6	64,3	66,9	69,9	73,3
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,9	33,1	34,9	38,5
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,8	52,7	58,0	65,9	72,2
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,7	29,8	32,4	35,1	37,3
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	40,7	44,9	49,6	54,0	61,0
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8	78,2
j) Loisirs	41,2	44,4	46,8	51,9	54,7	59,3	66,2
k) Autres dépenses et ajustement statistique ...	20,3	19,7	25,1	23,8	32,6	37,3	29,6
<i>Total ...</i>	496,9	540,9	581,4	612,7	662,4	720,2	769,2
2. Consommation publique :							
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,0	94,0	101,2	112,5	126,4
b) Biens et services	26,2	27,1	28,3	31,6	35,3	39,5	42,0
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,1	5,8	6,2	7,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5	2,8
<i>Total ...</i>	98,9	110,2	120,7	132,8	144,5	160,7	178,3
3. Formation intérieure brute de capital :							
a) Agriculture, sylviculture et pêche	4,9	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,2
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,1
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,3	54,0	49,2	57,7	65,7
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	9,3
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,2
f) Commerce, banques, assurances	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,3	58,1	62,4	73,1
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	24,5	28,1
i) Pouvoirs publics et enseignement	23,2	19,7	24,3	29,0	34,5	37,7	45,3
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	18,6	17,3
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,2	0,1	2,6	3,3	-- 0,2
<i>Total ...</i>	182,5	189,7	213,2	223,7	229,6	262,2	298,2
4. Exportations nettes de biens et services :							
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	422,0	510,9	619,0
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	419,1	501,8	579,8
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	— 2,4	+ 8,8	+ 2,9	+ 9,1	+ 39,2
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

I 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Consommation privée :							
a) Produits alimentaires	101	102	106	110	112	115	121
b) Boissons	106	109	108	115	122	131	144
c) Tabac	105	111	115	117	118	121	124
d) Vêtements et effets personnels	102	107	110	109	114	124	129
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	113	114
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	112	118	126
g) Articles ménagers durables	112	119	124	125	135	151	161
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	118	120
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	117	126	133	143
j) Transports	109	120	125	131	143	156	161
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151	157
l) Loisirs	106	110	112	118	121	129	139
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>115</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>133</i>
2. Consommation publique :							
a) Rémunérations et pensions	105	113	118	124	127	134	141
b) Biens et services	101	102	102	111	122	132	133
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	155	173
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>135</i>	<i>141</i>
3. Formation intérieure brute de capital :							
a) Agriculture, sylviculture et pêche	110	116	126	115	125	129	125
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	92	85
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	126	129
d) Construction	89	94	109	116	108	104	133
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	163	173
f) Commerce, banques, assurances	99	97	110	106	112	123	134
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129	141
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	134	141
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	178	185	205
j) Enseignement	89	85	100	96	104	105	111
k) Autres services	99	99	117	126	126	155	176
<i>Total ...</i>	<i>119</i>	<i>119</i>	<i>129</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>143</i>	<i>149</i>
4. Exportations nettes de biens et services :							
a) Exportations totales	111	120	124	133	148	172	196
b) Importations totales	111	118	128	132	150	173	190
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,2	118,7	122,9	131,2	139,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.N.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1963 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)		
					Fabrications de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Constructi.on de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1964	104,0	101,8	103,0	101,6	102,1	102,2	108,8	103,9	99,6	107,9	
1965	101,7	95,2	101,7	101,2	98,4	105,2	114,1	104,6	94,4	103,7	
1966	100,5	80,9	101,8	96,0	101,3	102,9	103,1	107,7	98,9	102,1	
1967	98,2	73,0	98,7	88,3	99,7	98,3	96,6	104,7	96,5	103,8	
1968	95,7	64,1	96,9	86,9	94,2	96,6	96,7	104,1	92,8	99,4	
1966 4 ^e trimestre .	100,9	77,7	102,2	93,2	103,5	103,2	103,2	108,9	98,6	103,2	
1967 1 ^{er} trimestre .	98,8	76,4	100,3	89,6	101,8	100,9	100,2	106,3	100,0	99,0	
2 ^e trimestre .	98,6	74,4	98,7	88,5	98,7	97,2	97,3	106,0	96,6	105,3	
3 ^e trimestre .	98,3	71,9	98,1	86,8	98,7	96,8	96,2	104,5	92,8	107,6	
4 ^e trimestre .	97,0	69,9	97,6	87,4	99,1	96,9	95,8	100,7	94,6	103,1	
1968 1 ^{er} trimestre .	93,8	67,9	95,7	86,1	95,8	94,9	93,8	100,8	93,5	93,8	
2 ^e trimestre .	95,1	66,6	95,7	86,5	93,2	95,6	94,7	102,1	92,4	100,4	
3 ^e trimestre .	96,6	64,6	97,1	86,7	93,2	96,8	96,6	105,7	92,6	103,3	
4 ^e trimestre .	96,8	63,2	98,3	88,6	94,6	98,8	101,7	108,0	92,7	100,5	
1967 Décembre	95,4	69,4	97,1	87,0	98,2	96,8	95,2	102,0	94,3	96,4	
1968 Janvier	93,7	68,5	96,2	86,5	97,1	95,4	93,7	101,3	93,8	91,2	
Février	93,7	67,9	95,5	86,0	95,1	95,1	93,4	100,1	93,4	93,6	
Mars	94,2	67,4	95,5	85,9	95,3	94,2	94,3	100,9	93,4	96,4	
Avril	94,7	67,1	95,5	86,3	93,9	95,4	94,3	100,1	92,6	99,1	
Mai	95,1	66,6	95,8	86,4	93,2	95,1	95,1	102,5	92,4	99,6	
Juin	95,6	66,2	96,0	86,7	92,6	96,3	94,9	103,6	92,3	102,4	
Juillet	95,9	65,6	96,4	86,6	93,0	96,6	94,3	104,5	91,9	101,7	
Août	96,5	64,9	96,9	86,7	92,7	95,4	96,2	106,0	92,6	103,9	
Septembre ...	97,4	63,4	98,1	86,9	94,1	98,4	99,0	106,5	93,3	104,3	
Octobre	97,4	63,4	98,4	89,0	95,0	98,7	99,9	108,1	92,1	102,8	
Novembre	96,9	63,1	98,3	88,9	94,4	98,9	102,1	107,6	92,6	100,9	
Décembre	96,2	63,4	98,2	87,9	94,6	98,9	103,0	108,2	93,4	97,5	

¹ Indices sur base 1964 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8 ^a	23,9 ^a
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9 ^a	13,4 ^a
1969 4 ^e trimestre	3,3	28,0	46,7	78,0	6,2	1,5	4,3	14,1	13,2
1970 1 ^{er} trimestre	2,1	29,1	47,1	78,2	5,3	0,9	4,4	22,9	23,3
2 ^e trimestre	1,4	23,1	44,8	69,3	6,7	0,8	3,8	19,6	28,3
3 ^e trimestre	1,6	20,9	43,8	66,3	7,0	1,5	3,7	15,1	25,0
4 ^e trimestre	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	13,5	19,0
1971 1 ^{er} trimestre	3,5	24,2	46,4	74,1	5,7	1,2	3,9	17,1	15,7
2 ^e trimestre	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	16,6	15,6
3 ^e trimestre	2,7	20,3	43,1	66,1	7,5	2,0	3,9	14,5	13,4
4 ^e trimestre	5,3	28,3	44,3	77,9	7,0	2,0	5,0	12,8	8,8
1970 Décembre	4,1	26,3	45,8	76,2	5,7	1,3	3,9	11,7	15,5
1971 Janvier	4,0	26,3	46,4	76,7	5,3	1,3	4,0	17,2	15,6
Février	3,6	24,4	46,7	74,7	5,6	1,2	3,9	15,4	15,6
Mars	3,0	21,9	45,9	70,8	6,2	1,1	3,9	18,7	15,9
Avril	2,7	20,4	44,9	68,0	6,9	1,0	3,6	17,9	16,0
Mai	2,3	18,8	44,4	65,5	7,0	1,0	3,4	15,8	15,7
Juin	2,0	17,5	43,3	62,8	7,3	1,2	3,2	16,2	15,0
Juillet	2,5	20,3	43,7	66,5	7,5	1,5	3,5	10,4	13,9
Août	2,4	20,2	43,0	65,6	7,5	2,0	3,9	15,7	13,9
Septembre	3,1	20,4	42,7	66,2	7,5	2,5	4,4	17,4	12,5
Octobre	4,2	22,7	43,1	70,0	7,4	2,2	5,0	14,9	10,5
Novembre	5,2	28,3	44,4	77,9	7,0	2,1	5,1	12,0	8,6
Décembre	6,4	34,0	45,3	85,7	6,5	1,8	4,9	11,4	7,4

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

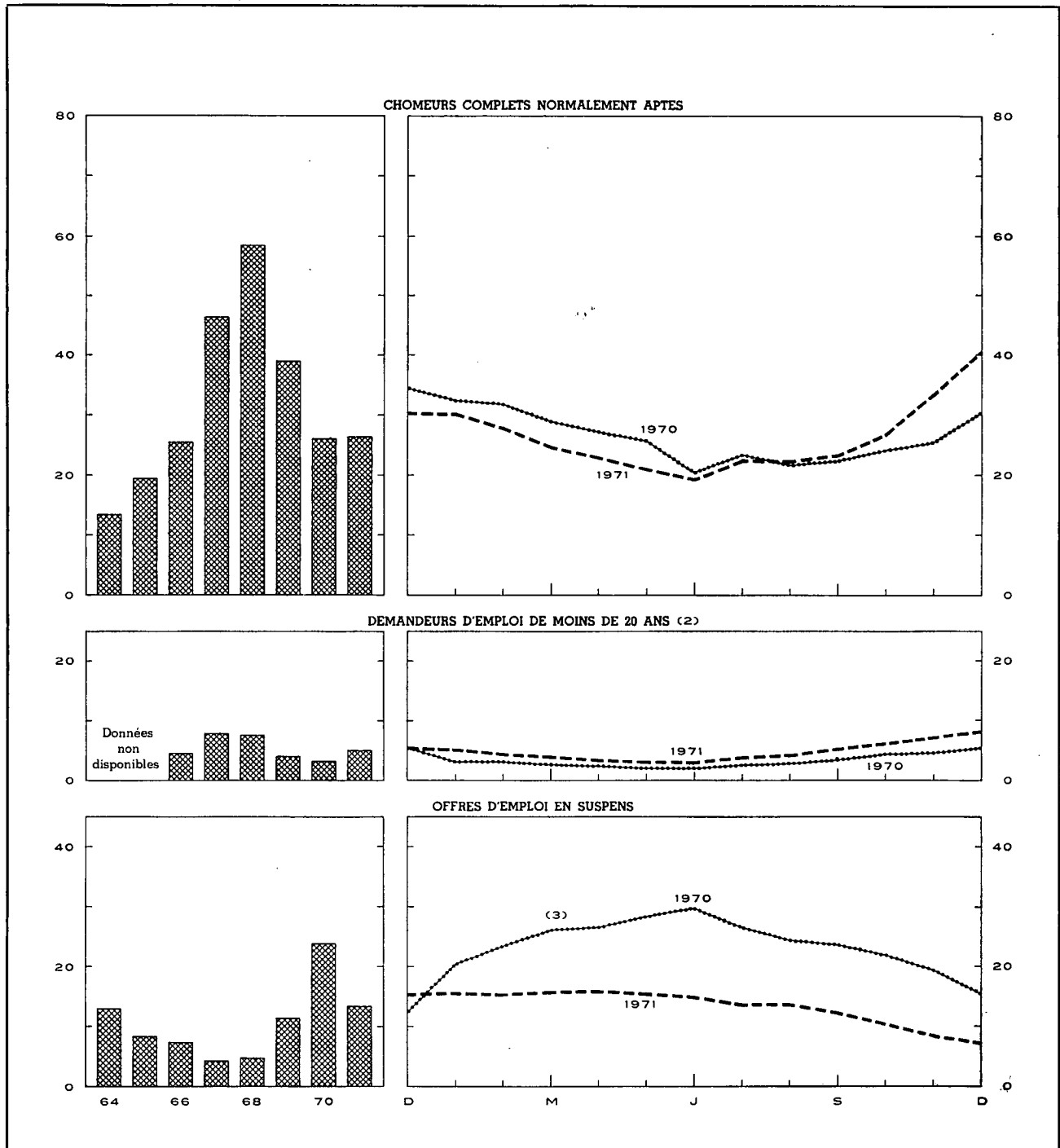
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970 de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1970 de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Céréales panifiables	259	263	244	229	232	224	207	224
dont : froment	214	226	211	197	201	197	181	193
seigle	41	33	29	26	26	21	20	24
Céréales non panifiables	238	252	258	258	249	249	255	233
Plantes industrielles	106	95	92	95	107	109	101	109
Plantes racines et tuberculifères	94	89	90	91	81	77	80	73
Légumes cultivés pour la graine	10	10	9	8	8	8	7	5
Prés et prairies	799	795	795	794	791	788	795	782
Divers	109	98	102	102	96	98	97	103
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529
Production végétale (milliers de tonnes)								
Froment	900	854	650	828	839	754	708	
Autres céréales	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843	
Betteraves sucrières	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	
Lin (graines et paille)	283	190	167	105	108	112	48	
Chicorée à café	68	46	29	32	40	43	56	
Pommes de terre	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Chevaux agricoles	120	108	94	85	86	81	73	65
Total des bovidés	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840
dont : vaches laitières	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052	1.031
Porcs	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	461	500	548	586	608	704	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Sources : I.N.S.

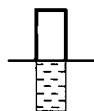
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Aiglefin	281	233	141	130	136	361	346
Cabillaud	630	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859
Plie	322	294	442	516	450	376	398
Sole	201	263	329	412	356	309	320
Raie	319	280	182	178	219	231	199
Hareng	134	112	61	30	11	38	62
Crevettes	75	72	80	104	80	114	114

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de

la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (P.A.O.).

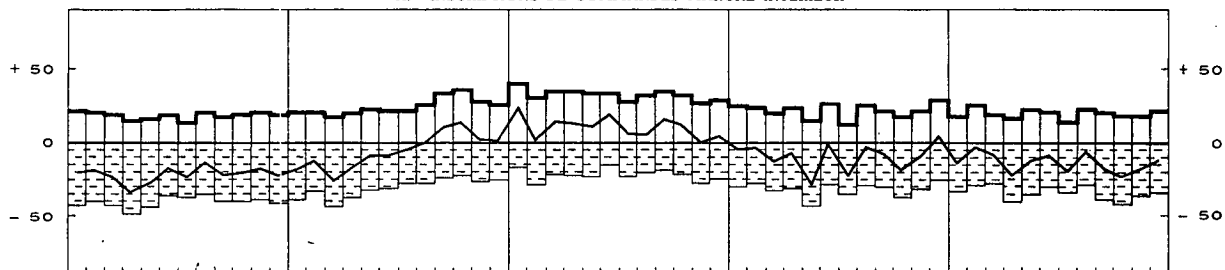
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE *

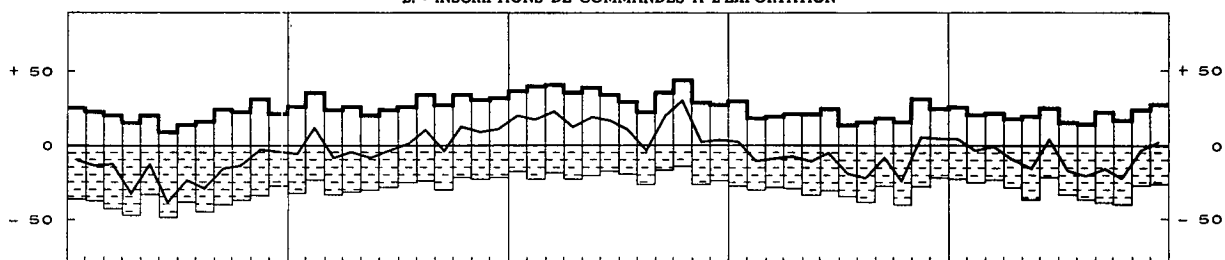


Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « Supérieur » et « Inférieur » à la normale pour les questions D et E

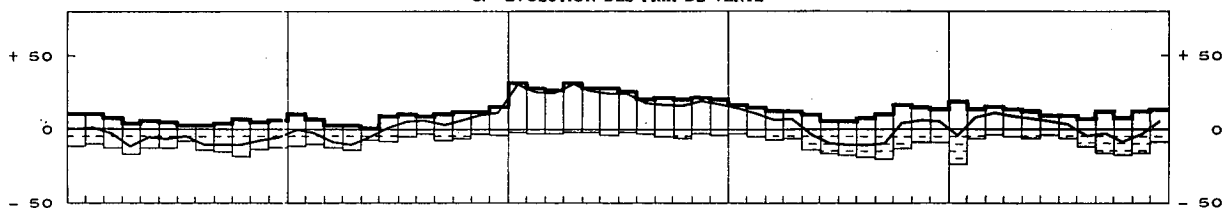
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR



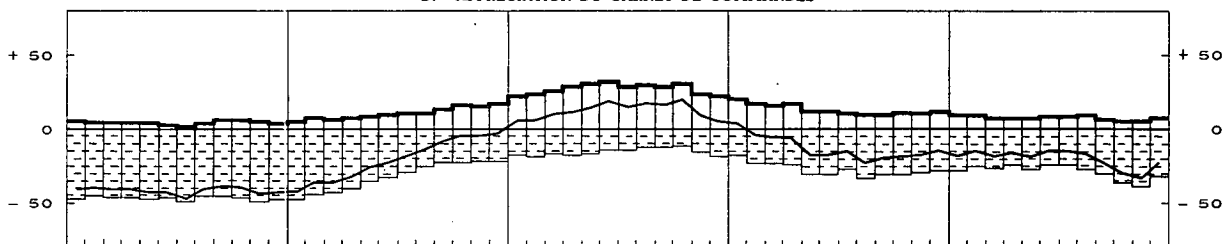
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION



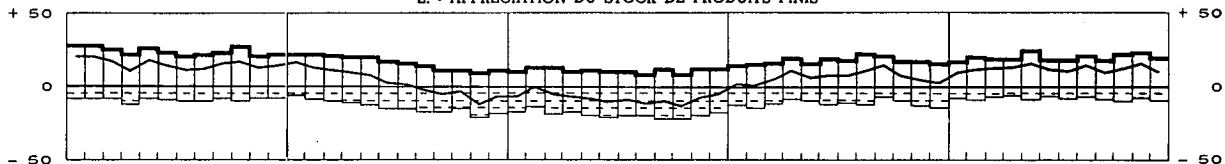
C. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



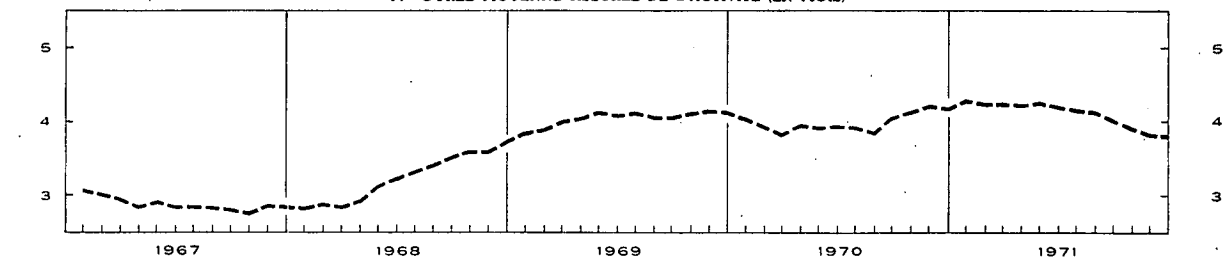
D. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



F. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie en 1967

et en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
 † Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés			Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1964	107	107	107	107
1965	109	110	109	109
1966	111	114	109	111
1967	113	116	111	113
1968	119	124	121	120
1969	131	138	131	131
1970	p 135	p 144	134	p 136
1971			p 137	
1969 4 ^e trimestre	139	148	137	133
1970 1 ^{er} trimestre	131	140	129	p 134
2 ^e trimestre	137	145	137	p 135
3 ^e trimestre	129	137	133	p 136
4 ^e trimestre	p 144	p 153	138	p 137
1971 1 ^{er} trimestre	p 139	p 148	138	p 138
2 ^e trimestre	p 142	p 153	140	p 140
3 ^e trimestre	p 132	p 142	135	p 140
4 ^e trimestre			p 135	
1971 Janvier	p 131	p 140	139	p 138
Février	p 134	p 143	133	p 138
Mars	p 152	p 161	144	p 138
Avril	p 144	p 154	139	p 139
Mai	p 135	p 145	138	p 140
Juin	p 147	p 159	142	p 140
Juillet	p 111	p 122	127	p 140
Août	p 134	p 142	138	p 140
Septembre	p 150	p 163	141	p 140
Octobre	p 154	p 163	p 138	p 141
Novembre	p 143	p 152	p 131	p 141
Décembre			p 136	
1972 Janvier			p 137	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

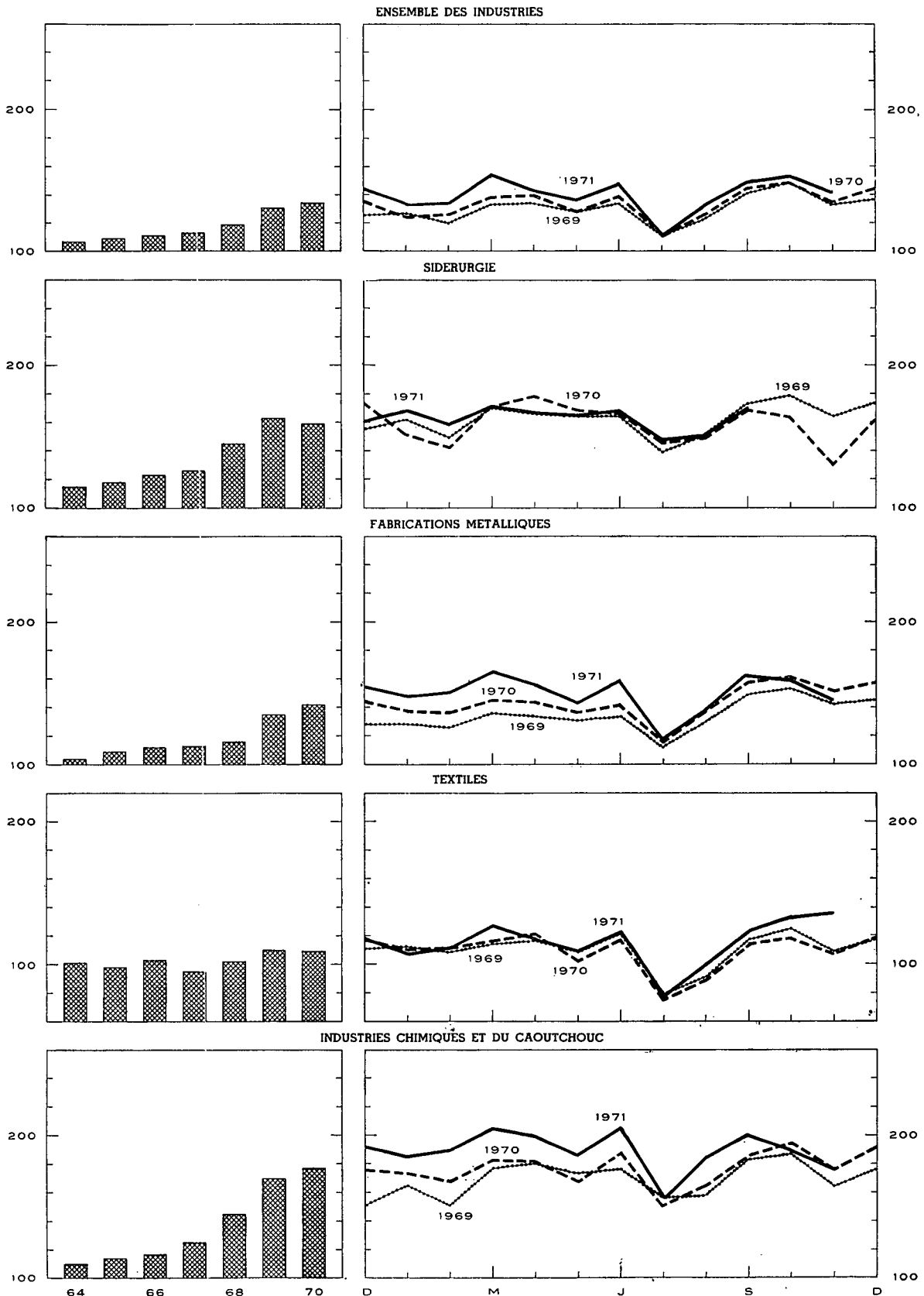
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Fila- ture	Tissage	Boune- terie	Total	Trans- forma- tion des mat'ères plasti- ques	
1964	107	104	107	115	115	112	104	106	101	99	105	97	110	119	110
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970	p 135	63	p 144	132	159	142	p 144	136	109	102	121	101	177	338	246
1969 3 ^e trimestre	125	62	132	124	155	127	130	133	95	89	103	91	166	300	235
4 ^e trimestre	139	68	148	130	172	140	147	143	118	112	128	107	175	325	242
1970 1 ^{er} trimestre	131	55	140	116	155	140	140	120	113	108	125	103	175	331	224
2 ^e trimestre	137	67	145	138	172	146	141	135	114	108	125	105	179	338	242
3 ^e trimestre	129	60	137	136	155	135	138	141	93	86	104	89	167	319	257
4 ^e trimestre	p 144	68	p 153	138	152	149	p 157	146	115	108	130	107	188	364	261
1971 1 ^{er} trimestre	p 139	68	p 148	123	167	133	p 155	127	116	107	129	111	193	394	248
2 ^e trimestre	p 142	61	p 153	140	167	141	p 153	135	117	105	131	114	198	427	249
3 ^e trimestre	p 132	55	p 142	p 127	157	133	p 140	p 144	101	92	117	95	p 181		243
1970 Novembre	137	66	146	132	131	147	152	143	108	100	122	102	177	345	262
Décembre	p 145	65	p 154	135	161	145	p 158	141	119	116	133	105	192	365	278
1971 Janvier	p 131	64	p 140	116	169	131	p 148	116	108	103	117	100	186	350	254
Février	p 134	65	p 143	115	159	130	p 151	123	112	104	125	108	189	401	230
Mars	p 152	74	p 161	139	171	138	p 166	142	128	116	144	125	205	429	259
Avril	p 144	51	p 154	142	167	135	p 156	135	119	108	134	117	200	427	240
Mai	p 135	59	p 145	140	165	143	p 144	125	109	98	122	107	188	376	262
Juin	p 147	71	p 159	139	169	145	p 160	144	122	111	137	117	207	478	246
Juillet	p 111	40	p 122	103	149	113	p 118	p 138	79	65	107	59	157		250
Août	p 134	58	p 142	128	151	136	p 138	p 143	101	99	101	106	185		250
Septembre	p 150	67	p 163	p 144	170	149	p 163	p 149	124	111	144	119	p 201		229
Octobre	p 154	66	163	148		145	160	178	134				190		241
Novembre	p 143	65	152	129			146	164	137				177		235

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1963 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvré ² fond et surface	Production	Mise en œuvre	Product'on de gaz manufacturé	Importations de gaz naturel
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	244	...
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1971	p 913	p 401			p 1.580				
1969 4 ^e trimestre	1.085	631	541	2.316	1.567	2.621	2.443	195	315
1970 1 ^{er} trimestre	784 ²	514	713	2.085	1.429 ²	2.536	2.263	176	325
2 ^e trimestre	1.037	344	599	2.253	1.621	2.338	2.445	184	317
3 ^e trimestre	913	238	509	1.969	1.617	2.157	2.596	169	310
4 ^e trimestre	1.054	215	550	2.094	1.673	2.616	2.635	162	452
1971 1 ^{er} trimestre	1.071	357	447	1.909	1.690	2.684	2.505	151	528
2 ^e trimestre	862 ²	337	384	1.698	1.523 ²	2.456	2.523	158	502
3 ^e trimestre	788	266	384	1.664	1.534	2.441	2.459	154	478
4 ^e trimestre	p 933	p 401			p 1.566				
1970 Décembre	1.046	215	626	2.158	1.699	2.786	2.808	165	513
1971 Janvier	1.038	245	466	1.861	1.682	2.767	2.568	159	539
Février	1.027	280	464	1.920	1.716	2.492	2.328	142	498
Mars	1.147	357	400	1.945	1.673	2.794	2.620	153	548
Avril	691 ²	286	401	1.646	1.403 ²	2.505	2.433	152	500
Mai	872	306	371	1.696	1.572	2.366	2.650	164	502
Juin	1.022	337	379	1.752	1.605	2.498	2.485	159	503
Juillet	596	275	429	1.573	1.522	2.239	2.532	161	460
Août	838	358	341	1.652	1.538	2.446	2.529	144	481
Septembre	929	266	382	1.767	1.543	2.637	2.315	158	492
Octobre	919	261	581	1.845	1.556	2.861	2.443		550
Novembre	p 915	p 285			p 1.568	2.872	2.379		
Décembre	p 965	p 401			p 1.575				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1 tonne de coke = 1,3 tonne de houille crue; 1 tonne d'agglomérés = 0,9 tonne de houille crue).

² Grèves.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (8) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	p 1.036					
1969 4 ^e trimestre	1.131	874	8,99	13,45	22,44	21,10
1970 1 ^{er} trimestre	1.012	827	8,92	12,84	21,76	19,02
2 ^e trimestre	1.148	839	9,01	13,00	22,01	21,22
3 ^e trimestre	1.044	695	8,51	11,17	19,68	18,75
4 ^e trimestre	1.000	739	10,95	14,98	25,93	26,15
1971 1 ^{er} trimestre	1.099	817	p 9,21	p 15,23	p 24,44	p 22,59
2 ^e trimestre	1.109	826	p 10,17	p 15,22	p 25,39	p 24,62
3 ^e trimestre	1.069	737				
4 ^e trimestre	p 867					
1970 Décembre	1.080	757	11,26	14,84	26,10	31,83
1971 Janvier	1.143	818	p 8,76	p 14,64	p 23,40	p 19,16
Février	1.046	795	p 8,64	p 15,17	p 23,81	p 22,26
Mars	1.109	838	p 10,24	p 15,88	p 26,12	p 26,36
Avril	1.106	842	p 9,83	p 14,99	p 24,82	p 24,29
Mai	1.119	790	p 11,32	p 14,15	p 25,47	p 22,70
Juin	1.102	846	p 9,35	p 16,51	p 25,86	p 26,88
Juillet	1.046	683	p 6,84	p 12,62	p 19,46	p 19,15
Août	1.038	678				
Septembre	1.124	852				
Octobre	p 1.015					
Novembre	p 815					
Décembre	p 770					

IV - 5. — CONSTRUCTION

(moyennes mensuelles)

Source : I.N.S.

	Production (Indices 1963 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1964	119	5.910	2.881	549	1.722	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	439	1.376
1969	123	6.095	3.074	856	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	141	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	549	1.949
1969 3 ^e trimestre	124	6.552	3.315	1.020	2.930	5.449	2.877	807	1.956
4 ^e trimestre	128	5.309	2.574	732	2.043	3.862	1.923	602	1.527
1970 1 ^{er} trimestre	131	4.742	2.373	599	2.331	2.851	1.446	405	1.787
2 ^e trimestre	136	5.806	2.945	904	3.899	4.984	2.657	646	1.965
3 ^e trimestre	141	5.596	2.647	724	2.717	3.681	1.955	579	1.845
4 ^e trimestre	142	3.998	2.058	505	2.247	2.732	1.386	566	2.199
1971 1 ^{er} trimestre	141	4.023	1.944	368	1.867	2.487	1.313	334	1.501
2 ^e trimestre	141	3.506	1.893	424	2.147	4.227	2.170	524	2.458
3 ^e trimestre	141								
1970 Octobre	142	4.421	2.310	563	2.148	2.951	1.419	870	2.067
Novembre	142	3.598	1.781	400	2.301	2.595	1.476	456	2.865
Décembre	142	3.975	2.084	551	2.293	2.650	1.262	372	1.666
1971 Janvier	141	4.212	2.108	433	2.276	1.394	748	254	836
Février	141	3.648	1.597	312	1.532	2.199	1.184	361	1.529
Mars	141	4.209	2.128	360	1.794	3.868	2.007	387	2.138
Avril	141	3.491	1.912	394	2.037	3.945	2.196	459	2.418
Mai	141	2.636	1.499	373	1.655	4.305	1.986	390	1.519
Juin	141	4.392	2.267	506	2.748	4.432	2.328	722	3.438
Juillet	141	3.275	1.897		2.278	3.023	1.631		1.720
Août	141	5.445	2.477		3.177	4.382	2.314		2.843
Septembre	141								
Octobre	142								

1 Mouvement trend-cyclique. L'indice porte sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
	1970	1971		1970	1971		1970	1971	
1 ^{er} trimestre	140	152	+ 8,6	128	134	+ 5,0	139	153	+ 10,1
2 ^e trimestre	144	153	+ 6,2	130	135	+ 3,5	144	156	+ 8,3
3 ^e trimestre	145	152	+ 4,8	132	136	+ 3,4	145	153	+ 5,5
4 ^e trimestre	145	152	+ 4,8	133	137	+ 3,1	150	152	+ 1,3
1 ^{er} trimestre	152	156	+ 2,6	134	137	+ 2,5	153	159	+ 3,9
2 ^e trimestre	153	155	+ 1,3	135	138	+ 2,7	156	158	+ 1,3
3 ^e trimestre	152	155	+ 2,0	136	139	+ 1,8	153	155	+ 1,3
4 ^e trimestre	152			137			152		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
1 ^{er} trimestre	138	150	+ 8,7	144	152	+ 5,6	152	171	+ 12,5
2 ^e trimestre	142	150	+ 5,6	147	150	+ 2,0	157	174	+ 10,8
3 ^e trimestre	144	149	+ 3,5	144	149	+ 3,5	162	178	+ 9,3
4 ^e trimestre	144	151	+ 4,9	131	151	+ 15,3	167	179	+ 7,2
1 ^{er} trimestre	150	155	+ 3,3	152	149	- 2,0	171	186	+ 8,8
2 ^e trimestre	150	154	+ 2,7	150	145	- 3,3	174	186	+ 6,9
3 ^e trimestre	149	160	+ 7,4	149	142	- 4,7	178	188	+ 5,6
4 ^e trimestre	151			151			179		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Recue du Travail.* — *I.R.E.S.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* —

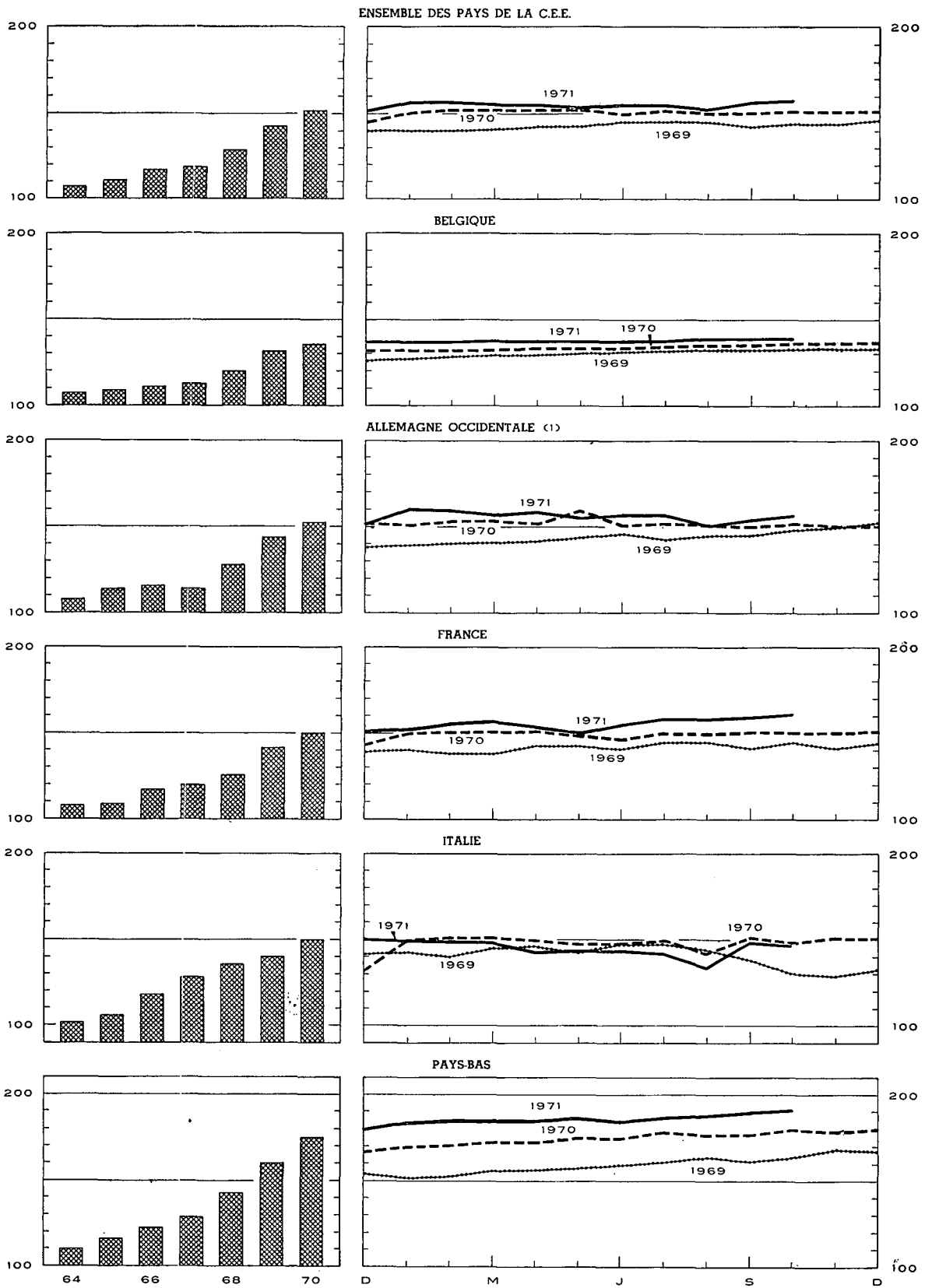
Bulletin du M.A.E. (Administration de l'industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total			dont :
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1969 3 ^e trimestre	675	583	5.458	1.557	1.458	292,0	40,0
4 ^e trimestre	697	697	6.350	1.752	1.517	152,3	29,8
1970 1 ^{er} trimestre	685	596	5.313	1.372	1.315	144,3	27,9
2 ^e trimestre	693	682	6.343	1.700	1.642	205,2	34,6
3 ^e trimestre	672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
4 ^e trimestre	704	674	6.126	1.669	1.521	165,0	31,8
1971 1 ^{er} trimestre	698	645	5.820	1.574	1.434	165,9	30,8
2 ^e trimestre	707	605	5.495	1.430	1.422	222,4	35,5
3 ^e trimestre	690	584	5.368	1.389	1.439	316,1	44,7
1970 Novembre	678	667	6.086	1.669	1.467	134,7	28,5
Décembre	723	655	5.868	1.572	1.423	163,3	31,2
1971 Janvier	698	634	5.757	1.648	1.396	166,9	29,5
Février	676	625	5.571	1.487	1.362	140,9	29,3
Mars	720	676	6.133	1.587	1.544	189,8	33,6
Avril	704	615	5.506	1.322	1.480	206,2	33,8
Mai	703	592	5.363	1.449	1.354	202,5	34,3
Juin	714	608	5.617	1.519	1.433	258,6	38,4
Juillet	683	587	5.259	1.302	1.474	335,1	46,2
Août	710	547	5.100	1.357	1.286	310,2	42,8
Septembre	678	617	5.746	1.508	1.556	303,1	45,2
Octobre	695	632	5.731				
Novembre	724	601					

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1969 3 ^e trimestre ..	5.487	4.149	2.034	466	403	405	1.110	668	79	7.742	570
4 ^e trimestre ..	5.569	4.169	1.894	476	519	357	905	671	78	7.487	566
1970 1 ^{er} trimestre ..	5.463	3.804	1.784	407	371	320	913	545	64	6.647	496
2 ^e trimestre ..	5.718	4.625	1.801	417	376	286	1.053	585	62	8.110	609
3 ^e trimestre ..	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111	536	82	7.897	561
4 ^e trimestre ..	5.580	4.862	2.304	559	525	354	945	791	78	7.868	565
1971 1 ^{er} trimestre ..	5.665	3.912	2.174	557	590	142	1.013	490	57	7.456	534
2 ^e trimestre ..	5.554	4.166	2.107	567	688	171	1.116			8.320	588
3 ^e trimestre ..		3.863	1.962	553	449	326	1.397				
1970 Novembre	5.587	4.994	2.105	483	616	259	1.027	274	106	7.592	544
Décembre	5.537	5.388	2.318	624	354	406	845	1.209	53	7.337	535
1971 Janvier	5.945	3.474	1.590	581	323	113	1.039	409	64	6.388	453
Février	5.288	3.699	2.556	520	376	124	958	678	62	7.120	511
Mars	5.761	4.564	2.377	571	1.071	190	1.041	382	46	8.859	637
Avril	5.474	4.600	1.771	446	724	53	981	847	41	8.438	585
Mai	5.782	3.389	2.001	753	483	216	1.146	851	56	7.646	543
Juin	5.407	4.508	2.548	501	856	243	1.220			8.876	637
Juillet	5.138	4.011	1.766	492	424	384	1.320			7.512	518
Août	5.489	3.154	1.878	642	602	361	1.505				
Septembre ...		4.424	2.243	526	321	234	1.366				
Octobre				636			1.424				
Novembre				589			1.226				

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. -- TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1969 2 ^e trimestre	1.895	1.382	115	104	94	75	41
3 ^e trimestre	5.601	4.441	194	371	192	164	63
4 ^e trimestre	533	325	37	30	25	31	27
1970 1 ^{er} trimestre	493	270	41	25	32	34	21
2 ^e trimestre	2.018	1.464	83	104	126	83	47
3 ^e trimestre	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 ^e trimestre	579	339	41	31	32	33	28
1971 1 ^{er} trimestre	409	205	37	22	22	27	26
2 ^e trimestre	2.160	1.539	105	117	155	98	48
1970 Juillet	8.429	6.815	179	739	263	167	78
Août	7.044	5.536	304	293	289	325	68
Septembre	1.804	1.187	109	59	147	92	68
Octobre	677	360	46	36	56	43	43
Novembre	519	305	41	26	20	31	22
Décembre	542	352	36	30	20	24	18
1971 Janvier	384	195	34	20	19	25	24
Février	390	196	37	21	20	24	25
Mars	453	223	41	24	27	32	28
Avril	1.694	1.239	107	39	120	58	34
Mai	1.984	1.384	103	131	180	88	49
Juin	2.802	1.995	105	181	164	148	62
Juillet	8.881	6.882	192	924	234	362	84

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1966 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Entreprises du commerce de détail à succursales	Supermarchés ¹	Alimentation ²	Textiles et habillement ³	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité ⁴
1967	103	103	103	114	116	106	100	103	103	104	102
1968	109	108	105	141	131	111	106	114	114	111	107
1969	119	118	106	173	162	118	120	128	127	122	114
1970	126	131	108	209	193	128	128	140	140	133	120
1969 3 ^e trimestre	118	112	100	168	164	119	112	131	124	121	112
4 ^e trimestre	127	140	113	205	179	125	137	144	137	132	122
1970 1 ^{er} trimestre	112	114	105	183	174	121	101	117	125	118	107
2 ^e trimestre	127	126	106	201	189	128	138	130	135	132	120
3 ^e trimestre	122	122	100	200	192	127	115	137	137	126	116
4 ^e trimestre	144	161	120	252	216	138	158	175	163	152	137
1971 1 ^{er} trimestre	115	118	101	216	201	129	102	105	134	123	110
2 ^e trimestre	144	137	108	248	229	145	160	137	159	151	133
3 ^e trimestre	139	137	104	245	241	143	129	151	162	147	127
1970 Octobre	135	143	113	242	203	132	152	151	148	143	129
Novembre	130	144	104	217	195	129	138	149	145	137	123
Décembre	166	197	143	297	250	153	183	226	196	177	159
1971 Janvier	105	120	98	217	193	127	98	89	115	115	103
Février	109	111	95	199	194	124	86	103	130	116	104
Mars	130	123	109	231	217	135	123	124	158	138	122
Avril	141	138	109	252	233	142	168	129	155	149	131
Mai	144	132	106	243	224	145	167	136	152	150	132
Juin	147	141	109	250	231	149	145	147	170	154	135
Juillet	139	145	104	252	256	145	141	145	159	148	129
Août	131	130	102	233	235	141	106	145	155	139	121
Septembre	146	135	107	251	232	144	140	163	172	153	132
Octobre	148	149	113	286	238	147	174	163	169	158	137

¹ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

² Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

³ Y compris les textiles d'ameublement.

⁴ Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation, dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 2 ^e semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 ^{er} semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05
2 ^e semestre	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 ^{er} semestre	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41
2 ^e semestre	1.691	1.017	175	498	25,30	9,07	8,83	7,40	9,87	3,85	3,24	2,78
1971 1 ^{er} semestre	1.608	970	180	458	25,74	9,28	9,36	7,10	9,35	3,54	3,27	2,54

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0
2 ^e semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9
2 ^e semestre	56	35	2	19	130,8	64,2	12,1	54,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

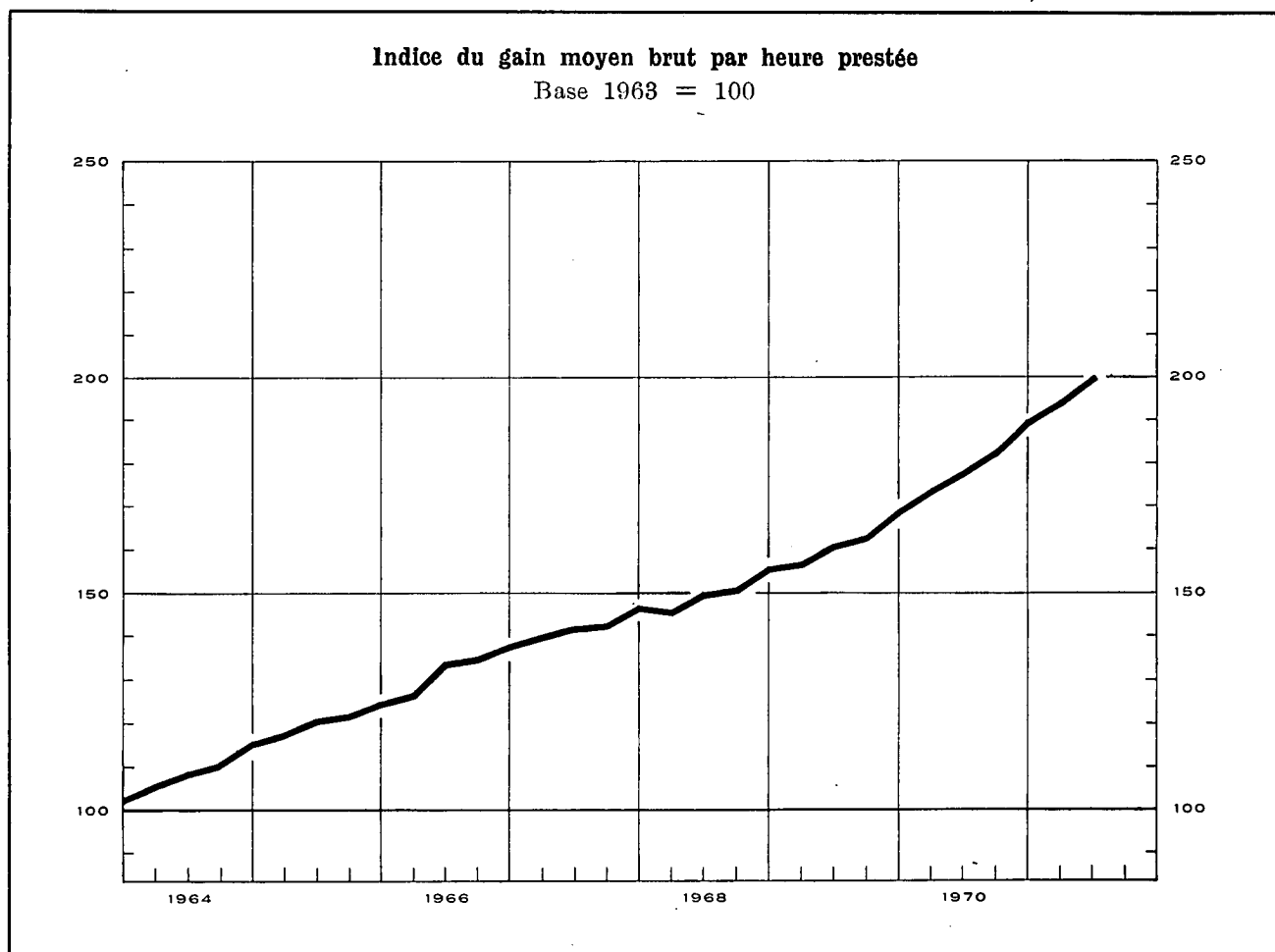
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		(Nombre de contrats (milliers))										
1968 2 ^e semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 ^{er} semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
2 ^e semestre	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 ^{er} semestre	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
2 ^e semestre	886	4,1	0,8	2,1	60,3	17,7	8,4	275,0	60,3	8,9	445,5	2,7
1971 1 ^{er} semestre	735	4,1	0,9	1,4	54,9	17,9	5,7	205,7	76,0	7,1	359,2	2,1
Crédits accordés (millions de francs)												
1968 2 ^e semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 ^{er} semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
2 ^e semestre	9.291	704	65	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 ^{er} semestre	8.664	783	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
2 ^e semestre	9.873	821	79	269	3.596	565	64	283	122	1.194	2.845	34
1971 1 ^{er} semestre	9.353	910	91	156	3.595	586	51	238	122	1.183	2.389	32
Crédits accordés — Répartition en % par rapport au total												
1968 2 ^e semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 ^{er} semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 ^e semestre	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3
1971 1 ^{er} semestre	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *I.R.E.S.* — *Statistique mensuelle du trafic international*

des ports (I.N.S.). — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATION DES OUVRIERS hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1964	111	110	111	115	113
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182	172	198
1969 Sept.	163	160	165		176
1969 Déc.	169	162	168		183
1970 Mars	174	168	174		189
1970 Juin	178	173	180		194
1970 Sept.	183	177	185		200
1970 Déc.	190	180	189		209
1971 Mars p	193	189	197		212
1971 Juin p	201	193	202		220
1971 Sept. p	204	197	206		225

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1958 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,075; col. (2) : 1,003; col. (3) : 1,024; col. (5) : 1,761.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.I.B.

	Belgique (francs belges) (1)	Allemagne occidentale (2)	Royaume Uni (3)	Pays-Bas (4)	France (5)	Italie (6)
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1970	98,50	111,0	n.d.	97,0	79,3	85,9
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
1967 Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
1968 Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
1969 Sept.-Octobre	91,26	110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3
1970 Sept.-Octobre p	100,94	111,9	70,6	98,2	80,5	87,5

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 275.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours de change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 octobre	1969 octobre	1970 avril	1970 octobre
<i>Industries extractives ¹ :</i>							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	62,22	66,55	70,14	74,02	76,85	88,01	97,03
Préparation de charbon (ouvriers surface)	43,17	45,92	49,13	52,41	55,71	64,12	70,97
Carrières	48,24	53,13	54,01	56,88	61,10	65,19	67,05
Total des industries extractives	55,84	59,68	62,97	66,20	69,35	78,61	85,97
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	40,29	43,47	45,59	48,74	53,30	55,82	58,40
Boissons	44,38	47,77	50,56	54,13	59,15	60,57	63,90
Tabac	37,06	41,06	43,60	47,00	51,93	55,28	57,40
Industries textiles	37,27	41,83	44,32	46,55	51,52	53,95	56,05
Chaussures, habillement	32,45	35,97	37,66	39,90	43,67	47,00	49,04
Bois (sauf meubles)	39,93	44,71	48,00	50,69	55,62	58,72	62,88
Industrie du meuble	42,17	46,75	49,18	53,16	58,19	59,97	65,14
Papier, articles en papier	43,58	47,88	50,88	53,17	59,82	63,49	65,91
Impressions et reliures	48,06	52,17	56,79	61,45	65,12	72,33	72,40
Cuir (sauf chaussures, habillement)	37,07	40,77	43,38	46,62	50,91	53,39	55,01
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	43,59	48,49	51,42	54,05	60,09	63,33	66,39
Industries chimiques	49,81	56,32	59,59	61,49	67,83	72,24	75,15
Industrie du pétrole	71,33	78,36	85,10	88,22	94,01	103,01	105,03
Produits minéraux non métalliques	45,83	50,98	53,46	56,02	61,56	66,74	68,36
Industries métallurgiques de base	54,96	59,55	62,98	66,23	72,94	77,34	80,93
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	46,13	49,44	52,12	54,88	60,08	64,16	67,65
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	47,38	52,22	56,20	59,18	63,93	68,26	71,66
Industrie électrotechnique	43,99	48,80	51,19	54,46	60,11	63,37	67,59
Construction de matériel de transport ...	51,80	56,34	59,53	63,21	69,93	74,77	79,46
Total des industries manufacturières	44,03	48,58	51,36	54,22	59,54	63,25	66,16
dont : hommes	48,14	52,94	55,92	59,04	64,79	68,73	71,98
femmes	31,97	35,51	37,67	39,79	43,82	46,83	48,70
<i>Construction ¹</i>	47,30	52,82	55,71	57,89	62,22	66,56	71,90
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	45,60	50,01	52,84	55,60	60,62	64,78	68,39
dont : hommes	48,75	53,43	56,42	59,34	64,59	69,02	73,04

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — I.R.E.S. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le

coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Méridos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres • Spot • price no 1	Cuivre à Londres	Étain à Londres clôture	Ferailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par barrel
1964	2,03	46,7	96	32,20	186,0	351	1.236	34,7	2,89
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	418	1.229	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	526	1.323	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	621	1.451	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	589	1.537	42,0	3,02
1969 3 ^e trimestre	1,83	39,4	97	25,33	241,2	654	1.465	33,7	3,02
1969 4 ^e trimestre	1,79	48,0	94	25,00	211,4	689	1.552	34,3	3,02
1970 1 ^{er} trimestre	1,79	52,6	84	24,87	209,1	699	1.584	43,8	3,02
1970 2 ^e trimestre	1,75	53,9	80	25,20	184,0	666	1.546	43,5	3,02
1970 3 ^e trimestre	1,71	55,8	71	25,50	167,8	538	1.495	40,7	3,02
1970 4 ^e trimestre	1,79	56,0	70	24,80	165,5	455	1.498	40,2	3,02
1971 1 ^{er} trimestre	1,79	50,1	68	25,10	154,1	441	1.452	39,2	3,19
1971 2 ^e trimestre	1,76	43,1	70	26,47	155,6	477	1.462	37,0	3,27
1971 3 ^e trimestre			71		135,7	448	1.425		3,27
1970 Novembre	1,73	57,0	73	25,30	163,9	519	1.519	42,5	3,02
1970 Octobre	1,78	57,8	68	25,10	155,9	478	1.529	44,0	3,02
1970 Novembre	1,78	56,3	72	24,70	166,5	452	1.507	38,5	3,02
1970 Décembre	1,81	54,0	70	24,50	174,0	435	1.457	38,0	3,02
1971 Janvier	1,80	53,8	68	24,70	159,6	421	1.444	41,5	3,02
1971 Février	1,79	50,9	68	25,10	152,0	425	1.443	40,8	3,27
1971 Mars	1,79	45,6	68	25,60	150,7	476	1.469	39,0	3,27
1971 Avril	1,79	43,7	68	25,90	155,0	521	1.484	37,0	3,27
1971 Mai	1,72	43,1	71	26,40	162,4	464	1.466	37,5	3,27
1971 Juin	1,77	42,5	72	27,10	149,4	447	1.437	36,5	3,27
1971 Juillet		42,6	72	27,30	138,6	464	1.440	35,5	3,27
1971 Août		42,5	72	28,80	134,7	451	1.420	36,0	3,27
1971 Septembre			70		134,0	428	1.416		3,27

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1964	102	100	104	104	101
1965	98	103	103	105	96
1966	97	107	104	106	98
1967	94	99	100	102	96
1968	106	98	101	104	94
1969	115	107	104	108	96
1970	120	111	106	108	102
1971	113	101	105	109	100
1969 4 ^e trimestre	118	111	106	109	98
1970 1 ^{er} trimestre	120	114	107	110	98
1970 2 ^e trimestre	121	111	106	109	99
1970 3 ^e trimestre	120	111	105	107	100
1970 4 ^e trimestre	119	106	105	105	103
1971 1 ^{er} trimestre	116	104	104	106	102
1971 2 ^e trimestre	114	101	105	110	100
1971 3 ^e trimestre	112	98	106	110	99
1971 4 ^e trimestre	110	100	106	111	100
1970 Décembre	118	103	104	105	102
1971 Janvier	118	104	104	105	102
1971 Février	116	106	104	106	102
1971 Mars	115	102	105	107	101
1971 Avril	115	101	105	109	100
1971 Mai	114	101	105	110	99
1971 Juin	113	102	106	110	100
1971 Juillet	113	100	106	110	100
1971 Août	113	98	105	110	98
1971 Septembre	110	97	105	110	98
1971 Octobre	109	99	105	110	98
1971 Novembre	109	99	106	110	99
1971 Décembre	113	101	108	112	102

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1964	104,6	102,7	107,5	98,5	105,2	103,5	107,7	104,9	106,2	103,4	103,1	108,1	106,0	105,6	104,4
1965	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969	112,6	118,1	121,5	115,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	125,1	102,3	116,9	113,4
1970	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1971	117,3	115,0	119,7	111,1	117,9	118,3	114,8	119,0	125,9	105,3	108,6	136,8	110,8	119,0	121,7
1969 4 ^e trimestre	114,9	121,4	118,9	123,6	113,5	111,7	113,9	108,4	121,0	98,3	109,3	126,7	103,2	119,7	115,9
1970 1 ^{er} trimestre	117,5	122,8	120,1	125,3	116,3	114,3	117,5	111,7	128,2	99,1	110,2	127,6	106,6	121,8	118,8
2 ^e trimestre	118,2	122,1	118,6	126,2	117,4	115,1	119,8	113,5	130,3	101,1	109,3	129,0	109,9	121,5	119,2
3 ^e trimestre	117,8	118,6	114,6	122,5	117,7	116,7	117,2	115,8	129,2	101,9	109,6	131,0	110,2	120,1	121,0
4 ^e trimestre	118,2	117,7	115,1	120,0	118,4	118,8	116,0	117,2	128,2	103,3	111,9	132,6	109,8	120,4	122,6
1971 1 ^{er} trimestre	116,7	116,1	118,9	113,6	116,9	117,1	114,2	118,4	126,0	102,7	107,4	135,4	110,0	118,2	120,4
2 ^e trimestre	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
3 ^e trimestre	117,9	115,6	119,1	112,5	118,5	118,8	115,6	120,0	125,8	106,8	108,9	137,1	111,5	119,6	122,1
4 ^e trimestre	117,5	114,5	124,2	106,1	118,4	119,3	113,6	118,6	125,3	106,2	110,8	138,0	109,8	118,9	123,4
1970 Décembre	118,3	117,7	115,2	119,9	118,6	118,5	116,1	117,1	127,7	103,8	113,0	133,0	109,6	120,6	122,9
1971 Janvier ...	116,9	119,1	122,3	116,1	116,4	116,6	113,8	118,1	125,2	102,6	107,0	133,2	109,0	117,9	120,2
Février	116,5	115,1	117,2	113,3	117,0	117,4	113,8	118,8	125,7	102,6	107,4	136,5	110,2	118,1	120,5
Mars	116,6	114,1	117,2	111,4	117,4	117,4	115,2	118,4	127,0	102,8	107,9	136,5	110,8	118,5	120,6
Avril	116,5	112,9	115,3	110,4	117,5	117,4	115,7	118,2	127,1	104,1	106,8	136,5	111,2	119,4	120,3
Mai	116,5	112,1	115,5	109,0	117,7	117,5	115,9	118,2	125,9	105,7	106,8	136,5	111,9	118,9	120,6
Juin	118,2	117,3	117,6	116,9	118,6	118,3	116,9	120,3	126,3	107,1	107,8	136,5	113,3	119,5	121,2
Juillet	117,6	114,3	114,4	114,2	118,5	118,5	116,6	120,2	126,0	107,4	108,4	136,8	112,8	119,4	121,5
Août	118,1	115,7	120,4	111,5	118,7	119,0	115,8	120,1	125,8	107,2	109,2	136,8	112,0	119,9	122,2
Septembre ...	117,9	116,7	122,4	111,7	118,2	118,8	114,3	119,6	125,6	105,7	109,1	137,6	109,8	119,5	122,7
Octobre	117,3	114,1	120,9	108,1	118,3	119,1	113,8	118,7	125,8	106,0	109,6	137,6	109,8	119,1	123,0
Novembre	117,6	115,0	125,6	105,8	118,4	119,3	113,7	118,5	125,0	106,4	111,3	137,6	110,1	118,7	123,4
Décembre	117,6	114,4	126,2	104,4	118,5	119,5	113,2	118,7	125,0	106,3	111,4	138,8	109,6	118,9	123,8

* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

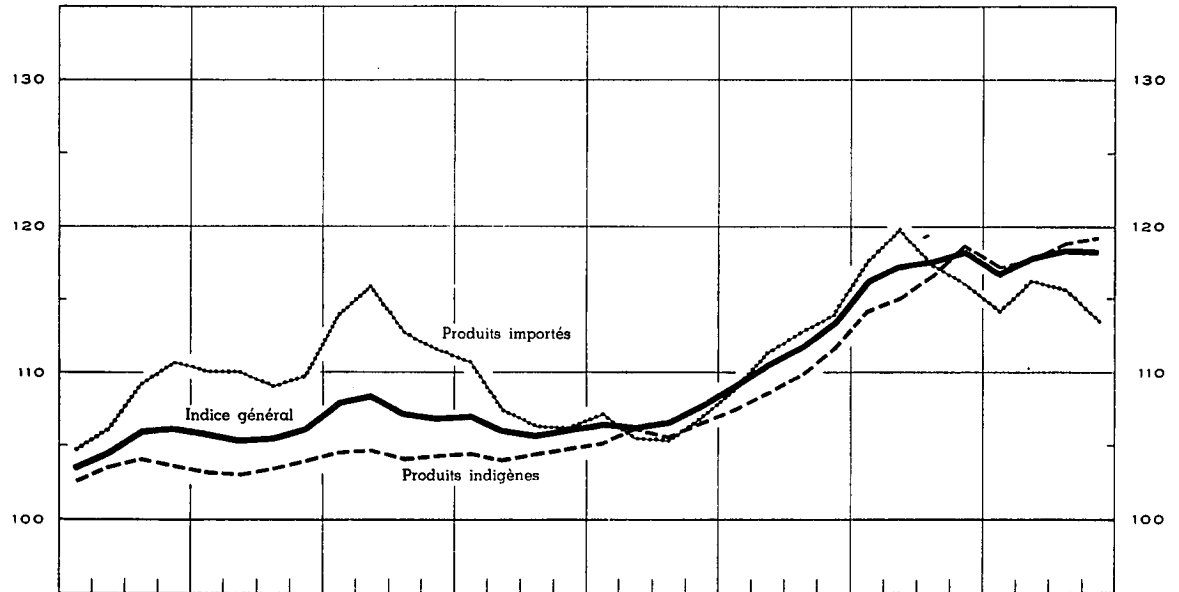
1 Nouvelle série suite à l'instauration, le 1^{er} janvier 1971, de la taxe sur la valeur ajoutée. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets d'impôts; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100

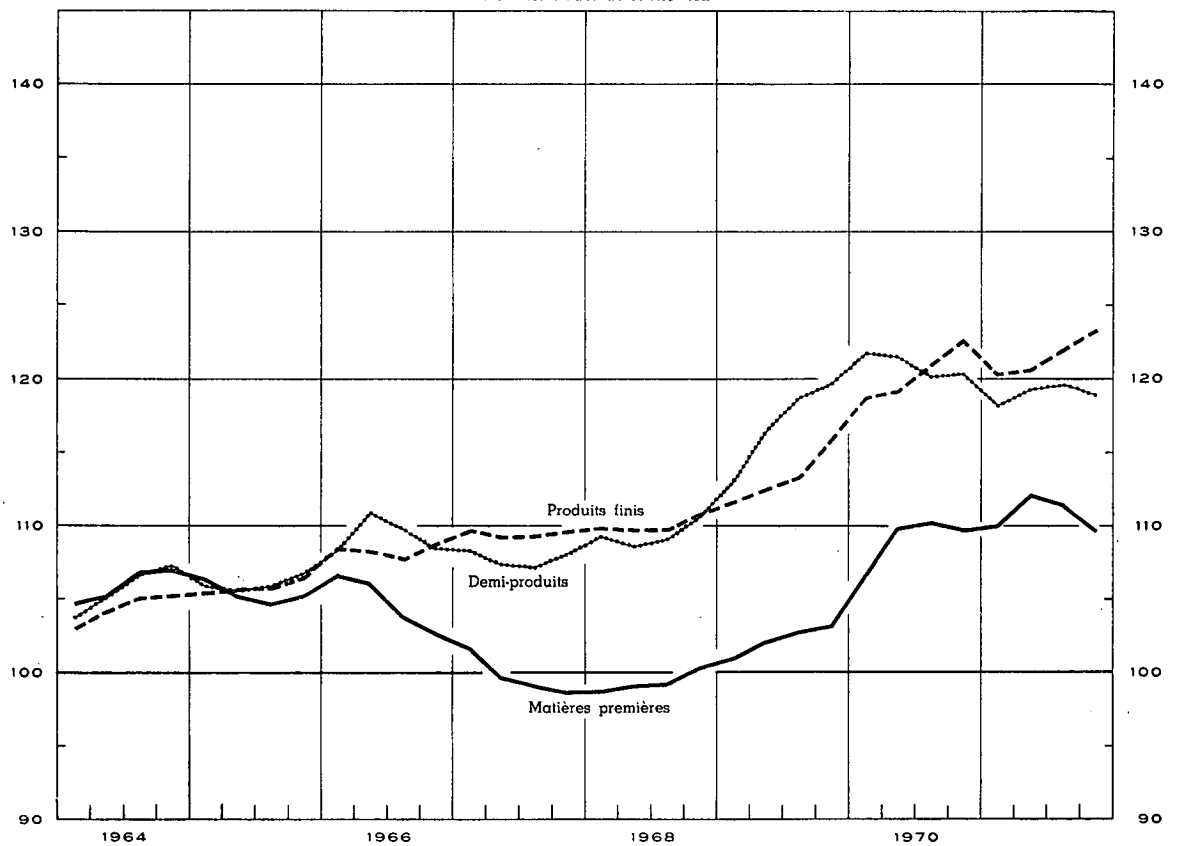
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

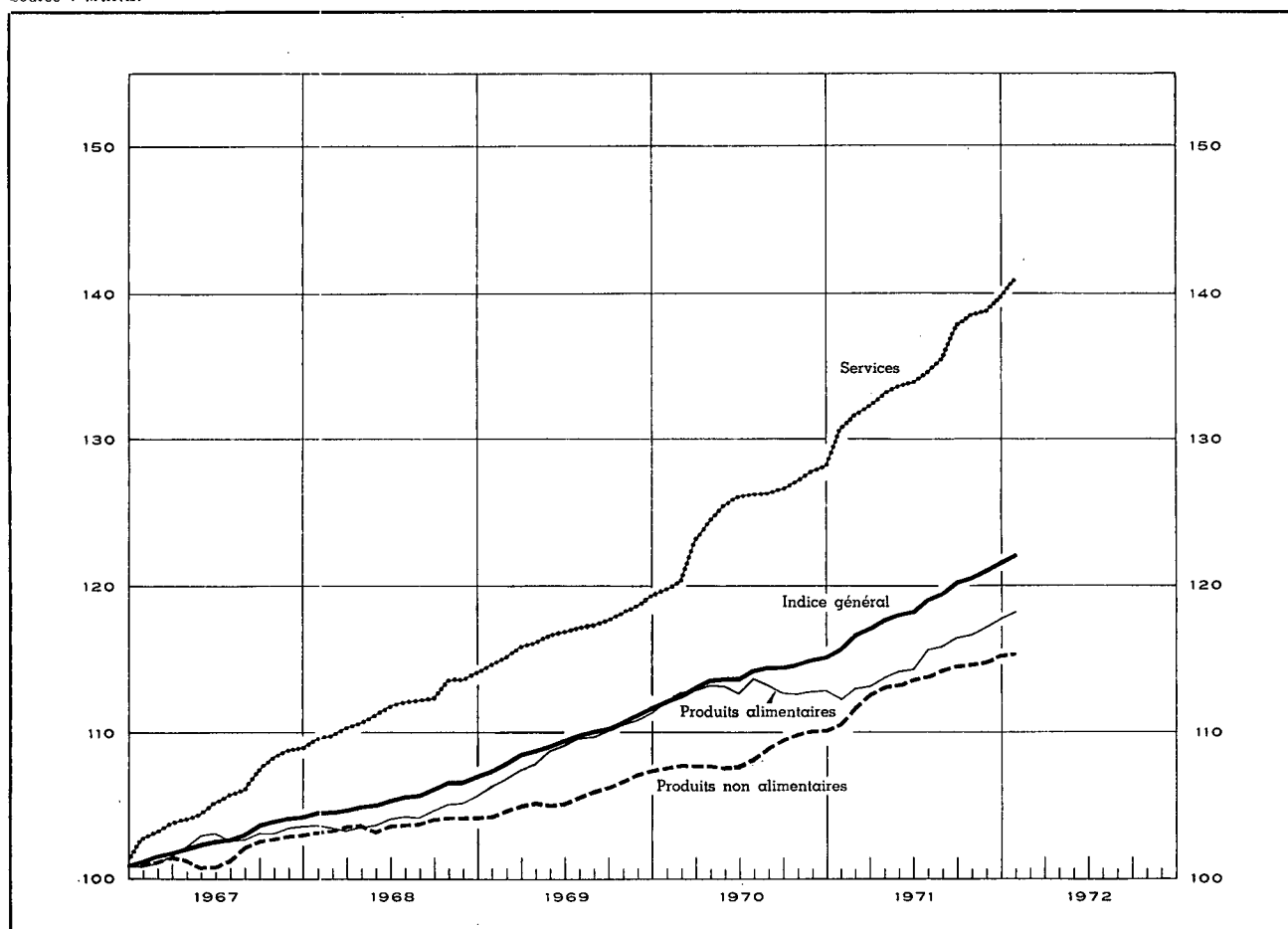
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969	109,65		109,10		105,81		116,97	
1970	113,94		112,90		108,64		125,17	
1971	118,89		115,05		113,56		135,04	
1 ^{er} trimestre	116,60		112,84		111,70		131,58	
2 ^o trimestre	118,12		114,09		113,32		133,57	
3 ^e trimestre	119,68		116,01		114,24		135,96	
4 ^e trimestre	121,16		117,25		114,96		139,06	
Janvier	115,83	122,22	112,38	118,32	110,69	115,41	130,74	140,99
Février	116,74		113,00		111,84		131,66	
Mars	117,23		113,13		112,56		132,33	
Avril	117,84		113,75		113,12		133,17	
Mai	118,13		114,17		113,28		133,64	
Juin	118,38		114,35		113,56		133,89	
Juillet	119,10		115,62		113,86		134,47	
Août	119,55		115,94		114,30		135,48	
Septembre	120,39		116,48		114,55		137,94	
Octobre	120,71		116,70		114,70		138,52	
Novembre	121,13		117,24		114,90		138,92	
Décembre	121,65		117,81		115,28		139,74	

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *I.R.E.S.* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statis-*

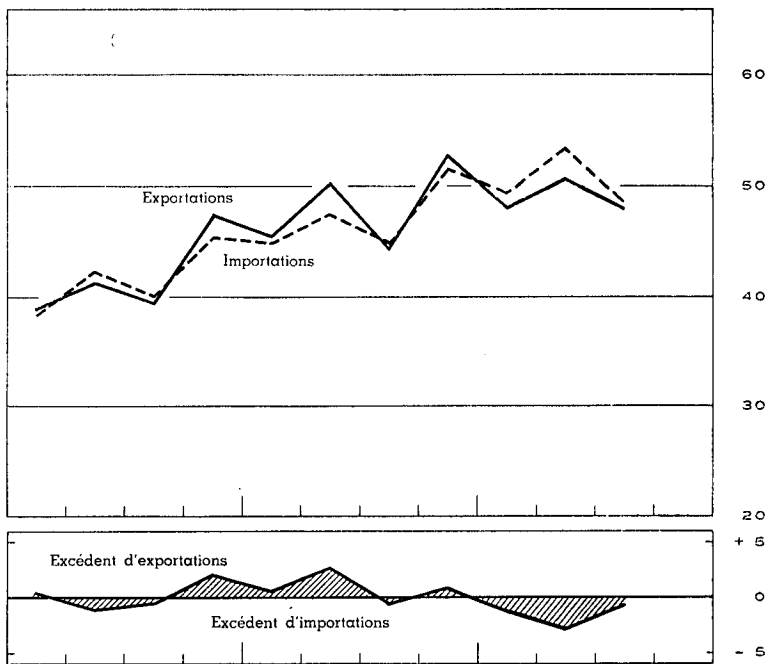
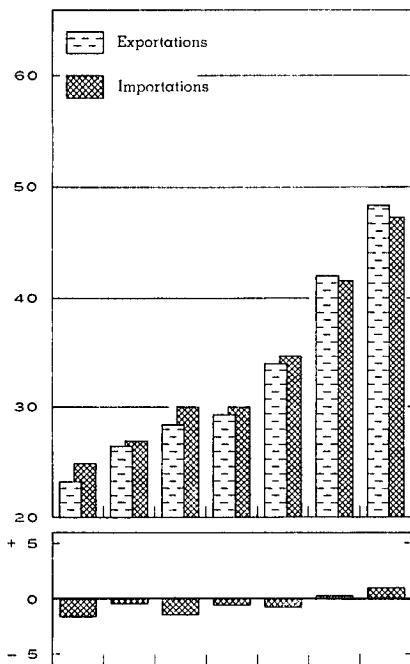
tique de l'I.N.S.E.E. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het Financieel Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

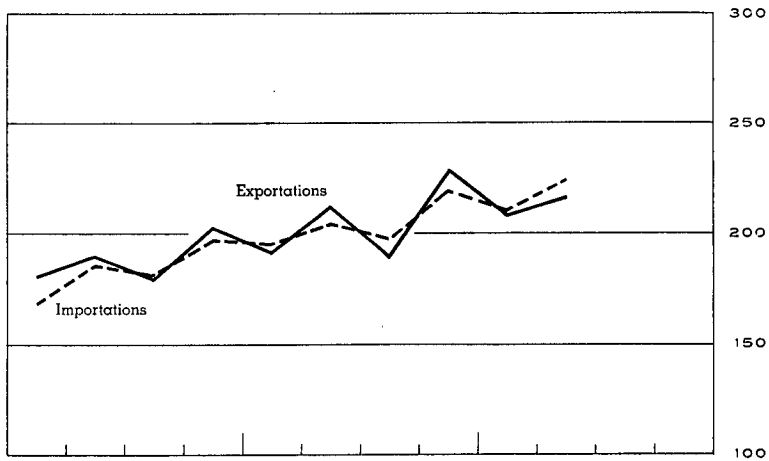
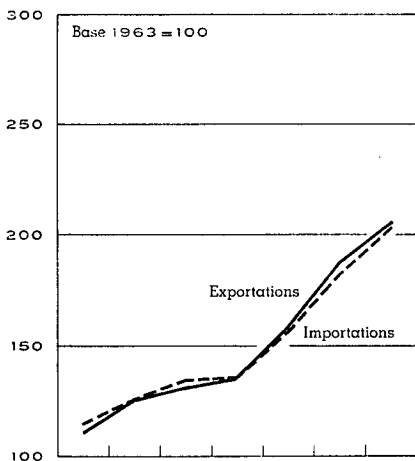
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs



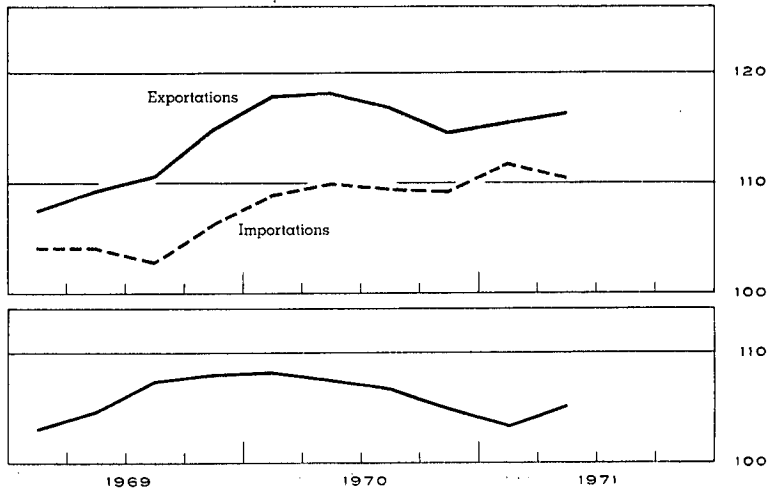
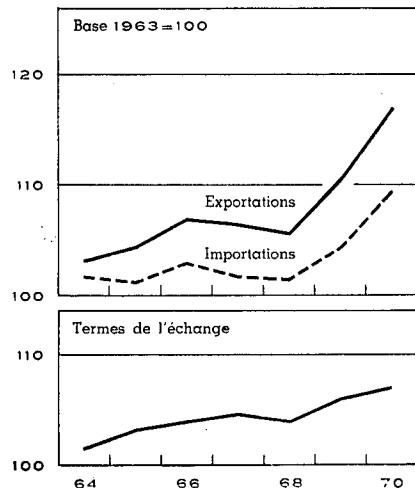
Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1963 = 100				
	Importations	Exportations	Balace commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	114,9	111,3	101,8	103,3	101,5
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969	41,6	41,9	+ 0,3	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970	47,3	48,4	+ 1,1	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971 p	51,8	50,0	- 1,8	97					
1969 4 ^e trimestre	45,4	47,6	+ 2,2	104	197,5	203,5	106,4	115,0	108,1
1970 1 ^{er} trimestre	44,9	45,6	+ 0,7	102	196,3	192,5	108,9	117,9	108,3
2 ^e trimestre	47,6	50,4	+ 2,8	106	204,7	213,4	109,9	118,3	107,6
3 ^e trimestre	45,1	44,6	- 0,5	99	197,6	189,9	109,5	116,9	106,8
4 ^e trimestre	51,8	52,9	+ 1,1	102	220,0	229,5	109,3	114,7	104,9
1971 1 ^{er} trimestre	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
2 ^e trimestre	53,4	50,7	- 2,7	95	224,6	217,1	110,6	116,5	105,3
3 ^e trimestre	48,7	48,5	- 0,2	100	206,9	211,6	111,7	115,5	103,4
4 ^e trimestre p	55,7	52,7	- 3,0	95					
1970 12 mois	47,3	48,4	+ 1,1	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971 1 ^{er} mois	42,5	43,9	+ 1,4	103					
2 premiers mois	46,0	43,8	- 2,2	95					
3 premiers mois	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
4 premiers mois	50,6	47,9	- 2,7	95					
5 premiers mois	50,7	48,5	- 2,2	96					
6 premiers mois	51,4	49,4	- 2,0	96	217,6	213,3	111,2	116,1	104,4
7 premiers mois	51,0	49,5	- 1,5	97					
8 premiers mois	50,6	47,9	- 2,7	95					
9 premiers mois	50,5	49,1	- 1,4	97	214,0	212,7	111,4	115,9	104,0
10 premiers mois	51,3	49,7	- 1,6	97					
11 premiers mois	51,7	49,7	- 2,0	96					
12 mois p	51,8	50,0	- 1,8	97					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits
(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Mat. de construct. à base de ciment et de pâte	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1964	5,85	3,75	3,56	1,65	1,84	0,84	1,17	0,65	0,61	0,45	0,37	0,57	0,24	0,14	0,16	0,12	0,07	0,27	0,08	0,08	0,82	23,29
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1969 3 ^e trimestre	9,96	5,53	4,66	3,92	4,11	1,99	1,61	1,50	1,25	1,02	0,74	0,79	0,40	0,29	0,22	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,15	39,72
4 ^e trimestre	12,47	7,23	5,77	4,44	4,34	2,52	2,57	1,08	1,38	1,24	0,89	0,84	0,43	0,33	0,22	0,20	0,13	0,13	0,11	0,07	1,18	47,57
1970 1 ^{er} trimestre	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
2 ^e trimestre	14,63	7,53	5,68	5,05	4,57	2,36	1,62	0,99	1,57	1,31	0,93	0,96	0,41	0,35	0,24	0,21	0,13	0,13	0,12	0,09	1,53	50,41
3 ^e trimestre	11,27	6,73	4,96	4,80	3,98	2,39	1,79	1,19	1,39	1,13	0,85	0,88	0,36	0,29	0,25	0,22	0,13	0,18	0,12	0,08	1,57	44,56
4 ^e trimestre	15,23	6,76	6,09	5,30	4,04	3,18	2,12	1,35	1,62	1,31	1,11	1,10	0,43	0,38	0,26	0,24	0,14	0,21	0,12	0,10	1,80	52,89
1971 1 ^{er} trimestre	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
2 ^e trimestre	14,15	6,78	6,14	5,46	3,30	2,93	2,21	1,27	1,71	1,34	1,14	0,87	0,49	0,42	0,24	0,24	0,14	0,12	0,13	0,09	1,50	50,67
3 ^e trimestre	13,79	6,74	5,53	5,63	3,06	2,63	1,78	1,47	1,71	1,26	1,07	0,83	0,42	0,37	0,24	0,23	0,12	0,10	0,14	0,10	1,29	48,51
1970 11 premiers mois ...	12,89	7,20	5,40	4,82	4,30	2,48	1,84	1,11	1,48	1,22	0,88	0,91	0,41	0,33	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,56	47,73
12 mois	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971 1 ^{er} mois	13,50	5,78	5,13	4,53	3,30	2,58	1,22	0,46	1,26	1,19	0,89	0,98	0,32	0,32	0,18	0,15	0,07	0,22	0,09	0,05	1,66	43,88
2 premiers mois ...	12,37	6,15	5,31	4,85	3,03	2,46	1,53	0,64	1,33	1,18	0,93	0,91	0,34	0,33	0,19	0,18	0,09	0,18	0,10	0,06	1,63	43,79
3 premiers mois ...	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
4 premiers mois ...	13,55	6,75	5,87	5,18	3,19	2,78	1,63	0,95	1,51	1,26	1,05	0,92	0,39	0,37	0,22	0,21	0,11	0,15	0,11	0,08	1,64	47,92
5 premiers mois ...	13,92	6,63	5,83	5,36	3,16	2,71	1,88	1,01	1,53	1,27	1,06	0,90	0,41	0,38	0,22	0,21	0,12	0,14	0,11	0,08	1,59	48,52
6 premiers mois ...	13,93	6,73	5,95	5,44	3,23	2,85	2,00	1,12	1,58	1,30	1,08	0,90	0,43	0,39	0,23	0,22	0,13	0,14	0,12	0,08	1,59	49,44
7 premiers mois ...	14,02	6,81	5,91	5,45	3,19	2,83	2,05	1,16	1,58	1,30	1,09	0,89	0,43	0,39	0,23	0,22	0,12	0,14	0,12	0,08	1,52	49,53
8 premiers mois ...	13,27	6,67	5,70	5,38	3,12	2,79	1,89	1,21	1,57	1,27	1,05	0,86	0,41	0,38	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,08	1,48	47,95
9 premiers mois ...	13,88	6,73	5,81	5,50	3,17	2,78	1,93	1,24	1,63	1,29	1,07	0,88	0,42	0,39	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,09	1,49	49,12
10 premiers mois ...	14,05	6,83	5,91	5,54	3,18	2,83	1,88	1,22	1,66	1,30	1,11	0,89	0,43	0,39	0,24	0,23	0,13	0,14	0,13	0,09	1,50	49,68
11 premiers mois ...	14,00	6,75	5,95	5,56	3,16	2,86	1,95	1,20	1,66	1,31	1,13	0,90	0,43	0,40	0,24	0,23	0,13	0,13	0,13	0,10	1,48	49,70

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux			autres
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1970	31.151	11.989	1.932	3.105	1.600	510	276	511	181	823	276	2.200	557	1.498	2.534	1.005	2.154	9.417	1.319	1.746	970	5.382	6.716	59	47.343
1969 3 ^e trimestre	26.827	10.347	1.814	2.234	1.830	674	232	437	158	694	227	2.137	401	1.066	2.083	771	1.722	8.248	1.099	1.502	818	4.829	5.047	37	40.159
4 ^e trimestre	30.311	11.260	2.060	2.952	2.394	589	297	456	177	799	287	1.946	489	1.310	2.407	886	2.002	9.206	1.263	1.783	936	5.224	5.813	41	45.371
1970 1 ^{er} trimestre	30.062	11.660	2.116	3.030	1.464	409	326	473	179	692	237	1.896	588	1.536	2.437	913	2.106	9.109	1.144	1.646	931	5.388	5.687	60	44.918
2 ^e trimestre	31.625	12.449	2.060	2.941	1.820	485	235	543	201	875	311	1.866	498	1.518	2.594	990	2.189	9.572	1.309	1.936	977	5.350	6.359	52	47.608
3 ^e trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045
4 ^e trimestre	32.940	12.019	1.897	3.499	1.825	522	272	520	176	908	298	2.679	651	1.521	2.752	1.146	2.255	10.025	1.578	1.791	990	5.666	8.774	62	51.801
1971 1 ^{er} trimestre	31.736	11.218	1.976	3.450	1.677	414	339	558	183	879	306	2.171	657	1.466	2.873	1.181	2.388	10.766	1.526	1.963	1.078	6.199	6.863	73	49.438
2 ^e trimestre	34.268	11.175	2.064	3.179	2.923	504	312	528	200	1.078	345	2.937	856	1.453	2.934	1.315	2.465	11.260	1.585	2.234	1.110	6.331	7.816	39	53.383
3 ^e trimestre	30.655	10.355	1.806	2.973	1.595	510	252	531	171	1.044	333	2.601	672	1.483	2.961	1.179	2.189	10.785	1.388	1.979	1.111	6.307	7.163	69	48.672

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1969		1970				1971		
								3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																
Biens de production	101,5	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	101,3	104,7	108,6	109,4	107,9	106,7	109,3	108,4	108,8
Biens de consommation	102,3	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	105,2	107,8	110,7	108,1	110,1	112,8	114,8	112,5	113,3
Biens d'équipement	102,2	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	107,2	111,9	106,3	114,5	115,1	115,9	115,8	114,8	120,6
Ensemble ...	101,8	101,3	102,9	101,8	101,6	104,5	109,3	103,0	106,4	108,9	109,9	109,5	109,3	111,8	110,6	111,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																
Sidérurgie	101,4	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	109,1	121,1	129,6	133,1	131,5	125,5	123,4	123,5	125,7
Fabrications métalliques	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	110,7	116,3	118,6	119,8	120,8	120,3	121,7	122,5	119,8
Métaux non ferreux	110,9	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	174,0	185,3	194,6	195,3	177,8	158,3	145,1	148,4	146,0
Textiles	105,2	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	97,2	98,1	99,0	97,0	97,0	95,1	95,5	95,5	94,7
Produits chimiques	102,0	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	101,4	103,4	101,8	102,5	101,0	101,9	99,2	100,5	98,7
Industrie houillère	118,2	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	107,5	113,8	132,0	142,4	166,9	178,9	159,4	133,7	134,3
Industrie pétrolière	97,2	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	90,5	87,9	86,4	86,7	85,8	86,9	95,8	96,6	99,6
Verres et glaces	102,6	101,9	102,9	108,9	106,3	105,5	99,0	108,0	104,9	104,6	98,3	96,3	97,9	97,8	95,9	98,1
Produits agricoles	95,6	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	109,2	106,9	105,8	103,6	104,1	103,9	105,8	108,3	112,5
Ciments	101,6	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	93,0	88,0	93,3	97,5	99,8	103,3	105,3	110,8	114,2
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,0	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	114,8	108,7	114,4	116,4	116,9	113,0	114,8	116,3	114,4
Carrières	100,7	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	111,0	113,1	116,4	115,4	115,3	119,5	121,7	121,0	121,3
Céramiques	108,6	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	119,5	113,4	121,2	123,8	123,3	125,4	128,7	137,0	149,0
Bois et meubles	105,8	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	112,2	116,9	119,7	120,7	117,2	116,2	115,5	116,9	118,9
Peaux, cuirs et chaussures	104,8	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	123,7	123,2	126,5	116,8	120,5	118,9	112,2	122,7	118,6
Papier et livres	102,9	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	104,3	104,6	108,6	111,2	107,7	107,0	112,0	113,3	110,4
Tabacs manufacturés	95,3	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	125,0	120,0	125,2	126,0	126,9	129,0	122,0	119,1	118,8
Caoutchouc	101,3	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	95,8	95,0	97,9	95,9	98,7	99,4	101,0	103,2	100,4
Industries alimentaires	103,7	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	99,0	108,4	107,5	110,5	107,9	111,4	115,0	112,9	112,3
Divers	104,6	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	115,8	108,6	112,3	121,0	124,5	125,6	134,3	175,7	151,5
Ensemble ...	103,3	104,6	107,0	106,6	105,7	110,7	116,9	110,7	115,0	117,9	118,3	116,9	114,7	115,6	116,5	115,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																
Ensemble ...	101,5	103,3	104,0	104,7	104,0	105,9	107,0	107,5	108,1	108,3	107,6	106,8	104,9	103,4	105,3	103,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b — INDICES DU VOLUME *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1969		1970				1971		
								3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																
Biens de production	111,8	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	180,1	194,6	193,2	196,8	194,5	213,2	201,5	212,1	195,3
Biens de consommation	123,4	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	204,2	224,2	216,5	230,8	214,5	232,4	245,4	259,6	247,6
Biens d'équipement	119,4	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	164,2	176,7	186,8	200,7	192,9	241,9	214,1	245,5	213,5
Ensemble ...	114,9	125,6	134,9	136,1	157,5	183,3	204,0	182,2	197,5	196,3	204,7	197,6	220,0	210,5	224,6	206,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																
Sidérurgie	115,8	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	158,1	186,6	179,5	176,6	159,9	168,2	168,8	171,2	167,3
Fabrications métalliques	119,0	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	198,2	229,7	216,0	263,6	202,8	271,9	247,8	255,9	253,3
Métaux non ferreux	107,8	116,3	121,3	119,0	135,5	145,7	153,3	153,4	151,8	151,7	151,2	144,4	164,9	140,6	143,5	135,2
Textiles	104,5	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	147,4	181,1	161,4	180,5	157,5	198,3	185,6	199,1	180,6
Produits chimiques	110,2	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	253,7	283,7	276,9	312,3	298,6	328,6	342,6	337,2	358,7
Industrie houillère	91,4	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	42,8	45,5	25,3	34,9	44,5	47,9	42,9	34,2	31,2
Industrie pétrolière	101,1	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	250,3	184,9	178,2	169,7	206,0	233,0	152,4	195,2	221,1
Verres et glaces	111,0	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	143,8	155,6	146,7	193,4	182,6	225,1	191,9	176,1	164,7
Produits agricoles	99,3	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	210,5	270,8	259,2	257,5	264,7	349,3	305,9	308,1	266,5
Ciments	116,6	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	122,0	127,3	105,8	148,7	132,5	150,3	120,9	127,9	135,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,9	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	140,9	172,1	121,3	172,9	173,1	198,9	163,3	190,3	186,8
Carrières	117,8	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	152,0	146,6	120,3	154,3	162,9	159,7	133,8	151,7	152,0
Céramiques	121,2	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	139,0	160,6	134,5	163,1	157,2	170,1	137,8	161,1	167,6
Bois et meubles	114,2	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	212,3	248,4	203,4	250,1	234,0	307,5	284,7	315,2	289,6
Peaux, cuirs et chaussures	107,0	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	152,2	168,1	158,9	163,8	142,1	165,1	152,0	182,2	159,5
Papier et livres	113,3	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	252,2	304,8	276,7	300,5	268,2	314,1	286,3	302,4	294,2
Tabacs manufacturés	128,7	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	173,8	178,3	152,2	170,7	178,0	188,7	150,7	196,4	179,2
Caoutchouc	118,7	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	247,5	293,4	275,9	309,4	246,9	316,0	298,1	346,9	311,6
Industries alimentaires	111,5	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	224,1	229,2	236,5	254,7	232,9	260,7	229,4	276,1	286,9
Divers	103,1	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	131,6	143,8	147,2	166,2	162,0	203,2	168,0	124,8	122,9
Ensemble ...	111,3	126,1	131,6	135,7	158,5	188,0	206,2	180,2	203,5	192,5	213,4	189,9	229,5	209,5	217,1	211,6

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,07	12,48	- 0,59	9,27	10,14	+ 0,87	8,30	9,50	+ 1,20
1969 4 ^e trimestre	10,88	11,40	+ 0,52	7,22	9,99	+ 2,77	6,37	8,98	+ 2,61
1970 1 ^{er} trimestre	10,30	11,20	+ 0,90	7,92	8,91	+ 0,99	6,78	8,54	+ 1,76
2 ^e trimestre	10,67	12,33	+ 1,66	8,31	10,16	+ 1,85	7,05	10,23	+ 3,18
3 ^e trimestre	10,83	11,26	+ 0,43	7,38	8,86	+ 1,48	6,36	8,60	+ 2,24
4 ^e trimestre	12,39	12,84	+ 0,45	8,85	10,38	+ 1,53	7,48	10,13	+ 2,65
1971 1 ^{er} trimestre	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
2 ^e trimestre	12,81	12,34	- 0,47	9,27	10,23	+ 0,96	8,81	9,42	+ 0,61
3 ^e trimestre	12,10	13,14	+ 1,04	8,30	9,21	+ 0,91	7,65	8,79	+ 1,14
4 ^e trimestre	13,96	12,97	- 0,99	11,04	11,43	+ 0,39	9,18	10,52	+ 1,34
1970 12 mois	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971 1 ^{er} mois	10,35	10,70	+ 0,35	7,02	8,38	+ 1,36	7,50	8,34	+ 0,84
2 premiers mois	11,93	10,33	- 1,60	7,97	8,50	+ 0,53	7,47	8,44	+ 0,97
3 premiers mois	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
4 premiers mois	13,30	11,50	- 1,80	8,82	9,82	+ 1,00	7,65	9,08	+ 1,43
5 premiers mois	13,22	11,70	- 1,52	8,76	9,79	+ 1,03	8,15	9,05	+ 0,90
6 premiers mois	13,11	11,91	- 1,20	8,87	9,95	+ 1,08	8,20	9,34	+ 1,14
7 premiers mois	12,98	12,06	- 0,92	8,77	10,04	+ 1,27	8,26	9,19	+ 0,93
8 premiers mois	12,82	11,86	- 0,96	8,64	9,62	+ 0,98	8,13	8,86	+ 0,73
9 premiers mois	12,77	12,32	- 0,45	8,68	9,71	+ 1,03	8,02	9,16	+ 1,14
10 premiers mois	12,88	12,54	- 0,34	9,08	9,92	+ 0,84	8,25	9,39	+ 1,14
11 premiers mois	13,01	12,51	- 0,50	9,20	10,02	+ 0,82	8,34	9,40	+ 1,06
12 mois	13,07	12,48	- 0,59	9,27	10,14	+ 0,87	8,30	9,50	+ 1,20
Moyennes mensuelles	Italie			C.E.E.			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	23,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971	2,06	2,19	+ 0,13	32,70	34,31	+ 1,61	39,16	40,48	+ 1,32
1969 4 ^e trimestre	1,52	2,16	+ 0,64	25,99	32,53	+ 6,54	32,14	38,70	+ 6,56
1970 1 ^{er} trimestre	1,80	2,11	+ 0,31	26,80	30,76	+ 3,96	32,12	37,10	+ 4,98
2 ^e trimestre	1,77	2,60	+ 0,83	27,80	35,32	+ 7,52	33,75	41,69	+ 7,94
3 ^e trimestre	1,79	2,09	+ 0,30	26,36	30,81	+ 4,45	31,68	36,31	+ 4,63
4 ^e trimestre	1,73	2,30	+ 0,57	30,45	35,65	+ 5,20	36,90	42,53	+ 5,63
1971 1 ^{er} trimestre	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
2 ^e trimestre	2,06	2,42	+ 0,36	32,95	34,41	+ 1,46	40,18	40,62	+ 0,44
3 ^e trimestre	2,10	1,84	- 0,26	30,15	32,98	+ 2,83	35,95	38,99	+ 3,04
4 ^e trimestre	2,10	2,30	+ 0,20	36,28	37,22	+ 0,94	43,09	43,62	+ 0,53
1970 12 mois	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971 1 ^{er} mois	1,55	2,03	+ 0,48	26,42	29,45	+ 3,03	32,01	35,08	+ 3,07
2 premiers mois	1,87	1,96	+ 0,09	29,24	29,23	- 0,01	35,01	34,95	- 0,06
3 premiers mois	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
4 premiers mois	2,02	2,27	+ 0,25	31,79	32,67	+ 0,88	37,95	38,56	+ 0,61
5 premiers mois	1,98	2,35	+ 0,37	32,11	32,89	+ 0,78	38,41	38,97	+ 0,56
6 premiers mois	2,01	2,32	+ 0,31	32,19	33,52	+ 1,33	38,81	39,65	+ 0,84
7 premiers mois	2,01	2,26	+ 0,25	32,02	33,55	+ 1,53	38,47	39,69	+ 1,22
8 premiers mois	2,04	2,14	+ 0,10	31,63	32,48	+ 0,85	38,02	38,43	+ 0,41
9 premiers mois	2,04	2,15	+ 0,11	31,51	33,34	+ 1,83	37,86	39,43	+ 1,57
10 premiers mois	2,06	2,18	+ 0,12	32,27	34,03	+ 1,76	38,65	40,12	+ 1,47
11 premiers mois	2,06	2,17	+ 0,11	32,61	34,10	+ 1,49	39,03	40,22	+ 1,19
12 mois	2,06	2,19	+ 0,13	32,70	34,31	+ 1,61	39,16	40,48	+ 1,32

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1970	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971	3,33	3,42	+ 0,09	3,21	1,80	- 1,41			
1969 4 ^e trimestre	3,87	2,93	- 0,94	3,33	1,89	- 1,44	2,26	1,40	- 0,86
1970 1 ^{er} trimestre	3,64	2,83	- 0,81	2,50	1,72	- 0,78	2,47	1,40	- 1,07
2 ^e trimestre	4,18	2,61	- 1,57	3,00	1,74	- 1,26	2,17	1,31	- 0,86
3 ^e trimestre	3,78	2,48	- 1,30	2,34	1,45	- 0,89	2,32	1,28	- 1,04
4 ^e trimestre	4,99	3,68	- 1,31	3,16	2,12	- 1,04	2,36	1,59	- 0,77
1971 1 ^{er} trimestre	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
2 ^e trimestre	3,43	3,82	+ 0,39	4,01	1,79	- 2,22	2,49	1,32	- 1,17
3 ^e trimestre	3,41	3,71	+ 0,30	2,67	1,83	- 0,84	2,18	1,31	- 0,87
4 ^e trimestre	3,07	2,70	- 0,37	3,34	1,83	- 1,51			
1970 12 mois	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971 1 ^{er} mois	3,24	2,96	- 0,28	2,79	1,46	- 1,33	1,56	1,25	- 0,31
2 premiers mois	3,38	3,24	- 0,14	2,72	1,57	- 1,15	1,78	1,24	- 0,54
3 premiers mois	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
4 premiers mois	3,51	3,39	- 0,12	2,97	1,68	- 1,29	2,34	1,27	- 1,07
5 premiers mois	3,38	3,53	+ 0,15	3,11	1,71	- 1,40	2,26	1,31	- 0,95
6 premiers mois	3,42	3,63	+ 0,21	3,40	1,76	- 1,64	2,33	1,32	- 1,01
7 premiers mois	3,36	3,64	+ 0,28	3,30	1,78	- 1,52	2,32	1,34	- 0,98
8 premiers mois	3,41	3,57	+ 0,16	3,22	1,74	- 1,48	2,26	1,29	- 0,97
9 premiers mois	3,42	3,65	+ 0,23	3,16	1,79	- 1,37	2,28	1,32	- 0,96
10 premiers mois	3,39	3,53	+ 0,14	3,19	1,78	- 1,41	2,27	1,31	- 0,96
11 premiers mois	3,33	3,45	+ 0,12	3,20	1,80	- 1,40	2,27	1,31	- 0,96
12 mois	3,33	3,42	+ 0,09	3,21	1,80	- 1,41			

Moyennes mensuelles	Amérique latine 1			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1969 3 ^e trimestre	1,34	0,75	- 0,59	1,90	0,36	- 1,54	0,70	0,51	- 0,19
4 ^e trimestre	1,32	0,80	- 0,52	1,93	0,45	- 1,48	0,74	0,66	- 0,08
1970 1 ^{er} trimestre	1,32	0,84	- 0,48	2,30	0,46	- 1,84	0,65	0,77	+ 0,12
2 ^e trimestre	1,72	0,81	- 0,91	2,15	0,48	- 1,67	0,71	0,72	+ 0,01
3 ^e trimestre	1,82	0,89	- 0,93	1,71	0,51	- 1,21	0,73	0,64	- 0,09
4 ^e trimestre	1,41	1,03	- 0,38	1,64	0,54	- 1,10	0,85	0,71	- 0,14
1971 1 ^{er} trimestre	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
2 ^e trimestre	1,49	1,05	- 0,44	1,17	0,61	- 0,56	0,83	0,77	- 0,06
3 ^e trimestre	1,37	0,96	- 0,41	1,32	0,52	- 0,80	0,91	0,68	- 0,28
1970 11 premiers mois	1,58	0,89	- 0,69	2,05	0,50	- 1,55	0,71	0,70	- 0,01
12 mois	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971 1 ^{er} mois	1,16	1,21	+ 0,05	0,79	0,65	- 0,14	0,62	0,68	+ 0,06
2 premiers mois	1,30	1,04	- 0,26	0,82	0,58	- 0,24	0,76	0,75	- 0,01
3 premiers mois	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
4 premiers mois	1,46	1,04	- 0,42	1,02	0,56	- 0,46	0,83	0,82	- 0,01
5 premiers mois	1,43	1,02	- 0,41	1,07	0,54	- 0,53	0,82	0,83	+ 0,01
6 premiers mois	1,47	1,06	- 0,41	1,08	0,58	- 0,50	0,82	0,80	- 0,02
7 premiers mois	1,45	1,05	- 0,40	1,12	0,58	- 0,54	0,82	0,80	- 0,02
8 premiers mois	1,46	1,01	- 0,45	1,21	0,56	- 0,65	0,83	0,76	- 0,07
9 premiers mois	1,44	1,03	- 0,41	1,16	0,56	- 0,60	0,85	0,75	- 0,10
10 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,18	0,55	- 0,63	0,85	0,74	- 0,11
11 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,22	0,54	- 0,68	0,86	0,73	- 0,13

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue commerciale de la Cham-

bre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — I.R.E.S.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	467,4	442,7	+ 24,7
1.12 Travail à façon	+ 5,2	+ 5,7	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	13,4	3,7	+ 9,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	5,0	—	+ 5,0
1.2 Or non monétaire	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	0,5	0,5	...
1.3 Frets ²	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	20,3	18,8	+ 1,5
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	0,8	0,8	...
1.5 Autres frais de transport	+ 1,0	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	9,3	8,4	+ 0,9
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	17,4	24,6	- 7,2
1.7 Revenus d'investissements	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	43,1	39,7	+ 3,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	10,5	9,9	+ 0,6
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	7,0	3,1	+ 3,9
1.92 Autres	+ 0,5	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	44,4	42,6	+ 1,8
Total 1 ...	- 0,4	+ 8,1	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	639,1	594,8	+ 44,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,2	+ 0,5	10,8	8,8	+ 2,0
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,7	- 3,0	- 3,5	- 4,7	- 5,4	- 6,3	0,7	9,6	- 8,9
Total 2 ...	+ 0,3	- 0,5	- 1,9	- 3,2	- 3,2	- 5,8	11,5	18,4	- 6,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	—	1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	3,5	1,6	+ 1,9
3.12 Avoirs	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	...	0,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	+ 1,0	...	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	3,5	3,9	- 0,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	0,3	2,7	- 2,4
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	1,4	1,1	+ 0,3
4.3 Secteur privé ⁵ :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	—	15,7	- 15,7
4.312 Investissements directs	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	1,0	8,8	- 7,8
4.313 Immeubles	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	0,7	1,6	- 0,9
4.314 Autres (chiffres nets)	- 5,4	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	—	2,7	- 2,7
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	1,3	—	+ 1,3
4.322 Investissements directs	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	17,8	1,9	+ 15,9
4.323 Immeubles	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	0,5	0,5	...
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	—	1,8	- 1,8
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	23,0	36,8	- 13,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 1,6	—	3,2	- 3,2
Total 1 à 5 ...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	677,1	657,1	+ 20,0
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	—	—	+ 4,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 1,7	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	—	—	+ 3,8
6.212 Monnaies étrangères	- 3,8	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	—	—	- 0,7
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	—	—	+ 0,7
6.23 B.N.B.	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	—	—	+ 11,4
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Les chiffres de l'année 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des années suivantes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1969		1970				1971 p		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 8,1	+ 9,8	+ 7,7	+ 3,1	+ 8,4	+ 5,5	+ 3,2	+ 5,0	+ 5,4
1.12 Travail à façon	+ 2,5	+ 2,4	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 3,2	+ 2,8	+ 4,1	+ 2,9
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,7	+ 1,7	+ 2,0	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,6
1.2 Or non monétaire	- 0,2	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1
1.3 Frets ² .....	...	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...
1.5 Autres frais de transport .....	...	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,2	- 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,3	- 0,7	- 0,7	- 2,1	- 4,3	- 0,1	- 0,5	- 2,3	- 6,1
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,0	+ 0,8	+ 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 0,2	+ 1,2	- 0,4	+ 1,9
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,2	+ 0,2	- 1,1	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,7	- 1,1	+ 0,8	+ 0,5
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,8	+ 1,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1
1.92 Autres	- 0,2	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,5	+ 1,2	...
Total 1 ...	- 6,6	+ 16,4	+ 13,6	+ 5,5	+ 13,3	+ 11,9	+ 10,4	+ 11,6	+ 10,2
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,1	- 0,2	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,1	+ 0,9
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,3	- 1,5	- 2,0	- 0,8	- 2,0	- 4,1	- 3,1	- 1,1	- 1,8
Total 2 ...	- 1,4	- 1,7	- 1,3	- 0,5	- 1,3	- 3,8	- 2,7	...	- 0,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.1.1 Engagements :									
3.1.1.1 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,3	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4
3.1.1.2 Autres opérations	- 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,2	- 0,7	- 0,6	- 2,9	- 2,3
3.1.2 Avoirs .....	...	- 0,8	- 0,2	...	...	- 0,1	- 0,3	- 0,2	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.2.1 Engagements .....	...	...	...	- 0,2	...	...	...	...	...
3.2.2 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,8	- 1,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,7	- 1,0	- 1,5	- 3,7	- 2,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	+ 0,5	- 0,8	- 1,1	- 0,3	- 0,2	...	...	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,4	- 0,7	- 1,6	- 0,5	+ 0,7
4.3 Secteur privé :									
4.3.1 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.3.1.1 Valeurs mobilières ...	- 3,7	- 2,3	- 3,2	- 3,6	- 4,5	- 4,4	- 5,9	- 4,5	- 5,1
4.3.1.2 Investissements directs	+ 0,4	- 1,0	- 0,8	- 2,3	- 1,8	- 2,9	+ 0,3	- 4,7	- 2,7
4.3.1.3 Immeubles	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,3
4.3.1.4 Autres	- 0,1	+ 0,8	- 0,8	- 0,1	- 1,7	- 0,1	- 0,2	- 1,5	+ 0,8
4.3.2 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.3.2.1 Valeurs mobilières ...	- 0,5	...	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,5
4.3.2.2 Investissements directs	+ 4,5	+ 5,4	+ 2,4	+ 5,9	+ 3,1	+ 4,5	+ 5,0	+ 7,4	+ 5,4
4.3.2.3 Immeubles .....	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
4.3.2.4 Autres	+ 1,0	+ 1,3	- 0,4	+ 0,2	- 1,1	- 0,5	- 0,8	+ 1,1	+ 1,9
4.3.3 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	+ 1,5	+ 4,3	- 3,3	- 1,1	- 5,7	- 3,7	- 1,9	- 0,4	+ 1,1
5. Erreurs et omissions	+ 1,8	- 0,2	- 4,1	+ 1,5	+ 0,4	- 1,0	+ 1,6	+ 2,3	- 5,9
Total 1 à 5 ...	- 5,5	+ 17,6	+ 4,7	+ 5,5	+ 7,4	+ 2,4	+ 5,9	+ 9,8	+ 1,7
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,9	+ 2,3	+ 1,3	...	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,7	- 3,1	+ 1,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.2.1 Banques belges et luxemb. :									
6.2.1.1 Francs belges et lux. .	+ 6,9	- 3,9	+ 3,8	- 2,3	+ 4,6	- 2,3	- 1,3	+ 2,7	- 2,7
6.2.1.2 Monnaies étrangères ..	- 4,6	+ 3,9	+ 0,9	+ 2,4	- 3,2	- 0,8	+ 2,7	+ 4,4	- 1,7
6.2.2 Organismes monétaires divers	...	+ 1,7	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,1	- 2,2	- 0,1	+ 0,7
6.2.3 B.N.B.	- 6,9	+ 13,6	- 1,5	+ 6,0	+ 2,4	+ 4,5	+ 6,0	+ 5,9	+ 3,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	(+ 3,5)	-	-	-	(+ 3,5)	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

⁴ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. -- BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1971			1971			1970	1971 p
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	11 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	125,3	120,3	+ 5,0	123,4	118,0	+ 5,4	+23,6 ⁵	+16,6 ⁶
1.12 Travail à façon	5,1	1,0	+ 4,1	4,1	1,2	+ 2,9	+ 8,1	+12,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,3	—	+ 1,3	3,6	—	+ 3,6	+ 4,5	+ 6,9
1.2 Or non monétaire	0,3	0,2	+ 0,1	0,3	0,2	+ 0,1	...	+ 0,2
1.3 Frets ²	6,4	5,6	+ 0,8	6,3	5,4	+ 0,9	+ 1,4	+ 3,4
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,2	...	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	2,5	2,3	+ 0,2	2,6	2,7	- 0,1	+ 1,0	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	5,3	7,6	- 2,3	4,7	10,8	- 6,1	- 7,1	- 9,9
1.7 Revenus d'investissements	13,2	13,6	- 0,4	11,6	9,7	+ 1,9	+ 3,6	+ 4,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,4	1,6	+ 0,8	2,7	2,2	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,3
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,0	1,1	+ 0,9	1,9	0,8	+ 1,1	+ 3,5	+ 3,8
1.92 Autres	11,0	9,8	+ 1,2	9,6	9,6	...	+ 1,8	+ 1,8
Total 1 ...	175,0	163,4	+11,6	171,0	160,8	+10,2	+41,4	+40,0
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	3,5	2,4	+ 1,1	3,4	2,5	+ 0,9	+ 1,8	+ 2,3
2.2 Transferts de l'Etat	0,2	1,3	- 1,1	0,5	2,3	- 1,8	- 7,9	- 6,2
Total 2 ...	3,7	3,7	...	3,9	4,8	- 0,9	- 6,1	- 3,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,6	- 0,6	—	0,4	- 0,4	- 1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations	0,9	3,8	- 2,9	0,8	3,1	- 2,3	+ 2,6	- 7,1
3.12 Avoirs .....	...	0,2	- 0,2	...	0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,2	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,9	4,6	- 3,7	0,8	3,6	- 2,8	+ 0,4	- 9,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	...	...	...	0,2	- 0,2	- 2,3	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	0,5	- 0,5	1,0	0,3	+ 0,7	+ 1,0	- 2,5
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	4,5	- 4,5	—	5,1	- 5,1	-14,6	-19,7
4.312 Investissements directs	0,2	4,9	- 4,7	0,7	3,4	- 2,7	- 5,6	- 7,6
4.313 Immeubles	0,3	0,6	- 0,3	0,2	0,5	- 0,3	- 0,8	- 1,1
4.314 Autres (chiffres nets)	—	1,5	- 1,5	0,8	—	+ 0,8	- 2,8	- 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	2,6	—	+ 2,6	0,5	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 4,9
4.322 Investissements directs	7,6	0,2	+ 7,4	5,6	0,2	+ 5,4	+14,6	+19,3
4.323 Immeubles	0,1	0,1	...	0,2	0,1	+ 0,1	...	+ 0,3
4.324 Autres (chiffres nets)	1,1	—	+ 1,1	1,9	—	+ 1,9	- 1,5	+ 1,3
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	11,9	12,3	- 0,4	10,9	9,8	+ 1,1	-10,8	- 7,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	2,3	—	+ 2,3	—	5,9	- 5,9	- 2,9	- 1,1
Total 1 à 5 ...	193,8	184,0	+ 9,8	186,6	184,9	+ 1,7	+22,0	+18,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 3,1	—	—	+ 1,6	+ 5,3	- 2,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeoises ...	—	—	+ 2,7	—	—	- 2,7	+ 4,9	- 9,1
6.212 Monnaies étrangères	—	—	+ 4,4	—	—	- 1,7	- 0,9	+ 9,8
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,7	+ 0,6	+ 2,1
6.23 B.N.B.	—	—	+ 5,9	—	—	+ 3,8	+12,1	+17,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	(+3,5)	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Informatin et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Exportations = 422,1; importations = 808,5.

⁶ Exportations = 440,6; importations = 438,0.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1 Deutsche	100	1	1	1	1 \$ canadien		100	100	100	1 Mark	1
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suissse	Mark	liras ital.	Cour. suéd.	Cour. norv.	Cour. dan.	câble	cour. ier	escudos	schillings autr'ch.	pesetas	fin'an-dais	Zaïre
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 ¹	—	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—
1967	49,69	10,10	138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ² 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ² 71,35 ³	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—
1969	50,13	10,12 ⁴ 8,98 ⁵	119,85	13,84	11,63	12,56 ⁶ 13,47 ⁷	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁹
1971 ¹¹	49,65	9,00	120,00	13,80 ¹⁰ 13,99 ¹²	11,54 ¹⁰ 12,15 ¹²	13,66 ¹⁰ 14,21 ¹²	7,97	9,62	6,97	6,63	49,044	49,045	174,50	191,99 ¹⁰ 199,07 ¹²	71,38	11,89	100,01
1971 ¹³	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,615	46,615	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79
1971 ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1969 4 ^e trim.	49,78	8,93	119,21	13,80	11,55	13,47	7,94	9,64	6,97	6,64	46,262	46,261	175,15	192,58	71,16	11,85	—
1970 1 ^{er} trim.	49,67	8,96	119,40	13,67	11,53	13,49	7,90	9,59	6,95	6,63	46,298	46,297	174,68	192,04	71,12	11,88	—
2 ^e trim.	49,66	8,99	119,31	13,69	11,53	13,66	7,89	9,56	6,95	6,62	46,792	46,792	174,23	191,85	71,27	11,91	—
3 ^e trim.	49,63	8,99	118,52	13,77	11,53	13,67	7,92	9,56	6,95	6,62	48,507	48,507	173,52	192,29	71,34	11,91	—
4 ^e trim.	49,64	8,99	118,62	13,79	11,49	13,65	7,97	9,59	6,95	6,62	48,680	48,680	173,63	192,21	71,34	11,91	100,03 ⁹
1971 1 ^{er} trim.	49,64	8,99	119,82	13,81	11,54	13,66	7,97	9,61	6,95	6,63	49,210	49,210	174,37	191,90	71,33	11,91	100,02
2 ^e tr. ¹⁵	49,67	8,99	120,12	13,80 ¹⁶ 13,98 ¹⁷	11,55 ¹⁶ 12,14 ¹⁷	13,66 ¹⁶ 14,10 ¹⁷	7,97	9,62	6,98	6,63	49,065	49,067	174,65	192,25 ¹⁶ 198,92 ¹⁷	71,39	11,88	100,00
3 ^e tr. ¹⁸	49,66	9,01	120,11	14,02	12,15	14,33	7,98	9,62	6,99	6,62	48,700	48,701	174,53	199,17	71,43	11,90	99,99
4 ^e tr. ¹⁹	47,96	8,69	118,31	14,00	12,05	14,23	7,82	9,46	6,95	6,55	47,339	47,340	176,87	196,75	69,23	11,54	95,85
4 ^e tr. ²⁰	46,36	8,39	115,74	13,92	11,71	13,99	7,60	9,30	6,79	6,40	46,226	46,226	170,18	192,52	67,66	11,16	92,73
4 ^e tr. ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1971 Janv.	49,64	8,99	119,41	13,81	11,53	13,65	7,97	9,61	6,95	6,63	49,042	49,042	174,27	192,01	71,34	11,91	100,02
Févr.	49,63	8,99	119,99	13,80	11,55	13,67	7,96	9,60	6,95	6,63	49,257	49,257	174,46	191,72	71,32	11,91	100,02
Mars	49,64	9,00	120,06	13,81	11,54	13,67	7,97	9,62	6,96	6,64	49,330	49,331	174,37	191,96	71,34	11,91	100,01
Avril	49,64	9,00	120,03	13,79	11,55	13,66	7,98	9,62	6,97	6,63	49,269	49,267	174,21	192,26	71,36	11,91	100,00
Mai ¹⁵	49,63	8,98	120,05	13,81 ²¹ 14,00 ²²	11,55 ²¹ 12,13 ²²	13,67 ²¹ 14,03 ²²	7,97	9,62	6,98	6,62	49,201	49,208	174,88	192,24 ²¹ 198,63 ²²	71,33	11,85	100,00
Juin	49,73	9,00	120,29	13,96	12,15	14,16	7,96	9,63	6,99	6,64	48,724	48,725	174,85	199,20	71,48	11,86	100,00
Juill.	49,67	9,01	120,14	13,96	12,13	14,26	7,97	9,62	6,99	6,63	48,631	48,631	174,55	199,14	71,43	11,90	99,99
Août ²³	49,63	9,00	120,06	14,14	12,20	14,47	7,98	9,62	6,99	6,62	48,845	48,846	174,49	199,23	71,43	11,90	99,98
Août ²⁴	48,40	8,78	119,12	14,02	12,19	14,25	7,89	9,55	7,02	6,59	47,827	47,829	178,13	198,28	69,72	11,66	96,65
Sept.	47,81	8,66	118,05	14,00	12,00	14,23	7,79	9,44	6,93	6,54	47,184	47,184	176,48	196,27	69,07	11,51	95,63
Oct.	46,82	8,46	116,63	13,94	11,78	14,08	7,65	9,33	6,84	6,45	46,603	46,604	171,78	193,61	67,96	11,27	93,63
Nov.	46,32	8,38	115,50	13,91	11,64	13,91	7,56	9,27	6,76	6,38	46,154	46,153	169,40	191,52	67,59	11,15	92,64
Déc. ²⁵	45,69	8,28	114,69	13,91	11,71	13,98	7,56	9,33	6,75	6,36	45,727	45,728	168,78	192,28	67,26	11,01	91,39
Déc. ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 Janv.	44,42	8,59	114,17	13,80	11,42	13,75	7,52	9,21	6,63	6,32	44,174	44,173	163,25	189,54	67,41	10,73	88,84

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.

⁷ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

¹⁰ Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

¹¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

¹² Moyenne du 11 mai au 13 août 1971.

¹³ Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

¹⁵ Les cotations sont suspendues du 5 au 10 mai.

¹⁶ Moyenne du 1^{er} avril au 4 mai 1971.

¹⁷ Moyenne du 11 mai au 30 juin 1971.

¹⁸ Moyenne du 1^{er} juillet au 13 août.

¹⁹ Moyenne du 23 août au 30 septembre. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

²⁰ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 décembre 1971.

²¹ Moyenne des 3 et 4 mai.

²² Moyenne du 11 au 28 mai.

²³ Moyenne du 1^{er} au 13 août.

²⁴ Moyenne du 23 au 31 août. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

²⁵ Moyenne du 1^{er} au 17 décembre 1971.

X - 2. — TAUX CENTRAUX OU PARITES DE FAIT

Pays	Taux centraux ou parités de fait par rapport au dollar des Etats-Unis	Cours extrêmes d'intervention en dollars des Etats-Unis		Taux centraux ou parités de fait exprimés en francs belges
		acheteur	vendeur	
Belgique	44,8159 FB	43,8075	45,8250	44,8159 1 \$ U.S.A.
France	5,1157 FF	5,0005	5,2310	8,76046 1 FF
Royaume-Uni	2,6057 £ ¹	2,6643 ¹	2,5471 ¹	116,7768 1 £
Pays-Bas	3,2447 Fl.	3,171875	3,3175	13,81215 ² 1 Fl.
Suisse	3,84 F.S.	3,7535	3,9265	11,6708 1 F.S.
Allemagne	3,2225 DM	3,1500	3,2950	13,907183 1 DM
Italie	581,50 Lires	568,40	594,60	7,70695 100 Lires
Espagne	64,4737 Pesetas	63,0231	65,9243	69,5104 100 Pesetas
Suède	4,8129 C.S.	4,7050	4,9200	9,3116 1 C.S.
Norvège	6,64539 C.N.	6,4950	6,7950	6,7439 1 C.N.
Danemark	6,98 C.D.	6,8230	7,1370	6,420616 1 C.D.
Canada	³			
Portugal	27,25 Esc.	26,637	27,863	164,462 100 Esc.
Autriche	23,30 Sch.	22,78	23,82	192,3429 100 Sch.
Finlande	4,10 M.F.	4,008	4,192	10,9307 1 M.F.
Zaire	0,50 Zaire	—	—	89,6318 1 Z.

¹ Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

² Taux-pivot fixé par accord avec les Pays-Bas. Cours extrêmes d'intervention à Bruxelles : 13,6050 (acheteur) et 14,0225 (vendeur).

³ Cours flottants.

XI. -- FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes (1)	Dépenses ³ (2)	Solde (3) = (1) - (2)	Recettes (4)	Dépenses (5)	Solde (6) = (4) - (5)	
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	25,5	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1969 6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
1970 3 premiers mois ...	71,1	71,9	- 0,8	0,1	10,3	- 10,2	- 11,0
6 premiers mois ...	137,6	145,1	- 7,5	0,2	18,0	- 17,8	- 25,3
9 premiers mois ...	219,6	215,1	+ 4,5	0,3	26,9	- 26,6	- 22,1
1970 11 premiers mois ...	269,6	262,4	+ 7,2	0,5	32,2	- 31,7	- 24,5
12 mois	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1971 1 ^{er} mois	28,9	29,3	- 0,4	0,1	5,0	- 4,9	- 5,3
2 premiers mois ...	51,4	53,4	- 2,0	0,1	8,6	- 8,5	- 10,5
3 premiers mois ...	76,7	80,1	- 3,4	0,1	13,1	- 13,0	- 16,4
4 premiers mois ...	101,8	106,0	- 4,2	0,2	16,4	- 16,2	- 20,4
5 premiers mois ...	123,9	132,8	- 8,9	0,2	18,5	- 18,3	- 27,2
6 premiers mois ...	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,6	- 22,4	- 37,4
7 premiers mois ...	196,9	191,5	+ 5,4	0,3	25,8	- 25,5	- 20,1
8 premiers mois ...	220,6	211,9	+ 8,7	0,3	30,2	- 29,9	- 21,2
9 premiers mois ...	239,7	237,2	+ 2,5	0,3	35,5	- 35,2	- 32,7
10 premiers mois ...	268,9	265,8	+ 3,1	0,4	38,8	- 38,4	- 35,3
11 premiers mois ...	296,3	285,5	+ 10,8	0,4	43,7	- 43,3	- 32,5

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Financement de l'impasse													Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					Émissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								Total (15) = (8) à (14)				
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères 14							
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12		Office des chèques postaux 13						
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4		
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7		
1969 6 premiers mois	-27,3	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,2	+ 1,0	+19,2	...	+ 5,5	+ 7,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8		
9 premiers mois	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6		
1970 3 premiers mois	-11,0	- 0,7	- 3,0	-14,7	+ 6,1	...	+ 6,1	...	+ 4,3	+10,1	...	- 0,1	- 3,2	- 2,2	+ 8,9	+ 0,2	- 0,5	+14,7		
6 premiers mois	-25,3	+ 2,5	- 5,2	-28,0	+18,4	...	+18,4	...	+ 8,8	+ 7,2	...	- 0,1	- 1,8	- 3,4	+10,7	+ 0,3	- 1,4	+28,0		
9 premiers mois	-22,1	+ 0,3	- 9,1	-30,9	+27,7	...	+27,7	...	+ 7,8	+ 3,3	...	- 0,2	- 4,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,1	+30,9		
1970 11 premiers mois	-24,5	- 0,3	-11,3	-36,1	+37,8	...	+37,8	...	+ 6,0	+ 9,9	...	- 0,2	- 3,6	- 7,4	+ 4,7	- 6,7	+ 0,3	+36,1		
12 mois	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7		
1971 1 ^{er} mois	- 5,3	+ 2,4	- 1,2	- 4,1	+16,7	...	+16,7	...	+ 4,1	+ 4,3	...	...	- 0,6	- 1,3	+ 6,5	-13,3	- 5,8	+ 4,1
2 premiers mois	-10,5	+ 2,1	- 2,4	-10,8	+19,9	...	+19,9	...	+ 4,7	+10,2	...	...	- 5,3	- 6,0	+ 3,6	-12,6	- 0,1	+10,8
3 premiers mois	-16,4	+ 3,9	- 3,7	-16,2	+19,7	...	+19,7	...	+ 5,1	+15,2	...	...	- 6,4	- 9,1	+ 4,8	- 6,6	- 1,7	+16,2
4 premiers mois	-20,4	+ 2,7	- 4,8	-22,5	+18,7	...	+18,7	...	+ 8,2	+12,8	...	+ 0,4	+ 1,8	-12,7	+10,5	- 7,0	+ 0,3	+22,5		
5 premiers mois	-27,2	+ 4,9	- 5,9	-28,2	+40,4	...	+40,4	...	+ 8,4	+13,4	...	+ 0,4	- 4,0	-15,0	+ 3,2	-13,0	- 2,4	+28,2		
6 premiers mois	-37,4	+ 6,7	- 7,3	-38,0	+39,3	...	+39,3	...	+ 7,5	+10,8	...	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0		
7 premiers mois	-20,1	+ 2,0	- 8,8	-26,9	+39,3	...	+39,3	...	+ 6,2	+10,0	...	+ 0,3	- 2,0	-19,6	- 5,1	- 7,4	+ 0,1	+26,9		
8 premiers mois	-21,2	+ 3,7	-10,3	-27,8	+39,3	...	+39,3	...	+12,6	+13,7	...	+ 0,4	- 5,6	-22,8	- 1,7	- 9,9	+ 0,1	+27,8		
9 premiers mois	-32,7	+ 3,9	-11,8	-40,6	+39,3	...	+39,3	...	...	+29,3	...	+ 0,3	- 5,7	-23,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,5	+40,6
10 premiers mois	-35,3	+ 2,5	-13,8	-46,6	+77,5	...	+77,5	...	...	+22,6	...	- 5,2	- 3,1	-24,7	-10,4	-13,2	- 7,3	+46,6
11 premiers mois	-32,5	+ 3,4	-15,3	-44,4	+77,4	...	+77,4	...	...	+15,3	...	- 4,3	- 4,7	-26,3	-20,0	-13,3	+ 0,3	+44,4

¹ Cf. tableau XI-1.

² Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

³ Augmentation : (-); diminution : (+).

⁴ Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impasse.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paratétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

⁵ L'induction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra-budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amortissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de financement de l'Etat 5	Couverture ⁶				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations				
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)	Total (9) = (6) à (8)	
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1969 6 prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8
9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2
1970 3 prem. mois	- 11,0	- 4,4	- 15,4	+ 5,4	- 10,0	+ 1,5	- 0,1	+ 11,7	+ 13,1	- 3,1
6 prem. mois	- 25,3	- 5,1	- 30,4	+ 10,5	- 19,9	+ 9,9	- 1,7	+ 16,6	+ 24,8	- 4,9
9 prem. mois	- 22,1	- 10,3	- 32,4	+ 16,0	- 16,4	+ 14,7	- 2,8	+ 9,8	+ 21,7	- 5,3
1970 11 prem. mois	- 24,5	- 13,9	- 38,4	+ 19,4	- 19,0	+ 22,8	- 1,7	+ 5,8	+ 26,9	- 7,9
12 mois	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971 1 ^{er} mois	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	+ 2,0	- 0,5	+ 14,5	...	- 12,8	+ 1,7	- 1,2
2 prem. mois	- 10,5	- 1,1	- 11,6	+ 3,6	- 8,0	+ 17,2	+ 1,3	- 4,2	+ 14,3	- 6,3
3 prem. mois	- 16,4	- 2,0	- 18,4	+ 5,0	- 13,4	+ 15,7	+ 1,5	+ 6,3	+ 23,5	- 10,1
4 prem. mois	- 20,4	- 2,0	- 22,4	+ 7,4	- 15,0	+ 12,6	+ 2,0	+ 14,7	+ 29,3	- 14,3
5 prem. mois	- 27,2	- 4,4	- 31,6	+ 8,5	- 23,1	+ 34,4	+ 2,4	+ 3,3	+ 40,1	- 17,0
6 prem. mois	- 37,4	- 2,3	- 39,7	+ 10,4	- 29,3	+ 31,4	+ 1,2	+ 18,1	+ 50,7	- 21,4
7 prem. mois	- 20,1	- 7,6	- 27,7	+ 11,9	- 15,8	+ 30,1	+ 0,4	+ 7,0	+ 38,2	- 22,4
8 prem. mois	- 21,2	- 7,4	- 28,6	+ 12,9	- 15,7	+ 29,2	+ 0,7	+ 11,3	+ 41,2	- 25,5
9 prem. mois	- 32,7	- 8,3	- 41,0	+ 14,3	- 26,7	+ 28,1	+ 1,4	+ 23,5	+ 53,0	- 26,3
10 prem. mois	- 35,3	- 12,3	- 47,6	+ 15,7	- 31,9	+ 65,5	+ 1,2	- 6,9	+ 59,8	- 27,9
11 prem. mois	- 32,5	- 13,2	- 45,7	+ 17,7	- 28,0	+ 63,5	+ 0,9	- 6,7	+ 57,7	- 29,7

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal no 41 du 20 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-8b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8
1969 4 ^e trimestre	26,0	- 2,8	11,0	+ 0,4	27,0	+ 0,5	64,0	- 1,9
1970 1 ^{er} trimestre	28,9	+ 2,8	11,0	+ 0,6	25,0	- 0,5	64,9	+ 2,9
2 ^e trimestre	26,2	+ 0,3	11,4	+ 0,8	26,1	- 1,1	63,7	...
3 ^e trimestre	43,3	+ 0,3	11,0	+ 0,4	24,9	+ 0,2	79,2	+ 0,9
4 ^e trimestre	33,1	+ 1,5	12,6	+ 1,3	29,8	+ 1,6	75,5	+ 4,4
1971 1 ^{er} trimestre	31,0	+ 0,7	10,9	- 0,8	30,6	+ 0,2	72,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
3 ^e trimestre	51,3	+ 3,1	11,2	- 0,8	27,6	- 0,2	90,1	+ 2,1
4 ^e trimestre	37,5	+ 2,6	13,2	+ 0,8	32,8	...	83,5	+ 3,4
1970 Décembre	11,5	- 0,4	4,9	+ 1,0	11,3	+ 1,5	27,7	+ 2,1
1971 Janvier	14,1	+ 0,1	3,4	- 0,5	8,5	+ 0,1	26,0	- 0,3
Février	8,8	+ 0,3	3,2	- 0,5	9,9	...	21,9	- 0,2
Mars	8,1	+ 0,3	4,3	+ 0,2	12,2	+ 0,1	24,6	+ 0,6
Avril	9,6	+ 0,6	4,0	- 0,1	11,0	...	24,6	+ 0,5
Mai	9,2	+ 0,5	3,6	- 0,3	9,0	- 0,2	21,8	...
Juin	12,7	+ 1,0	3,8	- 0,2	7,8	+ 0,1	24,3	+ 0,9
Juillet	32,4	+ 1,6	3,9	- 0,2	11,6	- 0,1	47,9	+ 1,3
Août	9,6	+ 0,8	3,7	- 0,2	10,2	...	23,5	+ 0,6
Septembre	9,3	+ 0,7	3,6	- 0,4	5,8	- 0,1	18,7	+ 0,2
Octobre	12,1	+ 0,5	4,0	- 0,1	12,8	- 0,1	28,9	+ 0,3
Novembre	11,7	+ 0,7	4,0	...	11,3	+ 0,2	27,0	+ 0,9
Décembre	13,7	+ 1,4	5,2	+ 0,9	8,7	- 0,1	27,6	+ 2,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1971		Exercice 1970 : décembre		Exercice 1971 : décembre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	151,4	142,8	11,5	11,9	13,7	12,3
précompte immobilier	1,2	1,2	0,2	0,3	0,3	0,3
précompte mobilier	15,8	15,8	1,0	1,2	1,5	1,2
précompte professionnel	70,1	66,3	5,0	4,3	5,2	5,4
versements anticipés	29,8	30,0	0,3	0,3	0,2	0,3
impôts des personnes physiques (rôles)	21,8	20,0	2,0	1,8	2,5	2,1
impôts de sociétés (rôles)	5,7	3,3	0,6	0,4	1,0	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,9	4,6	1,8	3,4	2,5	2,4
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime) .....	...	...	...	...	...	...
divers ²	2,1	1,6	0,6	0,2	0,5	0,3
II. Douanes et accises	46,5	48,1	4,9	3,9	5,2	4,3
dont : douanes	6,4	6,8	1,6	0,6	0,9	0,6
accises	38,3	41,2	3,2	3,2	4,0	3,7
taxes spéciales de consommat.	1,6		0,1		0,2	
III. Enregistrement	118,8	119,0	11,3	9,8	8,7	8,8
dont : enregistrement	7,4	8,0	0,9	0,8	0,9	0,9
successions	4,9	4,6	0,4	0,4	0,4	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	105,2	105,2	9,3	8,2	7,3	7,3
Total ...	316,7	309,9	27,7	25,6	27,6	25,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 6,8		+ 2,1		+ 2,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

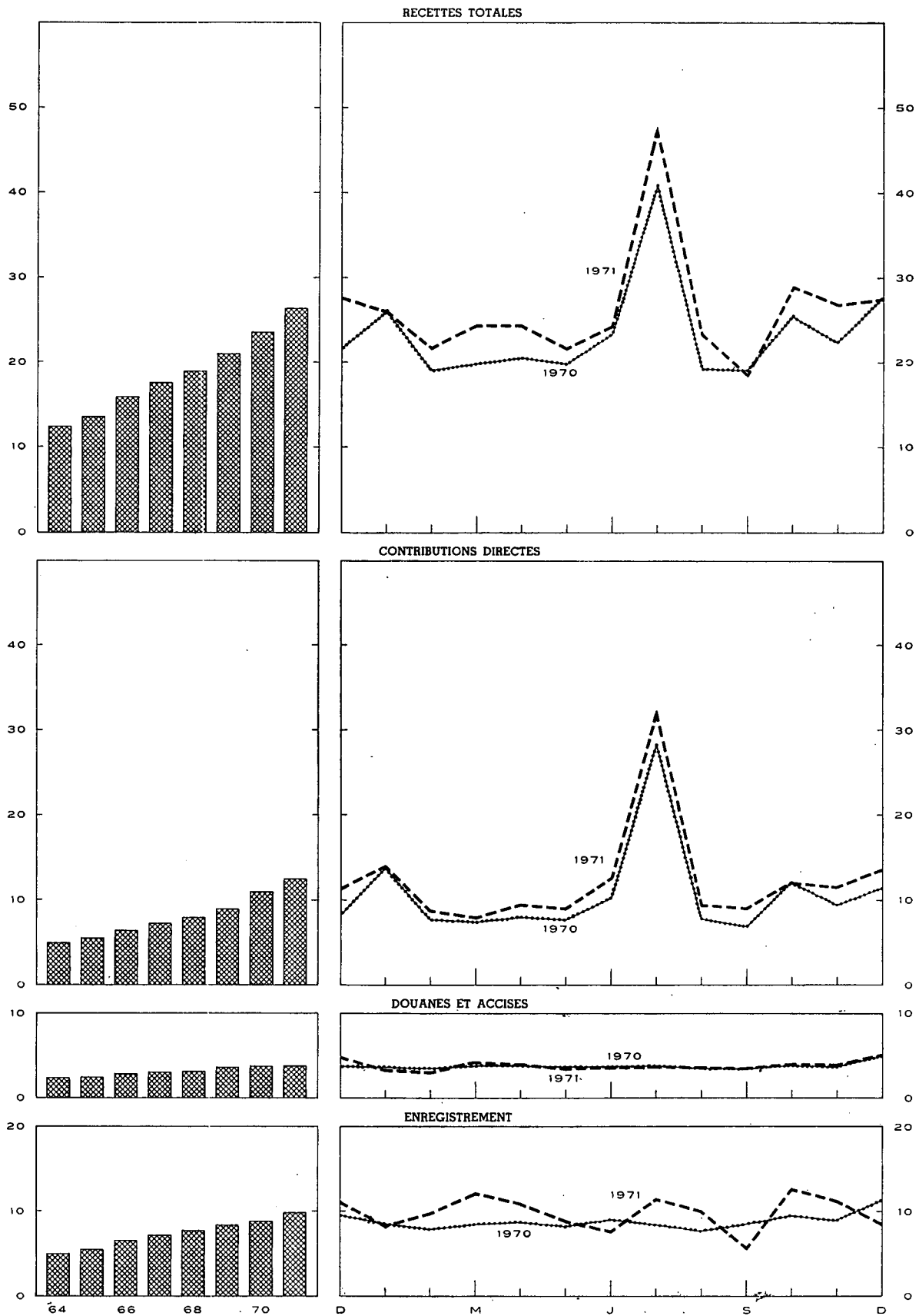
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1971	12,6	3,9	9,9	26,4	2,48
1969 6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1970 3 premiers mois	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
6 premiers mois	9,2	3,7	8,5	21,4	0,90
9 premiers mois	10,9	3,7	8,5	23,1	2,75
1971 3 premiers mois	10,3	3,6	10,2	24,1	0,96
6 premiers mois	10,4	3,7	9,7	23,8	0,54
9 premiers mois	12,6	3,7	9,6	25,9	3,02
1970 Décembre	11,5	4,9	11,3	27,7	0,25
1971 Janvier	14,1	3,4	8,5	26,0	2,71
Février	8,8	3,2	9,9	21,9	0,10
Mars	8,1	4,3	12,2	24,6	0,07
Avril	9,6	4,0	11,0	24,6	0,94
Mai	9,2	3,6	9,0	21,8	0,08
Juin	12,7	3,8	7,8	24,3	1,46
Juillet	32,4	3,9	11,6	47,9	21,28
Août	9,6	3,7	10,2	23,5	0,32
Septembre	9,3	3,6	5,8	18,7	0,26
Octobre	12,1	4,0	12,8	28,9	2,40
Novembre	11,7	4,0	11,3	27,0	0,03
Décembre	13,7	5,2	8,7	27,6	0,23

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.
² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n^o 3, mars 1967 :

« Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données » et XLV^e année, vol. II, n^o 6, décembre 1970 : « Les budgets de 1970 et 1971 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE (milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires		
..... données non disponibles														
... nihil ou inférieur à 50 millions														
— opérations non effectuées														
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,2	—			...	83,5	—	11,5		3,1	0,5	98,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,8					...	96,8	—	0,2		1,3	...	108,1
	Obligations ...	18,3					...	0,1	—	1,1	20,0	...	...	39,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		0,1			0,4	...	...	—	160,1	45,9	159,5	...	366,1
	Divers ...		2,4	2,2	0,2	22,3	...	...	—	2,1	13,0	1,4	...	43,5
(Actions et parts) ...	(264,6)	(1,5)	(...)		(...)	...	(1,2)	(—)	(0,5)	(5,8)	(...)	(...)	(...)	(273,6)
Total ...	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	0,5	655,9	
Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—		—			0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,3
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4		—			...	1,0	—	0,3		0,2	...	1,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,1					...	0,3	—	...	...	...	...	1,6
	Obligations accessibles à tout placeur ...	21,0	0,6				...	3,5	4,5	1,0	5,0	5,1	1,0	41,7
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3		0,2		...	1,2	4,5	...	1,7	5,0	0,8	14,7
	Autres emprunts à moyen et long terme ...				0,1		...	1,8	—	...	0,2	14,9	...	17,0
	Divers ...	7,8		6,1	0,7		...	2,0	...	...	...	0,1	1,6	18,4
(Actions et parts) ...	(1,0)		(16,8)	(8,0)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,6)	(0,9)	(28,0)	
Total ...	29,3	0,9	6,1	1,0	...	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	2,5	95,5	
Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers ...	1,9		—	1,3		...	52,3	...	...	...	...	7,1	62,6
	Certificats à court terme ...		1,5	—	0,2		...	46,7	5,1	8,2	...	8,9	5,0	96,5
	Obligations accessibles à tout placeur ...	147,8	3,1	—	2,2	1,9	...	8,9	62,9	4,1	37,2	48,2	14,0	331,7
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—		—			...	12,5	67,9	...	3,3	2,1	0,4	86,8
	Divers ...		0,6	—		1,4	...	0,7	1,7	...	...	0,7	0,1	5,3
Total ...	149,7	5,2	—	3,7	3,3	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	14,1	582,9	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—		—			...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						...	10,0	—	...	...	...	...	10,0
	Obligations accessibles à tout placeur ...	24,6	0,5		0,3		...	0,5	4,2	1,4	4,3	9,7	1,5	47,0
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—					...	0,5	1,8	...	14,2	1,9	...	18,7
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		6,0				...	...	—	4,3	...	83,0	...	93,3
	Divers ...	2,6	0,6	1,5			...	...	—	...	...	0,2	4,4	9,4
Total ...	27,2	7,1	1,5	0,3	...	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	4,8	178,5	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	8,3		—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	8,3
	Obligations accessibles à tout placeur ...						...	0,2	...	...	0,1	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—					...	0,9	...	0,8	13,0	0,4	2,5	17,6
	Divers ...	25,0		0,6		0,9	...	...	...	0,6	2,4	...	7,0	36,5
Total ...	33,3		0,6		0,9	0,2	0,9	...	1,4	15,5	0,4	9,5	62,7	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—		—			—	1,2	...	...	...	...	...	1,2
	Acceptations et effets commerciaux ...			—			—	28,4	—	1,5		2,2	2,4	34,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						—	13,9	—	0,1		...	...	14,0
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...						—	180,3	—	...		...	...	180,3
	Obligations ...	8,7				0,1	—	6,2	0,9	0,4	3,8	0,2	...	20,3
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—		15,1	—	—	—	10,3	—	—	—	—	—	25,3
	Divers ...		2,1	8,0		0,8	—	0,2	—	...	0,5	0,5	...	12,1
	(Actions et parts) ...		(0,2)	(0,5)			(—)	(2,3)	(—)	(0,3)	(1,5)	(—)	(...)	(4,8)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	341,1	2,0	4,0	21,4	1,0	—	—	—	3,9	2,4	0,8	...	376,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	5,2	2,7	...	0,2	...	...	0,1	8,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	149,2	—	—	—	—	—	—	149,2
	Dépôts en devises des résidents	8,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,8
	Dépôts sur livrets des résidents	71,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,3
	Dépôts à terme des résidents	54,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	22,2	...	—	—	0,4	...	22,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	16,2	...	...	...	...	...	—	—	...	0,3	...	...	16,5
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	19,9	20,3
	(Actions et parts)	(17,2)	...	(0,2)	...	...	...	(0,7)	...	(0,1)	(0,1)	...	...	(18,3)
Total ...		492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	154,4	24,9	...	4,1	2,7	1,2	20,0	727,9
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,2	...	—	...	...	...	...	1,2
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,9	—	2,0	—	...	—	8,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
Total ...		—	...	2,8	...	...	1,2	6,9	—	2,0	...	...	0,1	13,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	6,7	...	...	0,1	2,2	...	—	...	1,6	0,5	...	...	11,1
	Dépôts sur livrets	218,1	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	0,3	...	218,6
	Dépôts à terme	1,6	1,5	...	...	3,2	...	—	...	1,5	0,3	1,3	...	9,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	28,7	...	...	...	...	...	—	0,4	0,8	0,1	...	...	30,0
	Réserves mathématiques dessociétés de capitalisation	0,8	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	0,8
	Divers	7,2	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	2,8	10,2
	(Actions et parts)	(3,2)	...	...	...	...	...	...	...	(0,1)	...	...	...	(3,3)
Total ...		263,1	1,5	...	0,3	5,4	...	0,1	...	0,5	3,9	0,9	4,4	280,1
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33,0
	Réserves mathématiques	198,6	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	—	216,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	0,5
	Divers	13,7	...	0,6	...	1,8	...	...	...	...	...	...	3,4	19,5
Total ...		245,3	...	0,6	...	1,8	18,1	...	...	...	0,5	...	3,4	269,7
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,0	...	...	0,1	0,1	...	0,2	—	...	...	...	...	4,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,3	...	0,1	0,4	0,1	...	...	0,9
	Dépôts sur livrets	12,2	—	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	12,2
	Dépôts à terme	3,3	1,1	...	3,7	2,6	0,8	0,8	—	0,9	1,0	0,1	0,7	15,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,5	—	2,2	...	0,2	...	2,9
	Obligations accessibles à tout placeur	122,2	0,3	...	0,4	3,7	0,1	18,3	0,6	14,9	27,3	1,7	...	189,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	5,4	2,2	...	5,8	23,2	...	2,7	40,5
	Divers	5,8	...	15,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	10,4	32,1
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...		147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	13,8	297,5
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		...	3,6	5,0	...	1,6	...	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	—	53,1
	(13) = (1) à (12)	1.424,2	26,5	61,6	31,1	45,4	233,5	755,9	14,3	298,0	237,6	301,0	75,5	3.504,7

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)													
Monnaie	348,7	2,3	4,1	26,1	1,0	—	—	...	1,3	2,0	0,9	...	386,3
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	4,0	5,7	...	...	...	0,2	...	9,9
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	201,6	—	—	—	—	—	—	201,6
Dépôts en devises des résidents	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	14,7
Dépôts sur livrets des résidents	73,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	73,3
Dépôts à terme des résidents	75,5	—	—	...	—	—	—	—	...	...	0,7	...	76,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	29,7	...	—	—	...	...	29,7
Obligations (y compris les bons de caisse)	20,4	...	...	...	...	—	—	...	...	0,5	...	...	21,0
Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	25,7	26,2
(Actions et parts)	(19,5)	...	(0,2)	...	...	...	(1,4)	...	(0,3)	(0,1)	...	...	(21,5)
Total ...	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	25,7	838,9
Fonds des Rentes (8)													
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,3	...	—	0,2	...	...	0,1	0,6
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	5,4	—	2,7	—	0,2	—	8,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	0,2	11,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Dépôts à vue	7,3	...	...	0,2	2,7	...	...	—	...	2,1	0,2	...	12,6
Dépôts sur livrets	233,5	...	—	0,2	...	...	...	—	...	...	...	...	233,8
Dépôts à terme	1,7	1,4	...	0,1	4,0	...	...	—	...	2,4	0,5	1,4	11,4
Obligations (y compris les bons de caisse)	36,8	...	...	...	...	...	...	—	0,5	1,1	...	...	38,4
Réserves mathématiques dessociées de capitalisation	1,1	—	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	1,1
Divers	7,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	11,2
(Actions et parts)	(3,6)	...	...	...	...	...	...	...	(0,2)	...	...	...	(3,8)
Total ...	288,0	1,4	...	0,5	6,7	...	0,1	...	0,6	5,6	0,7	4,9	308,4
Organismes d'assurance-vie et accu-du-travail, fonds de pension (10)													
Réserves de sécurité sociale	32,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,2
Réserves mathématiques	213,7	—	—	—	—	19,5	—	—	—	—	—	—	233,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	0,3
Divers	14,7	...	0,7	...	1,3	0,2	...	...	...	...	...	2,1	19,1
Total ...	260,6	...	0,7	...	1,3	19,7	...	...	...	0,3	...	2,1	284,8
Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
Dépôts à vue	4,7	...	...	0,4	...	...	0,1	—	...	0,1	...	...	5,3
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,9	0,6	...	2,1	...	...	...	4,6
Dépôts sur livrets	12,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	12,8
Dépôts à terme	4,5	0,9	...	4,2	3,2	1,4	1,6	—	0,4	1,3	0,1	0,7	18,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,9	—	3,2	...	0,2	...	4,4
Obligations accessibles à tout placeur	135,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	20,3	0,7	15,6	27,1	1,9	...	206,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	14,4	4,5	...	6,7	24,1	...	2,9	54,0
Divers	6,9	...	16,0	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	...	31,8
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)
Total ...	164,7	1,2	16,0	5,0	8,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	12,1	337,0
Secteurs indéterminés et instruments (12)													
		4,5	...	...	3,0	...	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	—	55,5
(13) = (1) à (12)													
Total des créances	1.547,0	29,7	62,6	37,3	52,7	298,7	871,3	13,3	327,1	249,5	340,3	77,1	3.906,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Fonds des Rentes (8)												
		Organismes monétaires (7)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
		(1) à (12) = (13)												
	Monnaie	+ 7,6	+ 0,3	+ 0,1	+ 4,8	...	...	...	...	- 2,6	- 0,4	...	+ 9,8	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	- 1,2	+ 3,1	- 0,1	- 0,1	...	+ 1,7	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	+ 52,4	—	—	—	—	+ 52,4	
	Dépôts en devises des résidents	+ 6,0	...	...	...	...	...	—	—	—	—	...	+ 6,0	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 1,9	...	...	...	...	...	—	—	—	—	...	+ 1,9	
	Dépôts à terme des résidents	+ 21,1	...	...	...	...	...	—	—	—	...	+ 0,7	+ 21,8	
	Engagements non rangés ailleurs	—	...	...	...	...	...	—	+ 7,5	...	—	- 0,4	+ 7,1	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,2	...	...	...	...	...	—	—	...	+ 0,2	...	+ 4,4	
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 5,8	
	(Actions et parts)	(+ 2,4)	...	(...)	...	...	...	...	(+ 0,7)	...	(...)	...	(+ 3,3)	
	Total ...	+ 40,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 4,8	...	...	+ 51,2	+ 10,5	...	- 2,7	+ 0,6	+ 5,7	+ 111,0
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	- 0,9	...	—	+ 0,2	...	+ 0,1	
	Certificats à court terme	—	—	—	...	...	...	...	- 1,4	—	+ 0,7	...	- 0,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Total ...	—	...	...	...	...	...	- 0,9	- 1,4	—	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,1	- 1,1
	Dépôts à vue	+ 0,6	...	...	+ 0,1	+ 0,5	...	...	—	...	+ 0,6	- 0,3	...	+ 1,5
	Dépôts sur livrets	+ 15,5	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	- 0,2	+ 15,3
	Dépôts à terme	+ 0,2	- 0,1	...	...	+ 0,7	...	...	—	...	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 1,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	—	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	...	+ 8,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,3	—	...	—	—	...	—	—	—	—	—	—	+ 0,3
	Divers	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,7	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)	...	...	...	(+ 0,5)
	Total ...	+ 24,9	- 0,1	...	+ 0,1	+ 1,2	...	...	...	+ 0,2	+ 1,6	- 0,2	+ 0,5	+ 28,3
	Réserves de sécurité sociale	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,7
	Réserves mathématiques	+ 15,1	—	—	—	—	—	+ 1,3 ⁶	—	—	—	—	—	+ 16,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1
	Divers	+ 1,0	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 1,3	- 0,5
	Total ...	+ 15,4	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 1,5	...	...	...	- 0,1	...	- 1,3	+ 15,1
	Dépôts à vue	+ 0,6	...	...	+ 0,3	...	...	- 0,1	—	...	+ 0,1	...	...	+ 0,9
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,6	+ 0,6	- 0,1	+ 1,7	- 0,1	...	...	+ 3,7
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,2	...	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,8	—	- 0,5	+ 0,3	...	- 0,1	+ 3,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 13,7	...	...	...	...	...	+ 0,4	—	+ 1,0	...	...	...	+ 1,4
	Obligations accessibles à tout placeur	—	...	...	...	- 0,1	...	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,7	- 0,2	+ 0,2	...	+ 16,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	+ 9,0	+ 2,3	...	+ 0,9	+ 1,0	...	+ 0,3	+ 13,4
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,5	...	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	+ 1,9	- 0,3
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
	Total ...	+ 17,2	- 0,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 11,1	+ 6,1	...	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,3	- 1,7	+ 39,5
		...	+ 0,9	- 4,9	...	+ 1,4	...	+ 2,6	...	+ 3,8	- 2,0	+ 1,1	—	+ 2,9
	Total des créances	+ 122,5	+ 3,2	- 1,3	+ 6,2	+ 7,3	+ 82,5	+ 115,6	- 1,0	+ 29,1	+ 11,8	+ 39,3	+ 1,6	+ 416,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969; pour l'année 1967, cf. le même

bulletin, XLIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1969; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLV^e année, vol. II, no 4, octobre 1970.

2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

5 Cf. rubriques 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	55,9	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	599,6	0,5	655,9
2. Paraétatiques d'exploitation	29,3	0,9	6,1	1,0	...	37,3	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	46,7	2,5	95,5
3. Etat (Trésor)	149,7	5,2	—	3,7	3,3	161,9	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	363,9	14,1	582,9
4. Secteur public non compris ailleurs	27,2	7,1	1,5	0,3	...	36,1	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	136,5	4,8	178,5
5. Sécurité sociale	33,3	...	0,6	...	0,9	34,8	0,2	0,9	...	1,4	15,5	0,4	18,2	9,5	62,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	267,6	15,9	10,4	5,2	26,9	326,0	53,2	440,0	11,8	254,9	167,3	290,9	1.164,9	31,4	1.575,5
7. Etranger	8,7	2,1	23,1	.....	0,9	34,8	—	240,5	0,9	2,0	4,3	2,9	250,6	2,4	287,8
8. Organismes monétaires	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	520,6	154,4	24,9	0,1	4,0	2,7	1,2	32,9	20,0	727,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,3	6,8	...	2,0	—	...	8,8	0,1	13,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	263,1	1,5	...	0,3	5,4	270,3	.....	0,1	...	0,5	3,9	0,9	5,4	4,4	280,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	245,3	...	0,6	...	1,8	247,7	18,1	...	...	...	0,5	...	0,5	3,4	269,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	176,3	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	100,8	13,8	297,5
13. Total des intermédiaires financiers	1.147,9	4,9	23,1	25,9	15,9	1.217,7	180,4	53,8	0,8	30,8	58,7	4,3	148,4	41,7	1.588,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	3,6	5,0	...	1,6	10,2	.....	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	42,9	—	53,1
15. Total des créances	1.424,2	26,5	61,6	31,1	45,4	1.588,8	233,5	755,9	14,3	298,0	237,6	301,0	1.606,8	75,5	3.504,7
16. Solde des créances et des dettes .	+ 768,3	— 69,0	— 521,3	— 147,4	— 17,3	+ 13,3	— 54,3	+ 28,0	+ 1,3	+ 17,9	— 32,1	+ 3,5	+ 18,6	+ 22,4	—

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
1. Entreprises et particuliers	32,7	2,7	2,9	0,2	28,1	66,6	...	195,6	—	192,2	83,1	186,2	657,1	1,1	724,7
2. Paraétatiques d'exploitation	30,5	1,1	6,8	0,9	...	39,3	10,1	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	54,4	2,3	106,2
3. Etat (Trésor)	162,0	6,0	—	4,2	3,7	175,9	44,2	252,0	8,3	49,1	52,0	23,1	384,5	8,9	613,5
4. Secteur public non compris ailleurs	30,2	8,1	1,8	0,3	...	40,4	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	152,8	3,3	197,4
5. Sécurité sociale	36,7	...	0,4	...	0,2	37,3	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,3	23,1	14,2	74,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	292,1	17,9	11,9	5,6	32,0	359,5	55,3	479,5	10,9	277,4	178,1	326,0	1.271,9	29,8	1.716,7
7. Etranger	8,8	2,5	26,8	.....	0,5	38,6	—	299,2	0,9	2,6	5,0	5,1	312,8	2,2	353,5
8. Organismes monétaires	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	566,5	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	41,0	25,7	838,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	8,6	0,2	11,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	288,0	1,4	...	0,5	6,7	296,6	.....	0,1	...	0,6	5,6	0,7	7,0	4,9	308,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	260,6	...	0,7	...	1,3	262,6	19,7	...	...	...	0,3	...	0,3	2,1	284,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	164,7	1,2	16,0	5,0	8,1	195,0	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	112,1	12,1	337,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.246,0	4,9	23,9	31,6	17,1	1.323,5	243,3	69,0	0,7	33,0	61,1	5,2	169,0	45,0	1.781,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,5	...	...	3,0	7,5	.....	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	47,9	—	55,5
15. Total des créances	1.547,0	29,7	62,6	37,3	52,7	1.729,3	298,7	871,3	13,3	327,1	249,5	340,3	1.801,5	77,1	3.906,7
16. Solde des créances et des dettes	+ 822,3	- 76,5	- 550,9	- 160,1	- 22,2	+ 12,6	- 54,8	+ 32,4	+ 1,4	+ 18,7	- 35,3	+ 3,3	+ 20,5	+ 21,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1969

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 5,5	...	+ 0,7	...	+ 5,4	+ 11,6	+ 19,6	+ 15,2	—	+ 17,2	+ 4,1	+ 20,9	+ 57,4	+ 0,6	+ 89,2
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,7	...	...	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,1	— 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,4	+ 7,6	— 0,2	+ 10,6
3. Etat (Trésor)	+ 12,3	+ 0,8	—	+ 0,5	+ 0,4	+ 14,0	— 1,1	+ 20,5	— 0,9	+ 0,5	+ 1,0	— 0,4	+ 20,7	— 5,2	+ 28,3
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,3	...	...	+ 4,3	— 0,2	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,3	+ 9,3	+ 16,2	— 1,5	+ 18,9
5. Sécurité sociale	+ 3,3	...	— 0,2	...	— 0,7	+ 2,4	...	+ 0,4	...	— 0,3	+ 4,9	— 0,1	+ 4,9	+ 4,7	+ 12,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 25,3	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,5	+ 5,1	+ 34,3	+ 19,6	+ 39,5	— 1,0	+ 22,5	+ 10,7	+ 35,1	+ 106,8	— 1,6	+ 159,1
7. Etranger	— 1,1	+ 0,4	+ 1,4	.....	— 0,4	+ 0,3	—	+ 58,4	...	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,2	+ 61,8	— 0,2	+ 62,0
8. Organismes monétaires	+ 40,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 4,8	...	+ 46,0	+ 51,2	+ 10,5	...	— 2,7	— 0,2	+ 0,6	+ 8,2	+ 5,7	+ 111,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	— 0,9	— 1,4	—	+ 0,9	...	+ 0,2	— 0,3	+ 0,1	— 1,1
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 24,9	— 0,1	...	+ 0,1	+ 1,2	+ 26,1	.....	...	...	+ 0,2	+ 1,6	— 0,2	+ 1,6	+ 0,5	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,4	...	+ 0,1	...	— 0,5	+ 15,0	+ 1,5	...	...	...	— 0,1	...	— 0,1	— 1,3	+ 15,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,2	— 0,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 18,7	+ 11,1	+ 6,1	...	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,3	+ 11,4	— 1,7	+ 39,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 98,2	...	+ 0,8	+ 5,7	+ 1,1	+ 105,8	+ 62,9	+ 15,2	...	+ 2,3	+ 2,4	+ 0,9	+ 20,8	+ 3,3	+ 192,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,9	— 4,9	...	+ 1,4	— 2,6	...	+ 2,6	...	+ 3,8	— 2,0	+ 1,1	+ 5,5	—	+ 2,9
15. Total des créances	+ 122,5	+ 3,2	— 1,3	+ 6,2	+ 7,3	+ 137,9	+ 82,5	+ 115,6	— 1,0	+ 29,1	+ 11,8	+ 39,3	+ 194,8	+ 1,6	+ 416,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,3	— 7,4	— 29,6	— 12,7	— 4,8	— 21,2	+ 20,5	+ 4,6	+ 0,1	+ 0,8	— 3,3	— 0,2	+ 2,0	— 1,3	—

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publiques 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
		(1)	(2)	(3)			(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)			(11)	(12)	(13)	(14)
1963	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	- 11,4	- 9,9
1964	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,5	243,1	17,3	198,4	210,9	8,7	22,5	- 19,0	- 17,6
Septembre	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	242,6	18,6	195,8	206,7	9,2	26,3	- 20,3	- 26,1
Décembre	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	...	558,4	97,6	257,0	20,5	198,6	210,4	4,2	27,9	- 22,4	- 25,0
Juin	410,8	157,5	13,5	...	581,8	102,0	260,3	22,2	207,9	218,0	6,3	27,1	- 23,4	- 20,6
Septembre	399,2	165,6	12,9	...	577,7	103,6	252,4	25,0	207,7	218,3	6,3	30,7	- 24,2	- 23,8
Décembre	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,4	- 25,6	- 27,3
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	245,6	25,1	223,9	234,4	3,9	39,2	- 27,3	- 21,1
Juin	451,3	181,1	10,0	...	642,4	125,9	261,9	27,0	231,6	242,3	5,9	39,0	- 28,4	- 20,5
Septembre	446,8	190,8	10,4	...	648,0	129,4	p 264,6	p 28,4	235,2	246,0	4,4	p 40,8	- 29,5	p - 25,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire. des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les

écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3 septembre 1967. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII. — Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	3,5	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	15,6	9,8	4,7	7,1	0,2	1,9	0,2	0,8	0,2	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	29,3	35,6	36,5	33,9	41,5	39,0	42,2	37,1	42,4	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	0,1	...	0,1	...	...	0,2	0,1	0,1	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	124,5	129,2	131,3	137,1	139,7	144,4	154,0	160,8	171,4	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	16,0	15,5	15,8	15,9	15,7	13,2	6,6	15,8	13,5	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,3	2,2	2,1	1,9	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,9	1,0	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	4,3	1,9	0,6	1,9	...	1,5	...	...	4,4
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	11,3	6,9	3,0	3,2	1,8	3,2	2,6	1,3	1,2	
c) avances .....	—	—	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	2,0	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,8	...	...	...	0,3	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,3	58,4	59,5	56,2	64,3	55,9	51,6	45,5	58,5	
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	9,9	0,7	0,8	0,6	0,8	1,0	1,0	1,5	8,4	3,5
Total des engagements envers l'étranger ...	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	10,1	0,9	1,0	0,8	1,0	1,3	1,4	1,8	8,7	3,8
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,6	4,9	5,2	5,3	4,8	5,0	5,4	5,8	5,4	5,3
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,1	1,0	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	0,1	0,1	1,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	177,8	178,1	173,3	181,9	178,7	183,2	177,9	193,3	190,7	196,5
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ .	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,6	0,4	0,5	0,4	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	1,7	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	63,4	64,4	67,2	63,7	72,6	65,1	65,5	57,8	76,2	55,5
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	28-2-71	31-3-71	30-4-71	31-5-71	30-6-71	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72	
A. Créances sur l'Étranger :																					
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	73,4	73,3	75,1	79,6	79,2	80,0	79,2	78,6	78,2	78,2	77,2	77,2	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	25,8	23,2	21,3	19,8	25,8	25,0	29,9	29,9	30,0	30,0	30,0	30,0	
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	10,2	13,7	15,0	15,0	17,8	17,8	17,8	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3	23,7	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	0,2	0,2	2,0	2,4	0,8	4,4	1,4	0,2	9,7	4,3	5,8	5,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	42,9	42,2	43,4	47,7	37,1	41,7	42,6	42,4	38,2	38,1	35,0	36,1	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	156,0	154,0	156,9	167,4	160,8	168,9	173,4	171,4	176,4	170,9	168,3	172,4	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'État ³ :																					
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	0,7	6,6	6,2	0,3	15,8	5,9	3,3	13,5	...	...	4,9	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	2,3	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1	1,9	2,1	2,1	1,9	2,1	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	...	...	0,6	0,6	...	3,1	0,3	...	2,9	3,0	4,4	1,7
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	3,0	2,6	2,4	2,5	1,3	2,4	1,3	1,2	4,3	2,3	4,9	3,8	
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	0,1	...	...	0,1	0,3	0,3	0,2	...	0,2	0,3	0,3	0,3
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,8	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	55,9	51,6	53,8	58,0	45,5	49,3	52,7	58,5	53,7	51,9	41,9	41,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	253,7	252,9	258,0	266,9	261,7	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes moné-

taires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	28-2-71	31-3-71	30-4-71	31-5-71	30-6-71	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	0,9	1,0	1,3	1,3	1,5	1,2	3,5	8,4	8,0	5,8	3,5	2,0
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	1,3	1,4	1,6	1,6	1,8	1,5	3,8	8,7	8,3	6,1	3,8	2,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,1	5,4	5,1	5,6	5,8	5,5	5,5	5,4	4,9	5,7	5,3	5,3
2. Autres :																				
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	1,8	3,7	0,1	...	...	...	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	...	0,8	0,1	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,0	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	178,2	177,9	184,2	188,8	193,3	194,8	190,2	190,7	191,1	188,8	196,5	191,3
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	1,1	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,7	—	0,1
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	68,0	65,5	66,6	70,5	57,8	64,0	65,6	76,2	66,2	65,4	55,5	58,8
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	253,7	252,9	258,0	266,9	261,7	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5c

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0
b) sur les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat :																
a) à un an au plus	42,9	48,0	47,1	48,5	48,8	57,4	52,6	62,1	63,9	61,7	54,4	64,9	59,5	62,8	60,0	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur ...	5,7	5,7	6,3	6,5	6,6	6,3	6,4	6,7	6,9	7,1	7,1	6,9	6,8	7,4	7,1	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,0	11,5	11,4	8,4	9,5	11,9	14,5	9,5	11,3	11,9	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,5	0,4	0,8	0,1	0,1	1,5	1,2	0,1	0,6	0,9	0,3	...	0,2	
b) effets commerciaux	0,6	0,4	0,5	0,5	1,2	1,3	1,2	1,3	1,3	1,8	1,1	1,1	1,5	1,1	1,3	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,4	0,5	0,3	0,5	...	...	...	...	2,0	2,0	...	...	2,0	2,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,3	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
D. Autres	3,0	2,4	2,9	4,9	4,0	4,6	3,4	3,0	2,1	4,0	3,5	1,0	5,4	5,5	4,5	
TOTAL DE L'ACTIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	76,6	88,4	86,0	87,8	83,3	94,0	86,1	94,0	89,4	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.O. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	
Total des engagements envers l'étranger	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	3,1	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	2,1	10,1	6,6	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	6,0	6,4	6,6	6,9	6,5	6,6	6,8	7,0	7,0	7,2	7,3	7,5	7,5	7,7	7,9	
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	33,0	36,0	37,9	41,9	39,5	46,8	43,8	44,8	44,8	48,3	46,0	50,7	46,7	52,2	49,5	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	22,0	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2	1,1	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	76,6	88,4	86,0	87,8	83,3	94,0	86,1	94,0	89,4	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-8-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	0,6	0,6	1,4	1,9	2,3	6,1	7,7	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	2,7	4,8	5,2	5,6	6,4	6,4	6,7	6,5	8,8	9,7	13,5	12,6	13,2	17,3	15,9	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	23,4	29,0	36,7	52,6	60,1	85,6	136,8	134,4	133,0	173,3	171,0	198,1	218,4	227,4	221,2	
b) en francs belges	4,5	5,5	6,9	8,3	11,3	18,2	21,5	19,9	20,1	20,5	21,4	20,8	22,8	24,8	25,5	
Total des créances sur l'étranger ...	31,2	39,9	50,2	68,4	80,1	116,3	172,7	168,1	167,7	212,9	215,9	246,1	272,2	287,6	283,8	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	2,8	2,9	3,4	3,4	3,9	4,4	4,6	4,8	5,1	5,2	4,7	5,0	5,4	5,7	5,3	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,1	0,9	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	2,5	0,1	
b) sur les organismes publics	3,0	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	2,1	10,1	6,6	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	
c) sur les banques de dépôts	4,7	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	19,9	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	22,7	24,6	28,8	34,0	34,9	28,1	39,5	37,1	39,5	41,3	39,4	28,0	25,9	22,7	p 28,1	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	29,8	30,6	37,4	37,9	44,7	54,0	59,6	61,5	62,7	66,2	66,8	71,3	78,4	86,2	p 87,4	
— autres	23,9	24,6	26,8	30,7	33,4	33,9	31,9	32,5	31,7	31,6	32,5	33,8	32,1	31,0	p 32,6	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	0,3	0,3	0,6	0,6	1,1	1,9	1,9	1,6	1,6	p 1,2	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,7	0,9	2,0	3,7	3,7	4,7	8,3	8,0	8,1	9,3	10,8	10,9	p 11,9	
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,6	2,3	2,5	2,3	2,6	2,9	2,4	2,4	2,4	2,3	p 2,3	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	2,4	5,6	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	3,9	5,8	7,4	9,1	6,3	10,7	12,5	12,3	
b) effets commerciaux	37,7	41,4	45,6	55,5	64,6	67,1	74,9	82,3	84,2	87,4	85,5	91,7	89,7	91,2	90,7	
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,0	100,1	99,4	102,5	106,2	109,5	114,8	119,2	125,2	129,6	
d) à un an au plus ² .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,2	1,4	1,8	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	p 1,8
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	4,4	4,2	4,7	4,7	6,7	6,8	7,2	p 7,2	
— autres	1,0	2,0	1,8	2,0	3,0	3,7	4,1	4,6	4,2	4,2	4,3	6,0	6,8	7,4	p 7,6	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,8	7,4	4,7	4,3	4,2	6,8	6,2	5,4	4,2	6,3	8,2	6,4	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,2	0,4	0,2	1,0	1,0	2,1	1,7	2,2	2,1	1,7	1,9	2,8	4,4	3,0	p 5,8	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,0	19,0	20,2	22,3	22,8	23,5	27,3	29,0	30,6	p 31,7	
— autres	0,5	0,7	0,9	1,4	2,0	2,2	4,5	4,2	4,6	5,2	5,4	6,0	6,2	6,5	p 3,6	
D. Autres	31,7	36,2	43,3	49,0	50,1	59,6	64,7	62,4	63,4	67,9	73,5	71,4	78,0	86,8	p 87,1	
TOTAL DE L'ACTIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	621,6	633,2	644,0	711,7	728,7	776,3	816,4	854,4	867,3	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,8	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5	255,8	259,6	254,0
b) en francs belges ¹	16,9	18,1	20,6	24,3	29,8	38,7	31,8	34,7	37,8	41,7	45,7	50,2	56,6	61,0	63,6
Total des engagements envers l'étranger	51,3	64,0	75,9	102,6	119,1	152,6	201,6	204,3	202,1	248,3	253,1	286,7	312,4	320,6	317,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,6	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	19,9	20,1	18,9	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	78,5	86,3	95,1	103,6	113,1	122,8	122,8	130,3	137,6	144,6	142,0	151,5	159,2	167,6	170,0
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	25,8	29,5	37,4	42,4	50,4	56,3	69,1	77,7	83,9	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	29,2	35,6	40,0	46,6	57,4	69,4	73,2	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	15,3	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	20,3	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6	27,3	28,4	29,6
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,2	0,3	1,4	2,8	0,4	1,2	0,8	1,5	0,7
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,3	53,0	61,2	69,4	74,7	87,1	99,0	93,2	93,3	98,3	105,5	105,6	102,4	112,8	113,8
TOTAL DU PASSIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	621,6	633,2	644,0	711,7	728,7	776,3	816,4	854,4	867,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.F.B.I.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	3,5	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	
3. Obligations	0,7	0,7	1,5	2,0	2,4	6,1	7,7	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,0	9,2	12,0	13,3	14,7	20,7	22,4	18,2	15,3	18,0	16,0	18,0	14,3	18,1	17,0	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	44,9	56,0	58,6	74,0	96,2	103,7	166,1	170,0	169,5	207,2	212,5	237,1	260,6	264,5	263,6	
b) en francs belges	6,0	7,0	8,4	9,8	14,3	18,5	21,6	19,9	20,2	20,5	21,4	21,0	22,9	24,9	25,5	
Total des créances sur l'étranger ...	134,4	155,7	174,0	193,9	218,2	240,5	297,3	299,2	300,8	351,2	357,9	394,0	427,1	448,4	456,1	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,0	5,2	5,6	5,6	5,2	5,3	5,9	6,1	5,8	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,1	0,9	1,0	0,1	0,1	1,2	2,2	2,5	1,1	
b) sur les organismes publics	3,1	6,6	5,9	6,2	5,9	5,9	3,3	10,3	6,8	3,5	4,7	7,8	5,1	3,0	3,1	
c) sur les banques de dépôts	5,0	5,2	5,1	6,2	8,1	13,9	20,1	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8	29,8	32,4	34,4	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	74,9	82,4	84,9	92,1	86,4	100,8	108,1	114,7	119,2	118,9	109,5	106,1	92,0	101,3	p 101,6	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,8	38,7	46,2	47,1	54,0	62,9	68,6	70,7	72,1	75,8	76,4	80,5	87,4	95,7	p 96,4	(7)
— autres	57,9	58,6	60,8	64,7	67,4	67,9	65,9	66,5	65,7	65,6	66,5	67,8	66,1	65,0	p 66,6	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,3	11,8	12,0	9,0	10,6	13,8	16,4	11,1	12,9	p 13,1	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,7	1,1	1,3	2,5	4,2	4,3	5,3	8,9	8,6	8,7	9,9	11,5	11,8	p 12,9	(8)
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,5	2,3	2,5	2,3	2,6	2,9	2,4	2,4	2,4	2,3	p 2,3	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,6	6,1	8,7	11,7	8,5	6,1	8,3	7,3	7,6	9,4	9,7	8,7	11,0	12,5	12,5	(9)
b) effets commerciaux	41,8	44,4	49,0	59,9	70,8	78,4	87,4	90,5	88,5	92,4	88,4	96,0	93,8	93,6	93,2	(9)
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,1	100,1	99,4	102,5	106,2	109,5	115,0	119,2	125,5	129,6	(9)
d) à un an au plus ⁴ .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,2	1,4	1,8	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	p 1,8	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	4,7	4,5	5,0	5,0	7,2	7,3	7,6	p 7,7	(14)
— autres	1,2	2,4	2,3	2,3	3,5	3,7	4,1	4,6	4,2	6,2	6,3	6,0	6,8	9,4	p 9,6	(14)
1. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	7,4	7,8	4,7	4,6	4,3	6,8	9,2	5,4	4,2	6,3	8,2	6,4	—	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	1,0	0,4	0,4	1,0	1,3	2,1	2,7	2,3	2,1	1,7	1,9	3,1	4,4	3,1	p 5,8	(12)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,1	19,1	20,3	22,5	23,0	23,7	27,5	29,3	30,9	p 32,1	(12)
— autres	0,6	0,8	1,0	1,5	2,1	2,3	4,6	4,3	4,7	5,3	5,5	6,1	6,3	6,5	p 3,6	(12)
D. Autres	71,1	78,8	82,4	92,3	107,9	101,4	126,4	123,8	125,0	128,1	141,3	128,3	135,0	137,8	p 150,1	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	954,8	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le chiffre est compris

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) :

XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968).

⁴ Autres que des effets commerciaux.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,8	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5	255,9	259,6	254,0	
b) en francs belges ¹	20,6	21,6	23,6	26,2	31,6	40,3	42,0	35,8	38,7	42,4	46,6	52,5	53,5	62,6	72,3	
Total des engagements envers l'étranger	55,2	67,7	79,1	104,7	121,1	154,4	212,0	205,6	203,2	249,2	254,2	289,3	314,7	322,5	326,6	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,0	5,2	5,6	5,6	5,1	5,3	5,8	6,1	5,8	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	1,2	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	2,0	3,7	1,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres :	10,0	11,7	12,3	13,3	15,7	19,0	22,1	31,2	26,5	26,7	29,6	37,1	35,1	31,8	37,3	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	153,7	163,7	173,4	178,7	180,1	185,4	184,6	185,1	180,3	189,1	186,0	190,7	185,4	201,0	198,6	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	112,0	122,9	133,4	146,0	153,0	170,4	167,2	175,5	182,9	193,3	188,6	202,6	206,4	220,3	220,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	22,0	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,8	29,5	35,4	42,4	50,4	56,3	69,1	77,7	83,9	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	29,2	35,6	42,0	46,6	57,4	69,4	73,2	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2	(2)
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	15,3	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	20,3	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6	27,3	28,4	29,6	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	1,9	1,1	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,2	0,3	1,4	2,8	0,4	1,2	0,8	1,5	0,7	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	84,5	95,4	99,9	110,4	131,5	127,8	162,4	157,6	160,5	162,0	178,1	170,7	167,9	171,2	190,0	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	954,8	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans lequel la rubrique est comprise (6)

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

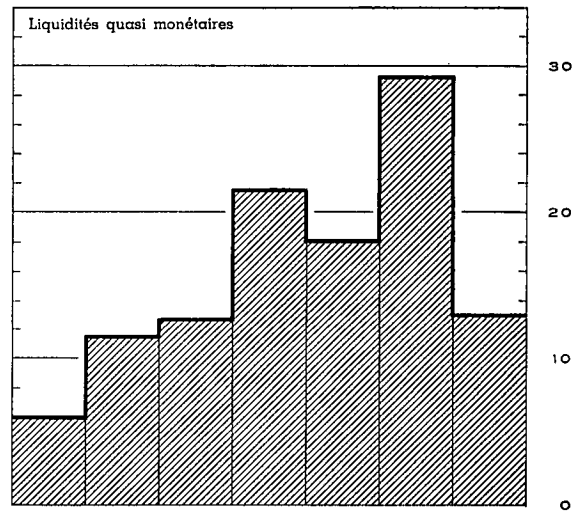
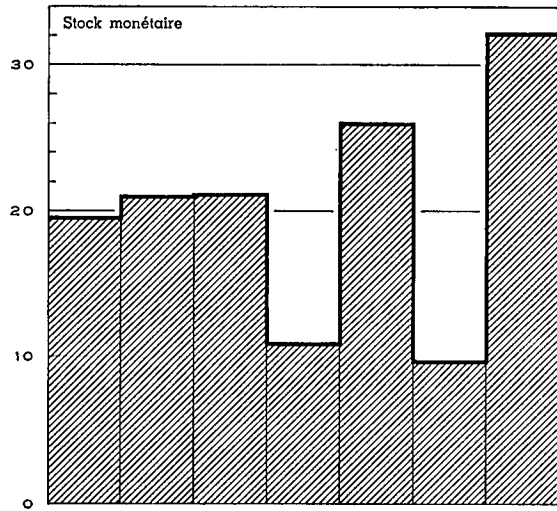
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

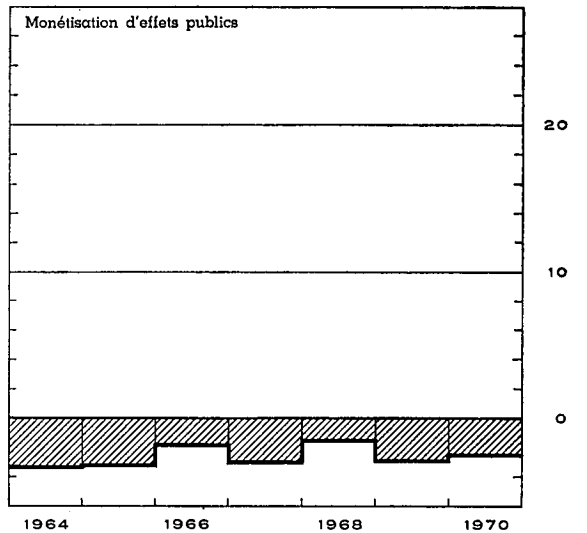
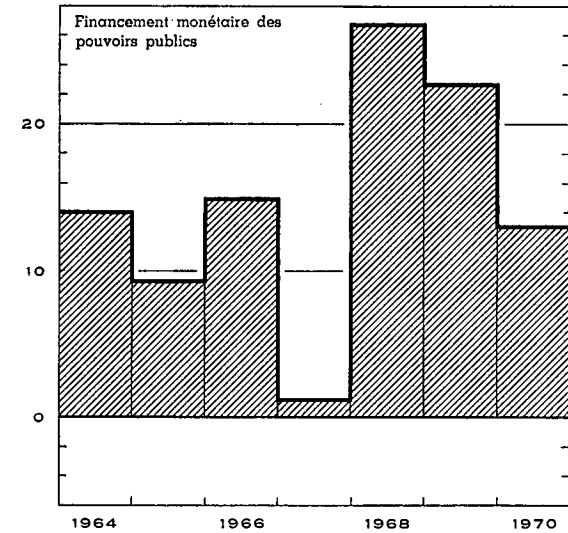
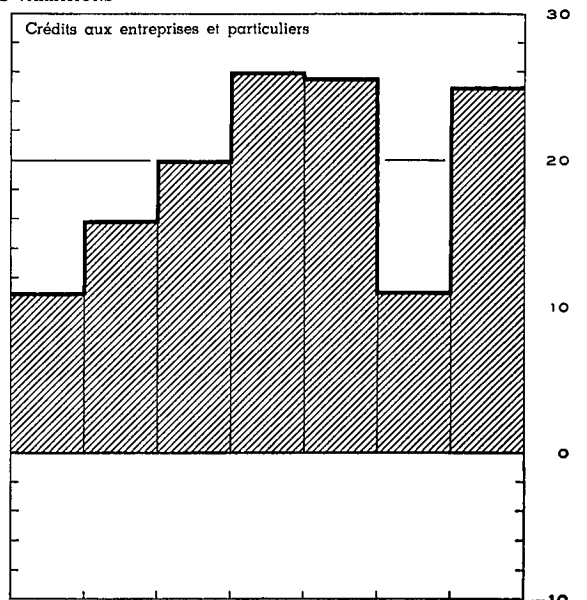
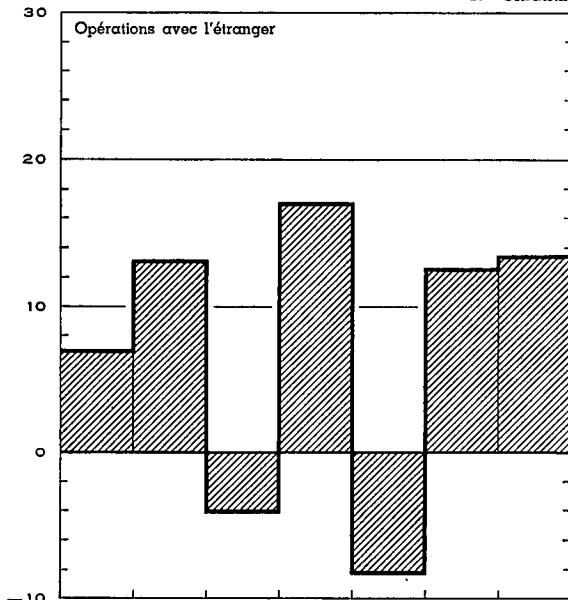
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES
(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



E. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédite à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particulières	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1964	+ 19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965	+ 21,1	+ 11,6	+ 32,7	+ 13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,4	- 4,6	- 0,4
1969 3 ^e trimestre	- 19,9	+ 9,4	- 10,5	- 2,9	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	- 4,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,9	+ 3,6	- 1,3	- 4,9
4 ^e trimestre	+ 12,4	+ 6,4	+ 18,8	+ 12,0	+ 0,7	- 2,3	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,1	- 1,1	...	- 0,7	+ 3,4
1970 1 ^{er} trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,0	- 1,3	- 1,6	+ 5,6	+ 0,9	- 0,6	- 1,2	+ 1,0	- 1,4	+ 1,9
2 ^e trimestre	+ 20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7,6	...	+ 1,8	+ 8,7	+ 1,3	- 0,8	- 2,3	- 0,8	- 1,0	+ 4,5
3 ^e trimestre	- 11,5	+ 7,4	- 4,1	+ 3,9	+ 0,3	- 2,6	- 0,6	- 9,9	+ 2,8	- 0,2	+ 2,6	+ 3,7	- 0,8	- 3,3
4 ^e trimestre	+ 19,2	- 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	- 0,3	+ 4,5	- 1,4	- 3,5
1971 1 ^{er} trimestre	- 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2,0	- 0,7	+ 2,3	- 8,9	- 3,6	- 0,4	- 2,5	+ 3,8	- 1,7	+ 9,6
2 ^e trimestre	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+ 13,3	+ 7,9	+ 3,1	- 0,3	+ 15,5	+ 2,1	- 0,3	- 0,6	- 0,3	- 1,1	+ 1,3
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 10,1	+ 5,6	p+ 8,0	+ 3,7	- 1,6	- 0,1	p- 2,2	p+ 1,4	p- 0,2	+ 0,8	p+ 1,8	- 1,2	p- 4,8

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1963	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Juin	6,8	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Septembre	6,8	182,5	184,7	22,0	0,6	43,0	123,6	167,2	189,2	373,9	49,4
Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Mars	7,0	178,5	180,3	26,9	0,5	43,8	138,6	182,9	209,8	390,1	46,2
Juin	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	46,0
Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Novembre	7,4	182,1	184,4	23,5	0,4	43,9	142,5	186,8	210,3	394,7	46,7
Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Janvier	7,5	182,1	184,8	24,9	0,6	51,0	152,9	204,5	229,4	414,2	44,6
Février	7,5	183,3	185,7	22,8	1,1	47,1	153,2	201,5	224,3	410,0	45,3
Mars	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Avril	7,6	189,3	191,8	24,5	0,4	55,4	155,4	211,2	235,7	427,5	44,9
Mai	7,7	194,4	196,5	27,8	0,4	49,4	163,0	212,8	240,6	437,1	45,0
Juin	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5
Juillet	7,8	200,3	202,6	27,7	0,4	51,8	164,2	216,4	244,1	446,7	45,4
Août	7,8	195,7	198,0	27,9	0,5	47,9	165,9	214,3	242,2	440,2	45,0
Septembre	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	44,4
Octobre	7,9	196,0	199,0	28,1	0,3	50,8	163,5	214,6	242,7	441,7	45,1
Novembre	8,0	194,5	196,8	28,4	0,4	49,0	166,6	216,0	244,4	441,2	44,6

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (8)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	État	Autres ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1964	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,2	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1969 3 ^e trimestre .	114,5	-29,2	85,3	- 7,0 ⁶	+ 4,0	- 3,0	- 1,0	...	+ 0,9	- 2,9	- 1,6	- 4,6
4 ^e trimestre .	128,3	-34,7	93,6	+13,4 ⁷	- 5,6	+ 7,8	- 1,9	...	- 2,3	+12,0	+ 7,5	+15,3
1970 1 ^{er} trimestre .	130,3	-32,7	97,6	- 1,5 ⁸	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,1	...	- 1,3	+ 1,8	+ 2,8	+ 3,4
2 ^e trimestre .	136,3	-34,3	102,0	+ 6,0	- 1,6	+ 4,4	+ 0,3	- 0,4	...	+ 4,5	+ 1,1	+ 5,5
3 ^e trimestre .	138,7	-35,1	103,6	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	+ 0,3	...	- 2,6	+ 3,9	+ 3,2	+ 4,8
4 ^e trimestre .	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 ⁶	- 3,3	+ 1,2	- 1,2	...	- 0,9	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,5
1971 1 ^{er} trimestre .	152,6	-40,2	112,4	+ 6,0 ⁸	- 1,9	+ 4,1	- 1,4	...	- 0,7	+ 6,2	p+ 1,1	p+ 5,2
2 ^e trimestre .	159,0	-33,1	125,9	+ 6,0 ⁹	+ 7,1	+13,1	- 3,3	...	+ 3,1	+13,3	p- 0,4	p+12,9
3 ^e trimestre .	162,7	-33,3	129,4	+ 3,7	- 0,1	+ 3,6	p- 2,8	p ...	- 1,6	p+ 8,0	p- 3,5	p+ 0,1

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parafiscs administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des

effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6 — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques					Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée 5			Crédits de caisse 4	Autres		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1963	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 Mars	27,4	14,0	20,0	16,0	124,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3
<i>Nouvelle série</i>											
Mars	26,6	13,0	20,8	16,0	125,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3
Juin	28,6	13,3	23,4	15,1	128,8	209,2	34,6	20,4	3,0	58,0	267,2
Septembre	27,2	14,1	24,0	15,6	124,4	205,3	33,1	25,6	3,0	61,7	267,0
Décembre	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970 Mars	28,6	14,7	23,2	13,3	128,2	208,0	33,0	23,3	1,7	58,0	266,0
Juin	28,8	15,9	23,7	15,9	132,1	216,4	36,1	29,6	1,4	67,1	283,5
Septembre	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	37,8	38,7	1,4	77,9	295,0
Décembre	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2
1971 Mars	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	40,1	50,6	0,7	91,4	323,3
Juin	30,8	18,3	24,6	21,0	146,0	240,7	40,6	54,2	1,4	96,2	336,9
Septembre	30,9	18,2	25,2	21,3	149,2	244,8	40,8	53,4	1,1	95,3	340,1

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Ayances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Ayances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 Juin	11,9	92,0	105,3	209,2	8,1	18,1	26,2	3,8	73,9	105,3	183,0	0,1
Septembre	11,5	93,7	100,1	205,3	7,6	18,9	26,5	3,9	74,8	100,1	178,8	...
Décembre	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970 Mars	10,7	94,8	102,5	208,0	4,9	11,2	16,1	5,8	83,6	102,5	191,9	0,6
Juin	12,8	97,5	106,1	216,4	5,4	10,3	15,7	7,4	87,2	106,1	200,7	0,2
Septembre	13,3	94,2	109,6	217,1	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
Décembre	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971 Mars	14,6	98,1	119,2	231,9	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1
Juin	17,4	98,1	125,2	240,7	5,0	6,9	11,9	12,4	91,2	125,2	228,8	...
Septembre	18,2	97,0	129,5	244,7	5,9	6,4	12,3	12,3	90,6	129,5	232,4	0,1

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969 Juin	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	0,1
Septembre	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...
Décembre	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970 Mars	18,7	16,3	23,0	58,0	9,8	7,0	16,8	8,9	9,3	23,0	41,2	...
Juin	20,0	17,6	29,5	67,1	10,3	8,1	18,4	9,7	9,5	29,5	48,7	...
Septembre	21,3	18,1	38,5	77,9	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
Décembre	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971 Mars	20,9	19,4	51,1	91,4	7,7	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...
Juin	22,3	19,5	54,4	96,2	4,9	7,1	12,0	17,4	12,4	54,4	84,2	...
Septembre	22,1	19,4	53,9	95,4	6,2	7,8	14,0	15,9	11,6	53,9	81,4	...

C. Total

1963	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	0,1
1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 Juin	34,8	107,6	124,8	267,2	24,3	26,6	50,9	10,5	81,0	124,8	216,3	0,2
Septembre	32,6	109,7	124,7	267,0	22,1	26,5	48,6	10,5	83,2	124,7	218,4	...
Décembre	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970 Mars	29,4	111,1	125,5	266,0	14,7	18,2	32,9	14,7	92,9	125,5	233,1	0,6
Juin	32,8	115,1	135,6	283,5	15,7	18,4	34,1	17,1	96,7	135,6	249,4	0,2
Septembre	34,6	112,3	148,1	295,0	12,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
Décembre	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971 Mars	35,5	117,5	170,3	323,3	11,6	16,2	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1
Juin	39,7	117,6	179,6	336,9	9,9	14,0	23,9	29,8	103,6	179,6	313,0	...
Septembre	40,3	116,4	183,4	340,1	12,1	14,2	26,3	28,2	102,2	183,4	313,8	0,1

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1963	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Mars	2,4	...	2,4	0,6	0,6	1,2	0,6	3,0	...	3,6
Juin	1,6	...	1,6	1,8	1,7	3,5	1,8	3,3	...	5,1
Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
Juin	1,3	0,3	1,6	...	0,1	0,1	...	1,4	0,3	1,7
Septembre	1,2	...	1,2	...	...	...	...	1,2	...	1,2
B. Crédits à l'étranger										
1963	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Mars	0,1	...	0,1	3,7	0,9	4,6	3,7	1,0	...	4,7
Juin	0,3	...	0,3	5,4	1,4	6,8	5,4	1,7	...	7,1
Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Juin	0,2	...	0,2	0,5	0,1	0,6	0,5	0,3	...	0,8
Septembre	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
C. Total										
1963	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0
Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Mars	2,5	...	2,5	4,3	1,5	5,8	4,3	4,0	...	8,3
Juin	1,9	...	1,9	7,2	3,1	10,3	7,2	5,0	...	12,2
Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8
Juin	1,5	0,3	1,8	0,5	0,2	0,7	0,5	1,7	0,3	2,5
Septembre	1,4	...	1,4	...	...	...	...	1,4	...	1,4

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
				(4) = (1) à (3) = (7) + (11)							(7) = (5) + (6)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—
1964	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 4	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 4	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Juin	11,9	93,5	105,5	210,9	4,4	8,4	12,8	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
Septembre	11,5	95,1	100,1	206,7	3,3	8,0	11,3	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
Décembre	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970 Mars	10,7	97,2	102,5	210,4	3,1	9,4	12,5	7,6	87,8	102,5	197,9	0,6
Juin	12,8	99,1	106,1	218,0	3,4	6,9	10,3	9,4	92,2	106,1	207,7	0,2
Septembre	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2
Décembre	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971 Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1
Juin	17,4	99,4	125,5	242,3	5,0	5,7	10,7	12,4	93,7	125,5	231,6	...
Septembre	18,2	98,2	129,5	245,9	5,7	5,1	10,8	12,5	93,1	129,5	235,1	0,1

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969 Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	0,1
Septembre	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
Décembre	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970 Mars	18,7	16,4	23,0	58,1	4,8	5,5	10,3	13,9	10,9	23,0	47,8	...
Juin	20,0	17,9	29,5	67,4	4,1	6,2	10,3	15,9	11,7	29,5	57,1	...
Septembre	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	...
Décembre	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971 Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	...
Juin	22,3	19,7	54,4	96,4	4,4	7,0	11,4	17,9	12,7	54,4	85,0	...
Septembre	22,1	19,6	53,9	95,6	5,5	7,5	13,0	16,6	12,1	53,9	82,6	...

C. Total

1963	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—
1964	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	0,1
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 4	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967 4	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 Juin	34,8	109,2	125,0	269,0	7,9	12,5	20,4	26,9	96,7	125,0	248,6	0,4
Septembre	32,6	111,4	124,7	268,7	6,0	12,0	18,0	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4
Décembre	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970 Mars	29,4	113,6	125,5	268,5	7,9	14,9	22,8	21,5	98,7	125,5	245,7	0,6
Juin	32,8	117,0	135,6	285,4	7,5	13,1	20,6	25,3	103,9	135,6	264,8	0,2
Septembre	34,6	113,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2
Décembre	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971 Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1
Juin	39,7	119,1	179,9	338,7	9,4	12,7	22,1	30,3	106,4	179,9	316,6	...
Septembre	40,3	117,8	183,4	341,5	11,2	12,6	23,8	29,1	105,2	183,4	317,7	0,1

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts (colonne (4) du tableau XIII-7) et par la Banque Nationale de Belgique (colonne (8) du tableau XIII-8).

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	75.947	73.519	77.207
Fonds Monétaire International :								
Participation						7.777	19.584	29.972
Prêts .....						...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....						...	10.246	20.270
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	83.724	103.349	127.449
Monnaies étrangères	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087	35.619	39.014	35.039
Monnaies étrangères et or à recevoir	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327	17.510	10.718	245
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	3.000	—	—	—	—
Accords internationaux :								
Union Européenne des Paiements	62	7	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :								
Participation	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278			
Prêts ²	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975			
Autres accords .....	...	6	...	...	120	...	140	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256	34.015	37.843	34.777
Effets de commerce	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694	18.639	6.488	15.084
Avances sur nantissement	625	34	338	345	572	47	188	319
Effets publics :								
Effets publics belges	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675	15.550	13.250	4.925
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	200	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	397	455	302	320	266	281	265	312
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514	3.633	3.728	3.832
Immeubles, matériel et mobilier	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064	2.105	2.161	2.192
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858	3.120	3.514
Divers	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919	1.746	1.982	993
	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728	256.248	262.682
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649	2.586	2.289
PASSIF								
Billets en circulation	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243	183.002	188.212	201.766
Comptes courants :								
Trésor public								
} compte ordinaire ...	5	18	12	2	4	25	23	19
} taxe exceptionnelle								
} de conjonct.	12	14	13	10	9	8	7	7
} compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	329	394	390	316	677	383	526	699
Comptes courants divers et valeurs à payer	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545	4.511	4.205	3.167
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	161	262	128	271	256	148	459	1.077
Autres accords	383	217	325	326	224	319	264	2.052
<i>Total des engagements à vue</i> ...	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958	188.396	193.696	208.787
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	3.545	7.022
Banques belges, réserve monétaire	1.253	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665	51.767	48.687	35.796
Caisse de Pensions du Personnel	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858	3.120	3.514
Divers	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908	3.022	3.415	3.502
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193	3.285	3.385	3.661
	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728	256.248	262.682
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649	2.586	2.289

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1963).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1970 9 novembre	1971 8 novembre	1970 7 décembre	1971 6 décembre	1971 4 janvier	1972 10 janvier	1971 8 février	1972 7 février
ACTIF								
Encaisse en or	76.408	78.205	76.369	78.189	73.479	77.186	73.402	77.189
Fonds Monétaire International :								
Participation	16.734	29.972	16.734	29.972	19.584	29.972	25.834	29.972
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	4.696	20.270	4.696	20.270	13.723	23.715	13.723	23.715
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	97.838	128.447	97.799	128.431	106.786	130.873	112.959	130.876
Monnaies étrangères	44.673	36.118	46.983	38.244	38.954	35.160	41.429	37.453
Monnaies étrangères et or à recevoir	13.772	2.937	11.338	2.936	11.179	245	9.359	245
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords	113	...	138	...	154	...	88	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	43.453	39.910	45.600	40.743	37.745	33.766	39.947	35.741
Effets de commerce	3.097	12.508	2.084	12.141	7.035	9.872	3.465	6.847
Avances sur nantissement	26	16	17	117	24	59	253	18
Effets publics :								
Effets publics belges	8.350	...	10.125	...	10.175	4.200	250	2.550
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	346	361	320	307	261	294	330	381
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	1	1	1	1	1	...
Créance consolidée sur l'Etat	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics	3.728	3.832	3.728	3.832	3.728	3.832	3.832	4.111
Immeubles, matériel et mobilier	2.105	2.161	2.105	2.161	2.105	2.161	2.161	2.192
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	3.057	3.382	3.052	3.376	3.172	3.516	3.302	3.712
Divers	3.188	2.637	3.330	2.478	3.230	2.862	809	1.574
Compte d'ordre :	257.748	266.310	260.620	268.767	258.549	260.841	252.185	259.700
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1.310	311	1.973	1.044	2.586	2.259	2.347	1.999
PASSIF								
Billets en circulation	181.627	194.448	183.344	196.992	187.704	199.061	182.275	197.962
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	13	666	12	401	2	8	24	1
{ taxe exceptionnelle de conjonct.	7	7	7	7	7	7	7	7
Banques à l'étranger, comptes ordin. . .	406	863	397	709	537	698	539	652
Comptes courants divers et valeurs à payer	1.754	1.005	2.694	1.135	1.319	1.095	2.278	1.479
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	78	700	153	727	449	1.049	289	1.058
Autres accords	232	5.657	295	4.500	264	818	385	498
<i>Total des engagements à vue</i> ...	184.117	203.346	186.902	204.471	190.282	202.736	185.797	201.657
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	3.545	7.022	3.545	7.022	7.022	10.467	7.022	10.467
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	57.362	43.242	57.092	44.281	49.049	34.793	49.549	36.838
Caisse de Pensions du Personnel	3.057	3.382	3.052	3.376	3.172	3.516	3.302	3.712
Divers	5.939	5.485	6.301	5.784	5.296	5.496	2.682	2.915
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.328	3.433	3.328	3.433	3.328	3.433	3.433	3.711
Compte d'ordre :	257.748	266.310	260.620	268.767	258.549	260.841	252.185	259.700
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1.310	311	1.973	1.044	2.586	2.259	2.347	1.999

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journ. lières) ³			(moyennes mensuelles ou mois)				
<i>(milliards de francs)</i>									
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1969 4 ^e trimestre	1.022	68,0	45,1	116,3	243,3	113,2	243,3	716,1	94
1970 1 ^{er} trimestre	1.021	70,1	46,8	115,1	238,9	117,2	238,9	710,1	94
2 ^e trimestre	1.020	70,8	48,2	126,7	244,6	125,2	244,6	741,1	94
3 ^e trimestre	1.023	73,8	46,9	127,7	254,5	129,7	254,5	766,4	94
4 ^e trimestre	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1971 1 ^{er} trimestre	1.030	79,3	52,0	135,1	274,5	138,5	274,5	822,7	95
2 ^e trimestre	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
3 ^e trimestre	1.029	81,3	51,1	147,7	291,3	149,3	291,3	879,6	95
4 ^e trimestre	1.059	79,3	50,1	157,6	306,8	154,2	306,8	925,4	95
1970 Décembre	1.031	80,4	52,4	155,8	285,5	141,3	285,5	868,1	94
1971 Janvier	1.031	82,7	53,6	138,3	280,1	143,0	280,1	841,5	95
Février	1.030	76,1	51,8	131,3	266,9	134,4	266,9	799,5	96
Mars	1.030	79,1	50,5	135,7	276,6	138,2	276,6	827,0	95
Avril	1.029	76,4	50,5	142,8	270,4	136,3	270,4	819,9	95
Mai	1.027	76,2	53,3	145,1	276,1	146,7	276,1	844,0	95
Juin	1.026	85,1	53,0	158,9	299,0	158,5	299,0	915,4	94
Juillet	1.025	93,7	53,8	170,0	334,2	172,9	334,2	1.011,3	94
Août	1.026	75,8	49,9	132,9	269,2	138,0	269,2	809,2	95
Septembre	1.036	74,5	49,7	140,1	270,6	136,9	270,6	818,4	95
Octobre	1.048	77,6	50,0	151,9	297,5	151,3	297,5	898,2	95
Novembre	1.069	77,5	49,6	144,7	288,6	146,1	288,6	868,0	95
Décembre	1.060	82,9	50,8	176,1	334,3	165,2	334,3	1.009,9	95

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 31 octobre	1971 31 octobre	1970 30 novembre	1971 30 novembre
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.583	10.466	12.243	10.108	5.771	6.110	6.674	7.178
Prêts au jour le jour	5.559	4.894	11.942	10.957	7.642	4.507	10.074	12.562
Banquiers	49.380	72.637	111.824	138.852	121.890	155.435	127.204	160.028
Maison-mère, succursales et filiales	10.353	13.100	15.542	38.766	26.303	42.223	31.366	48.738
Autres valeurs à recevoir à court terme	16.506	21.086	30.932	24.887	33.841	34.481	31.751	37.019
Portefeuille-effets	118.984	119.034	142.197	156.753	162.397	148.124	153.373	146.393
a) Effets publics	41.099	37.717	46.822	41.034	48.444	34.548	46.798	31.991
b) Effets commerciaux ²	77.885	81.317	95.375	115.719	113.953	113.576	111.575	114.402
Reports et avances sur titres	1.516	1.644	1.441	1.809	1.829	1.456	1.758	1.501
Débiteurs par acceptations	29.484	32.044	29.338	37.196	36.494	42.189	35.863	42.393
Débiteurs divers	82.733	110.343	115.987	156.183	149.743	187.001	153.963	191.138
Valeurs mobilières	3	3	141.426	175.718	170.955	219.991	175.370	218.618
a) Fonds publics belges	3	3	132.966	159.698	154.219	196.393	156.602	194.858
b) Autres titres d'emprunt	3	3	8.228	15.788	16.536	23.359	18.582	23.518
c) Actions et parts de sociétés	3	3	226	98	91	65	62	70
d) Autres valeurs mobilières	3	3	6	134	109	174	124	172
Valeurs de la réserve légale	3	3	984	1.128	1.110	1.212	1.120	1.212
Participations	3	3	6.573	7.942	7.854	8.459	7.864	8.478
a) Filiales	3	3	2.295	2.440	2.881	2.754	2.458	2.754
b) Autres participations	3	3	4.278	5.502	4.973	5.705	5.406	5.724
Frais de constitution et de premier établissement	114	102	136	135	152	178	152	173
Immeubles	3.300	3.652	4.192	5.014	4.579	5.266	4.624	5.274
Participations dans les filiales immobilières	283	449	310	307	307	325	307	324
Créances sur les filiales immobilières	77	85	200	246	240	264	242	302
Matériel et mobilier	455	465	606	795	663	786	674	810
Divers	5.356	5.574	7.273	9.523	8.322	11.358	8.192	11.149
Total de l'actif ...	444.837	527.786	633.146	776.319	740.092	869.365	755.571	893.290

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques (millions de francs)

1967 31 décembre	28.946	1969 31 décembre	21.161	1970 31 octobre	19.115	1970 30 novembre	18.370
1968 31 décembre	82.985	1970 31 décembre	19.802	1971 31 octobre	19.290	1971 30 novembre	20.423

3 Ancienne subdivision avant le 31 mars 1969 :

	31-12-67	31-12-68
Portefeuille-titres	110.154	182.211
a) Valeurs de la réserve légale	833	907
b) Fonds publics belges	102.140	119.174
c) Fonds publics étrangers	2.534	6.120
d) Actions de banques	2.195	3.075
e) Autres titres	2.602	2.926

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

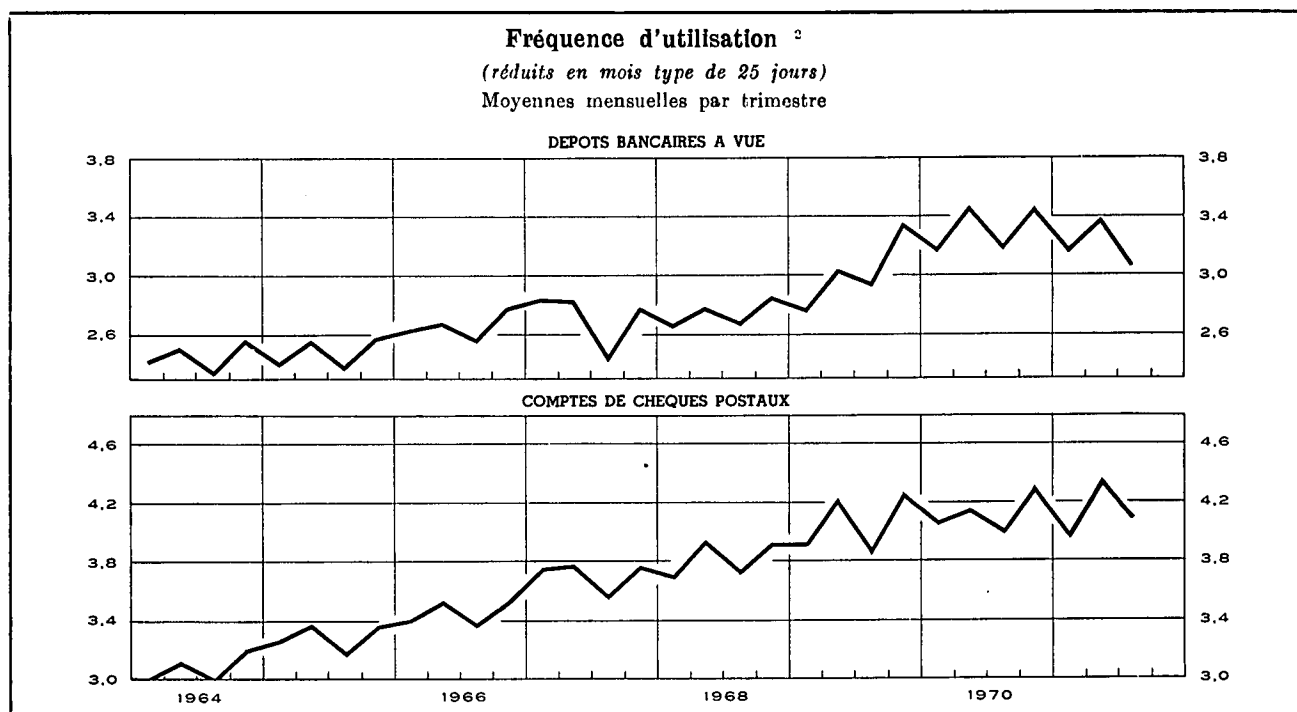
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1967	1968	1969	1970	1970	1971	1970	1971
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 octobre	31 octobre	30 novembre	30 novembre
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	784	1.306	922	998	902	723	556	686
a) Créanciers garantis par des privilèges	493	490	649	738	515	574	468	564
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	291	816	273	260	387	149	88	122
Emprunts au jour le jour	5.733	8.739	6.906	10.030	12.134	11.693	12.659	14.352
a) Couverts par des sûretés réelles	1.354	2.449	1.628	1.291	2.245	5.328	1.217	1.638
b) Non couverts par des sûretés réelles	4.379	6.290	5.278	8.739	9.889	6.365	11.442	12.714
Banquiers	94.222	119.989	164.481	243.254	211.414	266.831	225.444	281.053
Maison-mère, succursales et filiales	9.963	9.919	12.344	17.296	17.144	25.795	18.426	24.543
Acceptations	29.486	32.044	29.338	37.197	36.499	42.195	35.864	42.394
Autres valeurs à payer à court terme	7.891	13.964	22.457	18.003	24.023	23.594	23.189	27.837
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.320	1.976	1.944	1.817	1.886	1.522	1.980	1.616
Dépôts et comptes courants	245.174	281.371	322.625	365.783	355.190	403.858	356.507	408.141
a) A vue	109.864	122.443	124.004	140.602	128.421	153.361	130.402	154.761
b) A un mois au plus	16.778	18.476	26.342	32.976	33.982	32.726	33.558	34.780
c) A plus d'un mois	51.132	56.319	85.087	96.466	100.018	100.497	99.026	99.361
d) A plus d'un an	4.364	7.355	6.107	8.493	7.458	14.354	7.942	14.658
e) A plus de deux ans	3.493	5.023	7.384	10.732	10.258	10.783	10.960	11.009
f) Carnets de dépôts	57.739	69.787	71.948	74.640	73.214	90.085	73.028	91.514
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.804	1.968	1.753	1.874	1.839	2.052	1.791	2.058
Obligations et bons de caisse	13.546	16.538	18.680	23.269	22.187	27.769	22.683	28.006
Montants à libérer sur titres et participations	941	1.145	1.186	1.242	1.218	1.466	1.217	1.464
Divers	12.317	13.298	17.427	19.265	19.539	24.062	19.102	23.354
Total de l'exigible ...	421.377	500.289	598.310	738.154	702.136	829.508	717.627	853.446
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	—	—	2.392	3.942	3.842	3.913	3.842	3.906
Non exigible :								
Capital	14.610	17.859	20.442	21.136	20.993	21.653	21.071	21.628
Fonds indisponibles par prime d'émission	2.368	2.867	4.312	4.289	4.270	4.164	4.270	4.156
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	833	906	977	1.128	1.119	1.210	1.129	1.210
Réserve disponible	5.425	5.589	6.369	7.268	7.346	8.363	7.246	8.279
Provisions	224	276	344	402	386	554	386	665
Total du non exigible :	23.460	27.497	32.444	34.223	34.114	35.944	34.102	35.938
Total du passif ...	444.837	527.786	633.146	776.319	740.092	869.365	755.571	893.290

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	réduit en mois type de 25 jours		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1969 3 ^e trimestre	273,9	187,2	461,1	3,03	2,95	3,88
4 ^e trimestre	306,2	201,3	507,5	3,40	3,35	4,26
1970 1 ^{er} trimestre	291,8	197,5	489,3	3,18	3,18	4,07
2 ^e trimestre	341,6	211,3	552,9	3,47	3,47	4,15
3 ^e trimestre	319,3	199,5	518,8	3,29	3,20	4,01
4 ^e trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30
1971 1 ^{er} trimestre	341,5	222,7	564,2	3,22	3,18	3,98
2 ^e trimestre	387,6	245,4	633,0	3,35	3,39	4,35
3 ^e trimestre	360,3	225,9	586,2	3,14	3,06	4,10
1970 Novembre	346,5	238,9	585,4	3,24	3,52	4,74
Décembre	388,1	228,1	616,2	3,84	3,69	4,24
1971 Janvier	334,4	225,1	559,5	3,08	3,08	4,00
Février	339,9	236,2	576,1	3,06	3,19	4,20
Mars	350,2	206,9	557,1	3,52	3,26	3,75
Avril	377,3	226,7	604,0	3,43	3,43	4,16
Mai	379,5	270,3	649,8	3,07	3,33	4,74
Juin	405,9	239,3	645,2	3,55	3,41	4,14
Juillet	370,0	236,0	606,0	3,25	3,13	4,06
Août	347,7	223,3	571,0	2,97	2,97	4,17
Septembre	363,3	218,3	581,6	3,21	3,08	4,07
Octobre	391,8	230,3	622,1	3,43	3,29	4,26
Novembre	395,4	242,1	637,5	3,28	3,41	4,57

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, n^o 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1967, p. 10; vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

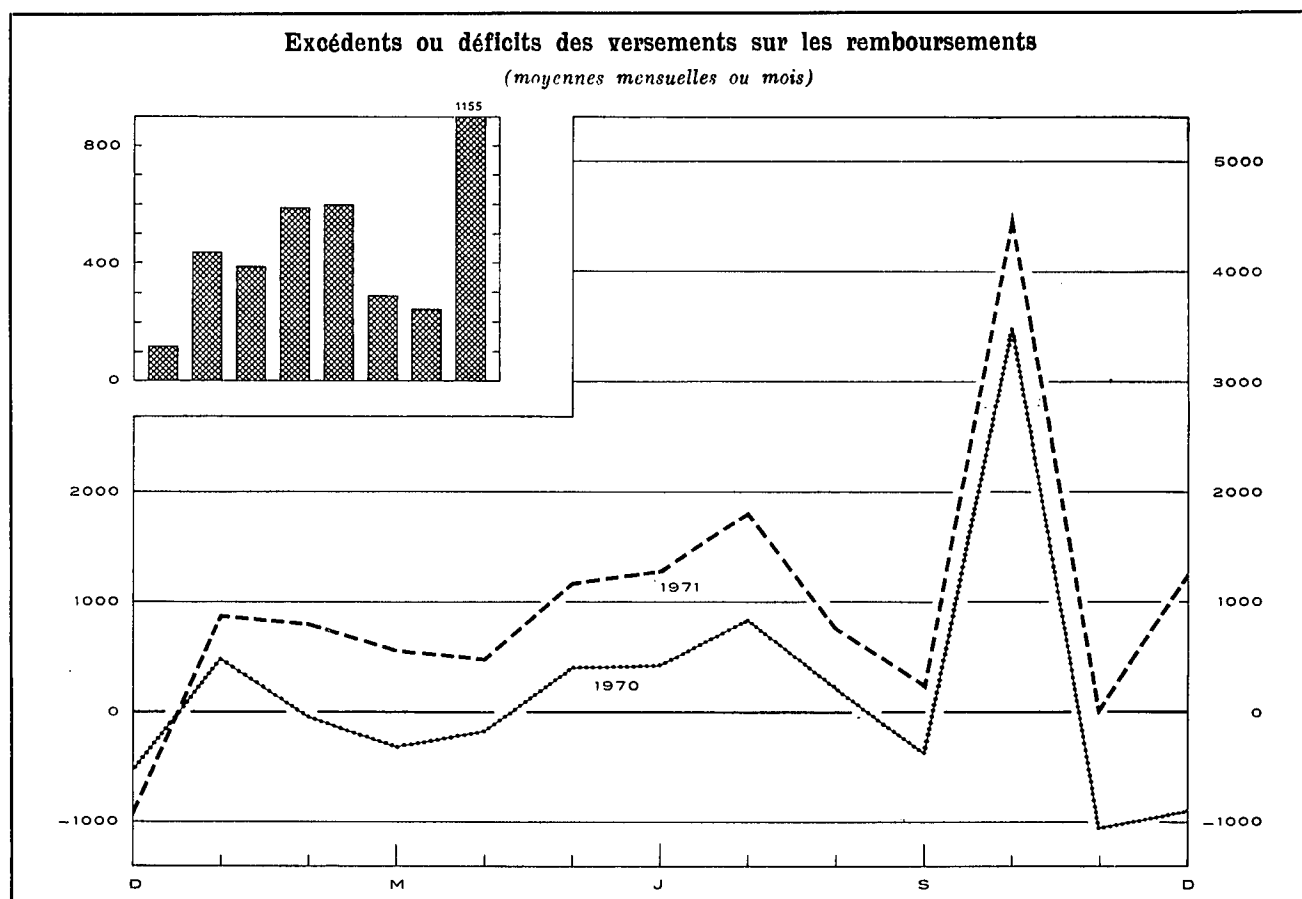
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1963	8,4	2,7	...	...	...	6,5	0,9	0,6
1964	6,8	4,1	...	...	...	7,4	...	0,4
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968 Septembre	7,7	3,7	1,5	...	2,5	9,0	0,1	2,9
Décembre	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969 Mars	8,1	3,7	2,4	...	...	9,2	1,4	...
Juin	8,7	4,4	3,5	...	...	10,5	0,7	1,8
Septembre	9,4	5,0	2,4	...	...	6,0	5,1	2,0
Décembre	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970 Janvier	7,9	4,3	...	...	0,9	9,5	...	...
Février	7,0	4,3	...	...	3,5	11,1	...	...
Mars	7,1	4,3	...	...	...	7,7	0,2	...
Avril	7,5	4,6	...	...	0,3	8,8	...	...
Mai	7,3	4,2	...	...	2,9	10,9	...	...
Juin	7,2	5,1	2,8	...	...	10,1	1,5	...
Juillet	6,8	4,2	0,4	...	2,2	10,1	...	...
Août	7,2	4,2	...	...	2,7	10,4	...	...
Septembre	7,3	4,2	1,0	1,7	0,2	10,9	...	...
Octobre	7,2	4,6	...	...	3,0	11,3	...	...
Novembre	6,9	4,2	...	0,4	3,4	11,4	...	...
Décembre	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Rons d'épargne
	Versements (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période ¹ (4)	Montant en circulation à fin de période (5)
1964	28,2	26,7	1,5	102,4	—
1965	32,4	27,2	5,2	112,2	—
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,7	77,9	13,8	178,0	12,2
1969 4 ^e trimestre	17,5	16,6	0,9	150,4	3,6
1970 1 ^{er} trimestre	16,9	16,8	0,1	150,5	4,6
2 ^e trimestre	17,5	16,9	0,6	151,1	5,5
3 ^e trimestre	17,5	16,8	0,7	151,8	6,3
4 ^e trimestre	21,8	20,2	1,6	158,7	7,2
1971 1 ^{er} trimestre	21,0	18,8	2,2	160,9	9,2
2 ^e trimestre	22,1	19,1	3,0	163,9	10,7
3 ^e trimestre	21,6	18,8	2,8	166,7	11,6
4 ^e trimestre	27,0	21,2	5,8	178,0	12,2
1970 Décembre	6,4	7,3	- 0,9	158,7	7,2
1971 Janvier	7,6	6,7	0,9	159,6	8,4
Février	6,6	5,8	0,8	160,4	8,2
Mars	6,8	6,3	0,5	160,9	9,2
Avril	6,8	6,3	0,5	161,4	10,0
Mai	7,2	6,0	1,2	162,6	10,3
Juin	8,1	6,8	1,3	163,9	10,7
Juillet	8,2	6,4	1,8	165,7	11,0
Août	6,7	5,9	0,8	166,5	11,3
Septembre	6,7	6,5	0,2	166,7	11,6
Octobre	11,6	7,1	4,5	171,2	11,8
Novembre	6,9	6,8	0,1	171,3	11,9
Décembre	8,5	7,3	1,2	178,0	12,2

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année

1971, les intérêts capitalisés s'élèvent à 5,5 milliards de francs (chiffre provisoire).

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF							
Disponible ¹	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8
Placements provisoires ² :							
Effets sur la Belgique	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7
Avances à l'industrie	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2
Crédit agricole .....	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...
Crédit d'exportation	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4
Acceptations bancaires	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ..	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8
Prêts au jour le jour .....	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6
Total ² ...	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9
Placements définitifs ^{2 3}							
Dette directe de l'Etat	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2
Obligations de sociétés belges et divers	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5
Avances à l'Etat résultant du paiement des allo- cations complémentaires aux prisonniers poli- tiques et avances à l'Œuvre nationale des inva- lides de la guerre, divers	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2
Prêts hypothécaires	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6
Crédit agricole	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, profes- sionnel et universitaire)	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9
Total ² ...	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ..	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4
Valeurs échues du portefeuille	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>							
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :							
Particuliers	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9	165,7
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5
Total ...	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3
Dépôts en comptes courants ⁴	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9
<i>Non exigible ³ :</i>							
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élevaient à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF							
Placements définitifs ¹ :							
Dette directe de l'Etat	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges et divers	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...
Total ...	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2
PASSIF							
Fonds des Rentes ²	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9
Réserves mathématiques ³	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8	10,3
Total ...	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Le Fonds des Rentes ne comprend pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces

réserves figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF							
Placements définitifs ¹ :							
Dette directe de l'Etat	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement ...	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5
Total ...	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3
PASSIF							
Réserves mathématiques et provisions ²	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9
Fonds de réserve et de répartition	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3
Total ...	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : O.C.P.E.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatistiques de crédit	Parastatistiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964 3	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967 4	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969 Juin	62,1	20,2	26,6	108,9	9,3	63,3	0,6	73,2	18,5	3,6	0,1	12,7	3,5	1,4	0,2	40,0
Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	0,2	39,5
Décembre	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	69,1	0,4	77,8	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970 Mars	66,5	21,3	31,6	119,4	8,9	70,7	0,5	80,1	18,6	4,2	0,1	13,9	3,5	2,2	0,2	42,7
Juin	68,1	21,7	33,1	122,9	9,5	72,5	0,5	82,5	19,9	4,1	0,1	14,2	3,9	2,3	0,2	44,7
Septembre	69,9	22,1	34,4	126,4	10,4	74,1	0,7	85,2	20,7	4,0	0,1	14,7	4,0	2,6	0,3	46,4
Novembre	70,0	22,4	35,1	127,5												
Décembre	72,8	22,7	35,7	131,2	9,1	76,6	0,6	86,3	20,9	4,3	0,1	15,3	4,3	2,9	0,3	48,1
1971 Janvier	72,9	23,0	36,7	132,6												
Février	73,8	23,4	37,8	135,0												
Mars	74,6	23,6	38,2	136,4	9,6	77,8	0,5	87,9	21,6	5,1	0,1	17,4	4,0	3,3	0,3	51,8
Avril	75,2	23,7	38,6	137,5												
Mai	77,2	23,8	38,9	139,9												
Juin	79,1	23,9	39,3	142,3	9,8	79,7	0,6	90,1	23,2	5,8	0,1	17,8	4,3	3,5	0,4	55,1
Juillet	80,2	24,1	39,8	144,1												
Août	82,1	24,3	40,1	146,5												
Septembre	82,0	24,6	40,7	147,3	10,0	81,4	0,6	92,0	23,3	7,0	0,1	19,5	4,3	4,0	0,6	58,8
Octobre	84,1	24,7	41,1	149,9												
Novembre	84,9	24,9	41,4	151,2												

1 Non compris les actions et les participations

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 8,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
En-cours des crédits :								
Crédits d'investissement à long et moyen terme :								
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4
2° garantis par banques et organismes financiers	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7
PASSIF								
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0
Etat belge :								
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0

1 Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1964	4,4	8,8	2,1	1,4	12,3	0,3	12,1	12,4	4,3	66,7	5,0	1,8	2,7	31,8	
1965	4,3	6,9	1,9	1,6	10,4	0,3	10,5	10,8	3,9	72,6	4,4	1,6	4,3	35,5	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1969 4 ^e trimestre	9,2	4,0	0,8	1,0	5,8	0,2	6,1	6,3	8,7	111,7	10,0	5,0	5,0	27,9	
1970 1 ^{er} trimestre	8,7	4,4	0,9	1,0	6,3	0,2	5,7	5,9	9,1	114,9	11,8	5,3	5,3	29,2	
2 ^e trimestre	9,1	4,7	0,5	0,9	6,1	0,1	5,0	5,1	10,1	119,3	12,6	4,7	6,4	17,3	
3 ^e trimestre	10,1	5,5	0,9	1,0	7,4	0,1	6,5	6,6	10,9	123,2	11,5	4,3	7,3	20,7	
4 ^e trimestre	10,9	5,2	0,7	1,1	7,0	0,1	7,9	8,0	9,9	127,2	10,3	4,5	7,2	32,6	
1971 1 ^{er} trimestre	10,0	4,3	0,9	1,2	6,4	0,1	6,9	7,0	9,4	128,7	10,9	5,8	6,2	35,0	
2 ^e trimestre	9,4	4,4	0,5	1,2	6,1	0,1	5,4	5,5	10,0	133,4	14,0	5,2	7,2	21,7	
3 ^e trimestre	10,0	4,9	0,9	1,4	7,2	0,2	6,4	6,6	10,6	137,3	13,9	4,2	8,3	27,7	
4 ^e trimestre	10,6	5,3	1,0	1,9	8,2	0,4	8,1	8,5	10,3	140,2	15,3	5,1	7,6	24,1	
1970 Décembre	10,4	1,9	0,3	0,5	2,7	...	3,1	3,1	10,0	127,2	10,3	6,4	5,4	19,9	
1971 Janvier	10,0	1,0	0,4	0,4	1,8	...	2,0	2,0	9,8	125,9	12,0	6,4	6,2	11,9	
Février	9,8	1,7	0,2	0,4	2,3	...	2,4	2,4	9,7	128,1	12,1	6,2	5,9	13,7	
Mars	9,7	1,6	0,3	0,4	2,3	0,1	2,5	2,6	9,4	128,7	10,9	4,7	6,6	9,4	
Avril	9,4	1,7	0,2	0,4	2,3	...	1,6	1,6	10,1	129,4	12,6	5,0	7,2	8,3	
Mai	10,1	1,0	0,1	0,4	1,5	...	1,7	1,7	9,9	131,6	13,3	4,7	7,6	6,6	
Juin	9,9	1,7	0,2	0,4	2,3	0,1	2,1	2,2	10,0	133,4	14,0	6,1	6,8	6,8	
Juillet	10,0	1,6	0,3	0,3	2,2	...	2,2	2,2	10,0	133,9	14,5	4,0	9,1	12,1	
Août	10,0	1,5	0,3	0,5	2,3	0,1	2,0	2,1	10,2	135,2	14,4	4,5	7,9	8,0	
Septembre	10,2	1,8	0,3	0,6	2,7	0,1	2,2	2,3	10,6	137,3	13,9	4,0	7,8	7,6	
Octobre	10,6	1,7	0,4	0,9	3,0	0,3	2,3	2,6	11,0	136,1	14,6	3,5	8,6	8,1	
Novembre	11,0	1,7	0,4	0,4	2,5	...	2,8	2,8	10,7	138,2	14,2	6,1	7,1	8,1	
Décembre	10,7	1,9	0,2	0,6	2,7	0,1	3,0	3,1	10,3	140,2	15,3	5,6	7,1	7,9	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	Sociétés belges								Sociétés étrangères							
ACTIF																
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Valeurs mobilières :																
Fonds publics belges ...	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0		
Titres des organismes parastataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5	} 8,4	
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1		
Titres des provinces et communes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4		
Valeurs étrangères	1,9	1,9	2,0	2,2	2,2	3,0	3,3	3,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6
Actions de sociétés belges	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0
Total des valeurs mobilières	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹ .	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1970	4,92
1971	5,60
1969 4 ^e trimestre .	6,01
1970 1 ^{er} trimestre .	4,64
2 ^e trimestre .	4,99
3 ^e trimestre .	4,93
4 ^e trimestre .	5,10
1971 1 ^{er} trimestre .	5,30
2 ^e trimestre .	5,21
3 ^e trimestre .	5,87
4 ^e trimestre .	6,03

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.o. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôt. Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opé-*

rations et de la situation de la CGER de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1969. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1964	1965	1966	1967
I. Particuliers :				
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :				
Caisses d'épargne	9,6	17,3	16,1	21,4
Banques	6,7	15,1	13,1	19,7
Institutions paraétatiques de crédit	2,7	3,7	2,6	1,0
Mutualités	0,3	0,3	0,2	0,2
Total ...	19,3	36,4	32,0	42,3
Doubles emplois ³ ...	— 1,6	— 10,2	— 7,4	— 8,0
Total net ...	17,7	26,2	24,6	34,3
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :				
Organismes de pensions	1,3	1,3	1,7	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,4	1,5
Caisses de vacances annuelles	1,0	0,6	0,7	0,3
Organismes d'assurance-vie	6,3	5,4	6,9	6,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,8	2,0	1,7	1,9
Total ...	10,8	10,7	12,4	11,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :				
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	12,8	14,4	14,7	16,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,2	18,4	7,6	11,8
Total ...	24,0	32,8	22,3	27,9
E. <i>Emissions de capitaux</i> :				
Nouveaux placements du public	21,8	19,6	26,6	35,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 1,8	— 1,9	— 1,4	— 2,0
Epargne nette totale ...	72,5	87,4	84,5	107,5
Amortissements sur habitations ...	10,6	11,8	12,6	13,8
Epargne brute totale ...	83,1	99,2	97,1	121,3
II. Entreprises :				
A. <i>Entreprises privées</i> :				
Epargne nette	16,1	15,3	11,6	13,0
Amortissements	47,1	47,7	52,4	60,6
Epargne brute ...	63,2	63,0	64,0	73,6
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :				
Epargne nette	1,7	0,5	1,8	1,8
Amortissements	3,3	3,8	4,7	4,5
Epargne brute ...	5,0	4,3	6,5	6,3
Total général particuliers et entreprises ...				
Epargne nette ...	90,3	103,2	97,9	122,3
Epargne brute ...	151,3	166,5	167,6	201,2

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. E3 et E5 et Crédit Communal	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,5	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969 et 1970 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard, 2,2 milliards, - 2,3 milliards et 8,9 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » : 0,6 milliard, 1,6 milliard, 1,2 milliard, 2,4 milliards et 5,9 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont

l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1,8 milliard en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1968.

⁶ Non compris 8,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ³ 4	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-81	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-75-82	6,50 — 6,75 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-80	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-77-84	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-81	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-75-81	7,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-87	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Interc. Autor. E5 1969-84 ⁶	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-75	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-75-81 ⁷	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-81	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-83	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-83	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-80	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
						84.795				
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-78	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-80	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-75-81	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-78	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	—	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-78	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	—	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-76	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	—	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-80, 2 ^e s.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	—	8,48
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29	8,54
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22	8,50
	Septembre	14	Etat belge 1970-83	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	—	8,72
	Septembre	14	Etat belge 1970-76-82	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47	8,63
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-76	8,25	99,00	6 ans	500	—	—	8,47
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45	8,60
	Octobre	26	S.N.L. 1970-80	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	—	8,65
	Novembre	16	R.T.T. 1970-84	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	—	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,50	8,62
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50	8,62
						91.200				
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
						147.000				
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	—	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	—	7,14	7,09	7,16

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et

primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁶ Emprunt à lots.

⁷ Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1^{er} au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre 2 (11) = (9) + (10))	Dettes reprises de la République du Zaïre 3 (12)	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre 2 (13) = (11) + (12))
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,4	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1969 Septembre	340,7	16,1	70,8	45,2	472,8	11,2	49,7	60,9	533,7	53,1	586,8	2,7	589,5
Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Mars	349,5	13,8	79,8	49,0	492,1	10,9	47,7	58,6	550,7	52,5	603,2	2,5	605,7
Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6
Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9
Novembre	361,4	12,2	69,0	48,6	491,2	10,0	42,5	52,5	543,7	61,9	605,6	2,2	607,8
Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Janvier	375,4	12,5	67,1	56,6	511,6	9,8	39,1	48,9	560,5	60,1	620,6	2,2	622,8
Février	373,4	13,8	73,0	51,6	516,8	9,8	34,5	44,3	561,1	59,9	621,0	2,1	623,1
Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9
Avril	375,3	14,5	88,8	58,4	537,0	9,5	27,8	37,3	574,3	58,4	632,7	2,0	634,7
Mai	397,2	14,9	84,7	52,3	549,1	9,5	25,5	35,0	584,1	58,2	642,3	2,0	644,3
Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2
Juillet	393,2	12,9	81,5	53,8	541,4	9,1	20,8	29,9	571,3	58,1	629,4	2,0	631,4
Août	392,5	13,2	83,8	50,0	560,5	9,0	17,7	26,7	587,2	58,0	624,1	2,0	626,1
Septembre	391,6	13,9	96,3	49,5	551,3	8,9	17,1	26,0	577,3	57,7	635,0	1,9	636,9
Octobre	429,2	13,7	70,7	52,0	565,6	8,8	15,8	24,6	590,2	57,5	647,7	1,9	649,6
Novembre	427,4	13,3	64,6	51,2	556,5	8,8	14,1	22,9	579,4	57,4	636,8	1,9	638,7
Décembre	426,7	13,3	66,8	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre 1)	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3 (8) = (1) + (2)	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7 (9) = (8) - (4) à (8)	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7 (10)	
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale 6	Divers				Certificats de trésorerie souscrits avec le produit d'emprunts indirects
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8	
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 9,0	...	...	...	...	+ 32,3	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	+ 0,8 ⁹	...	+ 32,9	...	

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise de la République du Zaïre ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministère de l'Education Nationale auprès de la B.N.B.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI-8.

8 Réévaluation du Deutsche Mark.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zafrois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Parastatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1963	238,8	28,4	—	27,2	113,2	407,6	10,1
1964	250,8	28,6	—	26,5	120,3	426,2	10,1
1965	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	11,4
1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,5
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,4
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,1
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	11,0
1970 p	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	n.d.

Titres non accessibles à tout placeur

1963	64,4	6,2	11,7	11,1	23,3	116,7	0,8
1964	64,2	6,5	13,2	13,2	25,3	122,4	0,8
1965	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970 p	70,9	16,8	22,1	17,3	39,7	166,8	—

Total

1963	303,2	34,6	11,7	38,3	136,5	524,3	10,9
1964	315,0	35,1	13,2	39,7	145,6	548,6	10,9
1965	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	11,4
1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,5
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,4
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,1
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	11,0
1970 p	431,7	60,3	22,1	79,8	288,5	882,4	n.d.

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension ³	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4					
Titres accessibles à tout placeur¹										
1963	214,2	3,6	1,9	1,5	51,7	7,5	48,1	69,1	10,0	407,6
1964	229,3	3,8	1,9	2,6	52,2	5,9	47,0	73,6	9,9	426,2
1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	387,2	4,1	3,0	5,4	127,3	6,0	68,9	95,3	18,4	715,6
Titres non accessibles à tout placeur										
1963	5,7	0,5	0,1	1,2	58,6	—	17,6	31,7	1,3	116,7
1964	6,0	0,2	0,1	1,5	59,3	—	20,0	34,7	0,6	122,4
1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	6,2	0,3	0,2	1,3	65,0	—	27,9	50,5	6,8	158,2
1970	7,3	0,4	0,2	1,9	68,7	—	29,8	53,5	5,0	166,8
Total										
1963	219,9	4,1	2,0	2,7	110,3	7,5	65,7	100,8	11,3	524,3
1964	235,3	4,0	2,0	4,1	111,5	5,9	67,0	108,3	10,5	548,6
1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,4	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,4	141,7	25,5	801,5
1970	394,5	4,5	3,2	7,3	196,0	6,0	98,7	148,8	23,4	882,4

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale »

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges », XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics », XLI^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

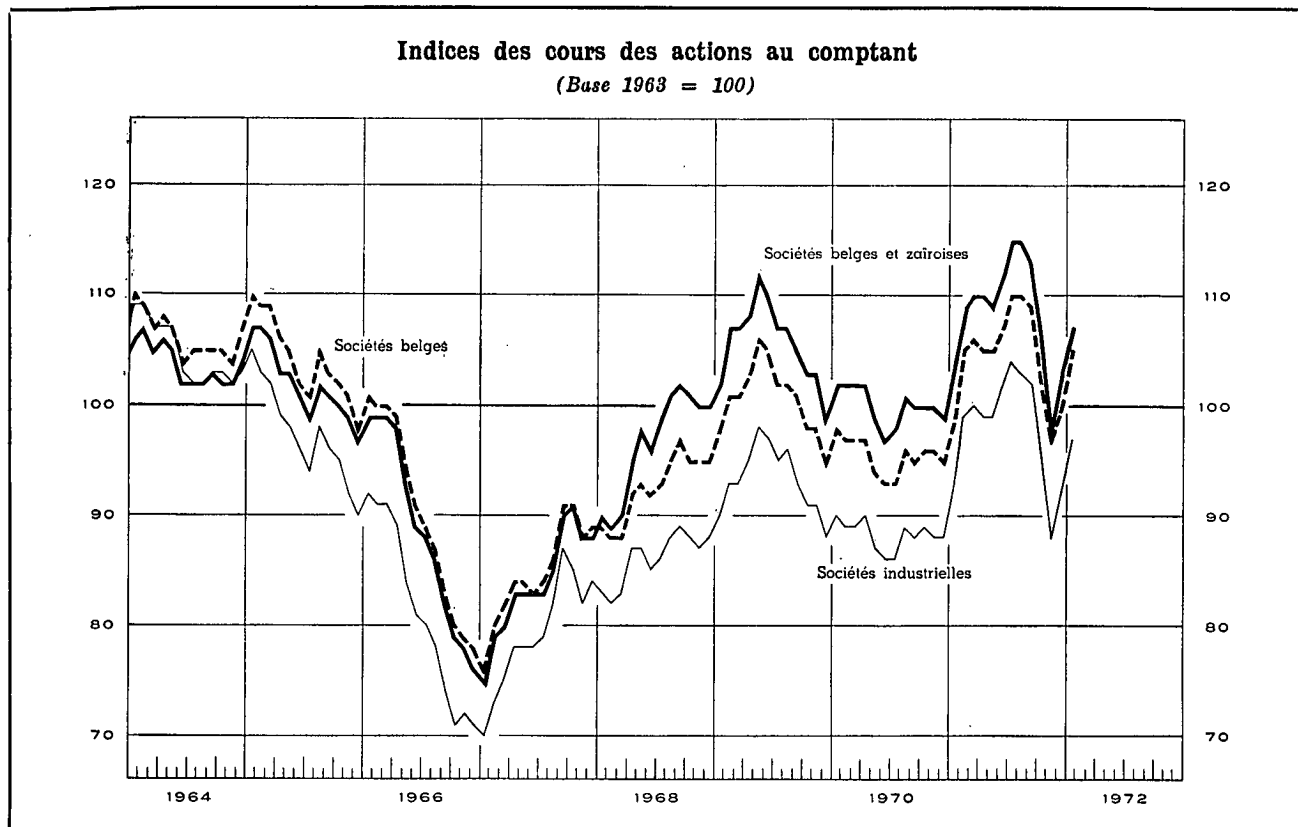
et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3 5		
		Au comptant				A terme	Valeurs belges		
		Valeurs belges et zairoises	Valeurs belges		Ensemble		Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles
			(Base 1963 = 100) 2 4							en %
1964	91	104	106	105	99	3,2	3,0		
1965	83	102	104	97	98	3,4	3,5		
1966	71	88	90	80	88	4,1	4,2		
1967	81	84	85	79	91	4,2	4,0		
1968	134	97	93	86	118	3,8 ⁶	3,8 ⁶		
1969	149	106	101	93	141	3,7	3,4		
1970	112	100	95	88	128	4,9	5,2		
1971	169	109	105	98	133	5,2	5,9		

	1970	1971	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972
Janvier	117	208	104	107	99	105	93	97	128	132	5,0	5,2	5,7	5,9
Février	105	210	109		105		99		134		4,9		5,7	
Mars	114	173	110		106		100		135		5,0		5,8	
Avril	108	205	110		105		99		136		5,0		5,6	
Mai	138	183	109		105		99		135		5,1		5,8	
Juin	95	181	112		107		102		137		5,0		5,7	
Juillet	100	187	115		110		104		142		4,9		5,4	
Août	91	150	115		110		103		141		5,1		5,8	
Septembre	115	156	113		109		102		136		5,5		6,4	
Octobre	133	134	106		102		95		125		5,5		6,3	
Novembre	109	130	98		97		88		117		5,4		6,1	
Décembre	126	110	103		100		92		124		5,4		6,1	

1. Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2. Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement.

3. Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4. Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5. Bourse de Bruxelles.

6. Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1964	53	6,8	5,2	1,5	...	0,8	0,1	11,1	0,5
1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9

Sociétés financières et immobilières ⁵

1964	1.712	35,9	20,4	3,8	0,2	2,4	0,1	15,8	0,7
1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	23,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,6	1,8

Industries des fabrications métalliques

1964	1.264	18,6	13,6	3,7	0,6	1,1	0,1	1,8	0,1
1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2

Métallurgie du fer

1964	100	17,9	16,1	1,1	0,7	0,3	...	6,3	0,3
1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3

Industrie textile

1964	912	11,2	10,4	1,3	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1964	685	11,0	7,5	1,4	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,9	0,1

Industrie chimique

1964	542	17,0	8,5	2,4	0,4	1,2	0,1	0,8	0,1
1965	601	18,7	9,3	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...

Electricité

1964	29	23,3	3,8	2,2	...	1,8	0,1	8,9	0,5
1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9

Industrie du charbon

1964	36	7,0	1,0	0,4	0,4	0,3	...	0,3	...
1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1964	14.498	205,9	126,9	26,6	4,2	12,4	1,3	52,1	2,8
1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,6	4,6

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	316	41,0	28,9	3,0	0,9	1,4	0,1	0,7	...
1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1964	14.814	246,9	155,8	29,6	5,1	13,8	1,4	52,8	2,8
1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,8	4,8

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
12 mois	11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7
12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 3 premiers mois	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
6 premiers mois	10.185	244,0	135,3	28,9	5,0	13,9	1,6
9 premiers mois	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
10 premiers mois	11.732	264,3	148,1	31,8	5,9	15,0	2,4
11 premiers mois	12.075	277,8	158,9	33,4	6,0	16,0	2,8
12 mois	12.501	288,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 1 ^{er} mois	104	1,4	1,1	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	261	5,2	4,8	1,0	0,1	0,3	0,7
3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
4 premiers mois	3.948	63,9	34,3	9,5	1,6	3,9	1,5
5 premiers mois	7.429	161,1	73,4	20,9	3,8	9,2	2,0
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
7 premiers mois	10.345	233,0	118,7	30,4	4,6	14,2	2,7
8 premiers mois	10.543	235,5	119,7	30,7	4,7	14,3	3,0
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
10 premiers mois	11.284	244,4	125,3	32,1	5,4	14,9	3,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968	9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
	12 mois	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1
	12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969	3 premiers mois	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
	6 premiers mois	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
	9 premiers mois	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
	10 premiers mois	213	37,5	25,2	4,8	0,1	2,8	0,1
	11 premiers mois	225	38,9	26,3	5,0	0,1	2,9	0,1
	12 mois	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
	12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970	1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
	2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
	3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
	4 premiers mois	29	0,9	0,6	0,1	...	0,1	0,1
	5 premiers mois	65	3,5	1,7	0,3	0,1	0,2	0,1
	6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
	7 premiers mois	158	11,8	7,2	1,1	0,3	0,8	0,1
	8 premiers mois	163	12,7	8,1	1,1	0,3	0,9	0,1
	9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
	10 premiers mois	181	14,8	8,9	1,3	0,3	0,9	0,1

C. — Total général ⁴

1968	9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
	12 mois	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8
	12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969	3 premiers mois	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
	6 premiers mois	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
	9 premiers mois	11.486	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
	10 premiers mois	11.945	301,8	173,3	36,6	6,0	17,8	2,5
	11 premiers mois	12.300	316,7	185,2	38,4	6,1	18,9	2,9
	12 mois	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
	12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970	1 ^{er} mois	105	1,4	1,2	0,2	...	0,1	0,5
	2 premiers mois	263	5,2	4,9	1,0	0,1	0,3	0,8
	3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
	4 premiers mois	3.977	64,8	34,9	9,6	1,6	4,0	1,6
	5 premiers mois	7.494	164,6	75,1	21,2	3,9	9,4	2,1
	6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
	7 premiers mois	10.503	244,8	125,9	31,5	4,9	15,0	2,8
	8 premiers mois	10.706	248,2	127,8	31,8	5,0	15,2	3,1
	9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
	10 premiers mois	11.465	259,2	134,2	33,4	5,7	15,8	3,8

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)				(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1964	21,5	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	n.d.	p 4,2	p 3,1	p 1,1	p 4,5	p 5,6	n.d.	p 29,8

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...
1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,5
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	1,9
1969	0,8	n.d.	p 0,5	p 0,1	p 0,4	p ...	p 0,4	n.d.	p 0,4

Total général

1964	23,2	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,3
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,1
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	36,9
1969	47,4	n.d.	p 4,7	p 3,2	p 1,5	p 4,5	p 6,0	n.d.	p 30,2

¹ Sociétés anonymes en commandites par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (8)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1968 9 premiers mois ...	38,0	8,5	0,6	9,1	1,6	...	2,0	2,0
12 mois	51,4	17,7	1,7	19,4	1,6	...	2,0	2,0
1969 3 premiers mois ...	3,9	2,3	0,5	2,8	...	...	0,5	0,5
6 premiers mois ...	14,8	6,6	2,2	8,8	0,7	...	0,5	0,5
9 premiers mois ...	19,9	8,8	2,5	11,3	0,7	...	0,5	0,5
12 mois	46,6	16,9	<i>p</i> 4,2	<i>p</i> 21,1	0,8	...	<i>p</i> 0,5	<i>p</i> 0,5
1970 3 premiers mois ...	4,2	1,7	1,0	2,7	...	...	...	...
6 premiers mois ...	26,4	11,2	1,4	12,6	0,2	...	...	...
9 premiers mois ...	30,1	12,3	2,2	14,5	0,9	...	...	...
1970 Octobre	1,5	0,6	0,8	1,4	...	...	...	...
Novembre	2,1	0,5	...	0,5	0,6	...	...	...
Décembre	<i>p</i> 9,9	2,3	0,3	2,6	0,1	...	...	...
1971 Janvier	<i>p</i> 1,3	0,6	0,5	1,1	...	...	...	...
Février	<i>p</i> 0,6	0,4	2,8	3,2	...	...	...	...
Mars	<i>p</i> 1,5	0,6	2,0	2,6	1,2	...	...	...
Avril	<i>p</i> 2,9	0,7	...	0,7	...	...	...	...
Mai	<i>p</i> 1,5	0,4	...	0,4	2,8	2,6	...	2,6
Juin	<i>p</i> 5,0	3,8	3,3	7,1	...	...	...	...
Juillet	<i>p</i> 1,7	0,5	0,7	1,2	...	...	...	...
Août	<i>p</i> 0,7	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Septembre	<i>p</i> 1,2	0,6	1,5	2,1	...	...	...	...
Octobre	<i>p</i> 2,5	0,4	...	0,4	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les obligations des banques belges.

N. B. — 8, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (8), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total ²	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1964	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966 ³	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967 ³	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969 Juin	209,2	1,7	210,9	139,8	50,7	113,0	71,7	375,2	586,1
Septembre	205,3	1,4	206,7	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,6
Décembre	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Mars	208,0	2,4	210,4	159,1	53,5	121,1	77,1	410,8	621,2
Juin	216,4	1,6	218,0	162,8	54,9	122,0	79,1	418,8	636,8
Septembre	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4
Décembre	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971 Mars	231,9	2,5	234,4	176,9	59,7	128,3	85,2	450,1	684,5
Juin	240,7	1,6	242,3	181,7	62,1	131,3	87,0	462,1	704,4
Septembre	244,8	1,2	246,0	187,5	64,0	133,4	88,9	473,8	719,8

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Com-

mission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1964	1.839	4	2.605	1.294	471	1.661	1.022	4.448	8
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.448	2.974	2.346	19	3.089	1.103	6.557	...
1969	3.829	59	3.351	1.280	1.841	3.455	663	7.239	...
1970	3.757	1.631	3.198	1.350	58	6.737	441	8.586	...
1971	4.352	1.181	3.263	1.917	236	6.123	520	8.796	...
1969 4 ^e trimestre	5.143	30	3.761	844	2.500	5.210	380	8.934	...
1970 1 ^{er} trimestre	4.015	934	3.300	1.075	28	6.719	427	8.249	...
2 ^e trimestre	3.958	1.776	3.089	1.342	15	7.089	377	8.823	...
3 ^e trimestre	3.681	1.500	3.131	1.351	188	6.328	445	8.312	...
4 ^e trimestre	3.385	2.302	3.266	1.625	...	6.816	512	8.953	...
1971 1 ^{er} trimestre	4.050	524	3.397	1.456	282	5.849	384	7.971	...
2 ^e trimestre	4.842	646	3.040	1.852	183	5.824	669	8.528	...
3 ^e trimestre	4.442	1.636	3.134	1.883	6	6.867	456	9.212	...
4 ^e trimestre	4.120	1.915	3.516	2.487	474	6.014	576	9.551	...
1971 Janvier	5.608	945	3.553	986	...	8.554	566	10.106	...
Février	3.341	418	3.753	1.933	...	5.235	344	7.512	...
Mars	3.133	199	2.920	1.497	819	3.700	236	6.252	...
Avril	2.837	928	2.668	1.897	...	3.441	1.095	6.433	...
Mai	7.143	560	3.556	1.542	537	8.850	330	11.259	...
Juin	4.468	451	2.880	2.129	...	5.079	591	7.799	...
Juillet	3.545	1.766	3.001	2.080	17	5.765	450	8.312	...
Août	5.281	1.339	3.245	1.563	...	8.005	297	9.865	...
Septembre	4.355	1.755	3.052	1.946	...	6.603	613	9.162	...
Octobre	4.694	1.750	3.059	2.567	92	6.108	736	9.503	...
Novembre	2.876	3.819	3.803	2.858	...	7.131	509	10.498	...
Décembre	4.751	239	3.694	2.049	1.315	4.839	481	8.684	...
1972 Janvier	4.494	4	3.422	1.593	1.766	3.994	567	7.920	...

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts	à l'I.R.G. ³	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger	à la B.N.B. ⁴	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1964	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1969 3 ^e trimestre	88,9	1,1	18,8	32,8	141,6
4 ^e trimestre	98,0	4,4	16,9	21,2	140,5
1970 1 ^{er} trimestre	102,5	5,4	18,9	12,2	139,0
2 ^e trimestre	107,4	4,3	21,2	10,7	143,6
3 ^e trimestre	113,9	6,4	20,3	4,7	145,3
4 ^e trimestre	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7
1971 1 ^{er} trimestre	122,1	5,7	26,3	1,0	155,1
2 ^e trimestre	126,7	2,2	23,3	2,2	154,4
3 ^e trimestre	125,8	5,4	20,8	3,3	155,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1969 4 ^e trimestre	39	2	311	2.209	607	2.211	918	1.347	197	3.558	1.115
1970 1 ^{er} trimestre	39	3	273	2.552	603	2.555	876	1.406	195	3.961	1.071
2 ^e trimestre	39	3	267	2.819	656	2.822	923	1.562	200	4.384	1.123
3 ^e trimestre	40	3	267	2.703	630	2.706	897	1.523	192	4.229	1.089
4 ^e trimestre	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1971 1 ^{er} trimestre	40	3	268	3.278	681	3.281	949	1.436	193	4.717	1.142
2 ^e trimestre	40	3	302	3.616	739	3.619	1.041	1.613	204	5.232	1.245
3 ^e trimestre	40	3	292	3.691	794	3.694	1.086	1.580	197	5.274	1.283
4 ^e trimestre	40	3	303	4.465	967	4.468	1.270	1.862	206	6.330	1.476
1970 Décembre	40	4	283	3.729	733	3.733	1.016	2.000	231	5.733	1.247
1971 Janvier	40	3	325	3.070	697	3.073	1.022	1.338	193	4.411	1.215
Février	40	3	245	3.076	640	3.079	885	1.361	184	4.440	1.069
Mars	40	3	235	3.689	704	3.692	939	1.607	203	5.299	1.142
Avril	40	3	225	3.469	670	3.472	895	1.581	193	5.053	1.088
Mai	40	3	393	3.348	788	3.351	1.181	1.491	196	4.842	1.377
Juin	40	3	287	4.032	761	4.035	1.048	1.767	222	5.802	1.270
Juillet	40	3	272	3.644	874	3.647	1.146	1.610	193	5.257	1.339
Août	40	3	325	3.522	738	3.525	1.063	1.511	195	5.036	1.258
Septembre	40	3	279	3.906	769	3.909	1.048	1.618	203	5.527	1.251
Octobre	40	3	314	3.968	906	3.971	1.220	1.679	199	5.650	1.419
Novembre	40	3	243	4.057	959	4.060	1.202	1.717	189	5.777	1.391
Décembre	40	3	351	5.371	1.037	5.374	1.388	2.190	229	7.564	1.617

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire

en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

**XVIII - 4. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles				
	En pour cent des moyens d'action retenus ¹ (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés ³	Effets non visés réescomptés ⁵					
						(milliards de francs)			
						(1)	(2)	(3)	(4)
1969 Novembre	13 1/3 ²	47,7 ²	32,0	4,0	11,7				
Décembre	12	44,0	29,7	4,2	10,1				
1970 Janvier	11 1/3	41,5	28,5 ⁴	3,1 ⁴	9,9				
Février	10 2/3	40,0	28,7 ⁴	1,7 ⁴	9,6				
Mars	10	37,6	27,2	1,1	9,3				
Avril	10	37,7	28,0	2,8	6,9				
Mai	10	38,6	28,4 ⁴	2,8 ⁴	7,4				
Juin	9 1/2	36,8	26,0	2,2	8,6				
Juillet	9 1/2	38,1	23,5	3,5	11,1				
Août	9 1/2	39,0	21,3	4,6	13,1				
Septembre	9	37,1	20,5	4,3	12,3				
Octobre	9	37,1	20,4 ⁴	5,8 ⁴	10,9				
Novembre	9	38,0	21,0	6,3	10,7				
Décembre	9	38,0	20,7	6,2	11,1				
1971 Janvier	9	38,0	20,2 ⁴	6,4 ⁴	11,4				
Février	9	39,0	19,3 ⁴	4,5 ⁴	15,2				
Mars	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0				
Avril	8 1/3	36,1	20,5	5,8	9,8				
Mai	8	35,6	19,3 ⁴	5,6 ⁴	10,7				
Juin	8	35,5	19,3	3,3	12,9				
Juillet	8	35,5	18,3 ⁴	7,4 ⁴	9,8				
Août	8	36,5	17,9	7,0	11,6				
Septembre	8	36,5	18,0	4,3	14,2				
Octobre	8	36,6	17,7 ⁴	8,2 ⁴	10,7				
Novembre	8	37,6	18,5	7,8	11,3				
Décembre	9	43,9	19,0	9,4	15,5				
1972 Janvier	9	43,9	19,3	7,2	17,4				

N. B. — Pour la signification de ce tableau, et notamment de la colonne (5) « Marges disponibles », voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, no 1, janvier 1971, p. V.

¹ Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Le 1^{er} décembre 1969, les plafonds fixés d'après la formule générale ont été ramenés à 12 2/3 p.c. des moyens d'action retenus. A cette date, les plafonds (formule générale et formule forfaitaire) s'élevaient à 46,5 milliards.

³ Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Creditexport depuis le 31-mars 1970).

⁴ Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

⁵ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 360 jours 1	autres effets publics 2	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
Taux en vigueur au 31-12-63	4,25	4,25	3,75	5,00	5,75	6,25	6,25	4,50	5,25	6,25	
1964 3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,00	5,50	6,50	
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	5,75	6,25	7,00	
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	7,00	
1967 2 février	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	6,00	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	5,75	6,00	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
14 septembre	4,25	4,25	3,75	5,00	5,50	6,00	6,00	5,25	5,50	6,00	
26 octobre	4,00	4,00	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	5,00	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,00	5,50	5,50	4,75	5,00	5,50	
19 décembre	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
			pays de la C.E.E.	autres pays							
1969 1 janvier	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00
31 juillet	7,00				9,00				8,50	8,75	9,00
18 septembre	7,50				9,50				9,00	9,25	9,50
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur.										
1970 1 juin	7,50				9,50				9,00	9,25	9,50
22 octobre	7,00				9,00				8,50	8,75	9,00
10 décembre	6,50				8,50				8,00	8,25	8,50
1971 25 mars	6,00				7,50				7,00	7,25	7,50
23 septembre	5,50				7,00				6,50	6,75	7,00
1972 6 janvier	5,00				6,50				6,00	6,25	6,50
3 février	4,50				6,00				5,50	5,75	6,00

* Quotité de l'avance au 31 janvier 1972

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	Fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1964	3,35										
1965	3,17										
1966	3,88	1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1963 10 déc.	*	4,60	4,75
1967	3,19	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1968	2,84	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1969	5,40	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1970	6,25	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1971	3,70	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969 4 ^e trimestre	6,55	1969 3 ^e trim.	7,50	8,00	8,50	8,75	7,74	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970 1 ^{er} trimestre	6,25	4 ^e trim.	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	1970 10 mars	8,50	*	8,50
2 ^e trimestre	6,52	1970 1 ^{er} trim.	7,25	7,65	8,10	8,35	8,52	9 juin	8,35	*	*
3 ^e trimestre	6,21	2 ^e trim.	7,15	7,55	8,00	8,25	8,27	8 sept.	8,15	8,20	8,25
4 ^e trimestre	6,03	3 ^e trim.	6,85	7,25	7,65	7,95	8,15	8 déc.	7,45	*	7,75
1971 1 ^{er} trimestre	4,00	1970 Déc.	6,15	6,55	6,95	7,25	7,25	1971 9 févr.	7,00	7,10	7,20
2 ^e trimestre	2,67	1971 Janv.	6,00	6,40	6,80	7,15	7,22	9 mars	6,00	6,35	6,45
3 ^e trimestre	4,07	Févr.	5,00	5,40	5,80	6,25	6,67	13 avril	5,60	5,90	6,35
4 ^e trimestre	4,00	Mars	4,15	4,50	4,85	5,25	5,53	11 mai	5,55	5,85	6,35
1971 Janvier	4,84	Avril	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	8 juin	5,55	5,85	6,35
Février	4,05	Mai ...	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	13 juill.	5,55	5,85	6,35
Mars	2,66	Juin ..	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	10 août	5,55	5,85	6,35
Avril	4,51	Juillet	4,15	4,55	4,90	5,30	5,27	14 sept.	5,45	5,75	6,25
Mai	1,65	Août ..	4,00	4,35	4,70	5,05	5,19	12 oct.	5,35	5,65	6,15
Juin	2,64	Sept.	3,95	4,30	4,60	4,90	4,97	9 nov.	5,25	5,55	6,05
Juillet	4,80	Oct. ...	3,95	4,30	4,60	4,80	4,83	14 déc.	5,35	5,65	6,15
Août	3,61	Nov. ..	3,95	4,30	4,60	4,85	4,82	1972 11 janv.	5,35	5,65	6,15
Septembre	3,88	Déc. ..	4,10	4,45	4,80	5,15	5,01	8 févr.	5,20	5,50	6,00
Octobre	3,28	1972 Janvier	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15				
Novembre	4,59										
Décembre	4,10										

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixes par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
24 juin	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1964	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1972	3,50	0,75	2,50	0,75

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{re} tranche) et 0,80 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962				
	Dette unifiée 4 % 1 ^{er} s. (rendement en égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré ²
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1969	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
1969 Octobre	4,08	7,17	6,79	6,44	6,54	6,81	7,02	7,21	7,86	8,25	7,98
1970 Janvier	4,09	7,09	6,75	6,19	6,68	6,78	7,37	7,96	7,80	8,20	7,93
Avril	4,09	6,80	6,73	5,93	6,61	6,59	6,99	7,48	7,64	7,97	7,75
Juillet	4,09	6,89	6,89	5,94	6,54	6,66	6,97	7,61	7,83	8,00	7,87
Octobre	4,11	7,08	7,09	6,08	6,47	6,77	7,10	7,87	8,05	8,19	8,07
1971 Janvier	4,11	6,74	6,52	5,70	6,39	6,50	6,92	7,37	7,79	7,97	7,78
Février	4,11	6,39	6,41	5,62	6,32	6,32	6,92	7,37	7,72	7,89	7,70
Mars	4,11	6,27	6,13	5,56	6,17	6,18	6,82	7,08	7,42	7,50	7,40
Avril	4,11	6,18	6,06	5,54	6,16	6,13	6,82	7,06	7,37	7,47	7,37
Mai	4,11	6,00	5,95	5,47	6,12	6,03	6,83	7,08	7,41	7,48	7,41
Juin	4,11	6,16	5,92	5,46	6,06	6,04	6,85	7,09	7,35	7,44	7,36
Juillet	4,11	5,90	5,87	5,43	5,96	5,93	6,81	6,87	7,28	7,31	7,27
Août	4,11	5,78	5,80	5,43	5,96	5,89	6,78	6,84	7,32	7,31	7,28
Septembre	4,11	5,57	5,57	5,28	5,92	5,75	6,68	6,78	7,15	7,17	7,14
Octobre	4,11	5,68	5,58	5,46	5,90	5,82	6,80	6,91	7,29	7,21	7,25
Novembre	4,11	5,67	5,61	5,43	5,96	5,81	6,93	6,85	7,21	7,20	7,20
Décembre	4,11	5,41	5,54	5,37	5,95	5,71	6,88	6,83	7,17	7,16	7,16
1972 Janvier	4,11	5,35	5,52	5,33	5,92	5,66	6,87	6,83	7,17	7,11	7,14
Février	4,11	5,41	5,45	5,34	5,83	5,62	6,91	6,77	7,18	7,10	7,13

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie; évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels.

² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au

jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
										7,00	100,00	7,00
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	97,50	6,99
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
										6,75	98,50	6,89
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-63		3,—		3,50		4,—		4,—		3,50		3,50		4,—		2,—
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50			9	3,50										
Avril							3	6,—								
Juin																
Août	13	4,—														
Décembre .			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50								
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet															10	3,—
Septembre .													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...																
Mars			22	5,—			21	7,50					22	7,—		
Avril			19	5,50									15	7,50		
Juillet					4	5,—							2	7,—		
Juillet													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50								20	5,—	18	6,50	
1969 Février ...							27	8,—								
Mars													3	7,—		
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50				
Juin	20	5,—			13	7,—							11	7,50		
Juillet													16	8,—		
Août									1	5,—						
Septembre .	11	6,—							14	5,50		4	6,—			15
Octobre ...					8	8,—										
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,—						
Avril							15	7,—								
Mai													12	7,50		
Juin													1	7,—		
Juillet	16	7,—														
Août							27	7,50								
Septembre .													1	6,50		
Octobre ...							20	7,—								
Novembre .	18	6,50	13	5,75									12	6,00		
Décembre .	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,—												
Février ...			19	4,75												
Février ...													15	5,75		
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50	24	5,25		
Mai							13	6,75								
Juillet			16	5,00												
Septembre .							2	5,00					15	5,00		
Octobre ...	14	4,50							14	6,00						
Novembre .			19	4,75									25	4,75		
Décembre .	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,—							6	4,50		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

¹ Federal Reserve Bank of New York.

² Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 10 décembre	1971 9 décembre	1971 7 janvier	1972 6 janvier
ACTIF								
Encaisse en or	4.322	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	15.238	21.392	21.418	33.050	21.470	32.188
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	4.683	1.216	1.368	3.407	2.689	5.743	4.289	7.657
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i>	4.423	1.216	1.368	2.083	1.368	2.416	2.083	2.505
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i> <i>Autres opérations</i>	—	—	—	952	944	1.926	1.844	2.816
<i>Autres opérations</i>	260	...	...	372	377	1.401	362	2.336
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.341	1.161	1.161	978	1.110	927
Monnaies divisionnaires	7	32	44	18	32	30	116	147
Comptes courants postaux	1.194	1.514	252	301	130	103	398	422
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	2.899	1.651	3.452	3.452	3.452	3.452
Effets achetés sur le marché monétaire ⁴	3.443	12.251	22.499	16.423	14.504	50.986	20.419	43.784
Effets escomptés	25.185	36.468	37.546	35.434	39.654		32.975	
Effets publics	—	—	—	—	—	11.943	—	8.829
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	—	—	2.136	—	2.033
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	1.810	839	901	98	2.563	3.547	571	1.074
Effets garantis par l'Office des Céré- ales ⁵	1.859	2.930	2.907	2.709	2.856	1.697	2.725	834
Autres effets sur la France	7.697	10.643	8.278	7.124	7.447	10.697	6.997	9.933
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	2.565	4.751	4.707	4.769	4.796	...	2.442	...
Autres crédits à moyen terme	2.249	4.335	6.632	4.290	4.714	1.215	3.947	1.369
Mobilisation de créances sur l'étranger								
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	7.760	7.310	8.429	9.436	10.341	8.544	10.020
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	5.210	6.811	8.015	7.842	9.410	7.749	9.692
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	130	60	66	56	57	52
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	2.806	4.724	2.001	2.065	1.663	2.163
Divers	1.815	5.432	2.082	1.718	1.611	1.791	1.707	2.018
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	97.030	108.566	97.968	103.122

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.398	75.621	73.176	75.257	75.747	77.516
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	7.663	10.694	24.862	8.389	15.981
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	12.133	7.471	7.485	2.681	7.360	2.656
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	1	...	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	246	3.405	9.727	5.781	5.769	1.330	5.794	1.105
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i>	1.515	1.668	2.405	1.689	1.716	1.350	1.565	1.550
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes - Contrepartie des alloca- tions de droits de tirage spéciaux	—	—	—	919	919	1.811	1.811	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 ⁶	—	—	2.351	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.123	4.677	4.506	3.705	4.411	4.025
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	97.030	108.566	97.968	103.122

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 20 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Décret du 17 juin 1939.

⁵ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁶ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1968 February 28	1969 February 28	1970 February 28	1971 February 28	1970 December 9	1971 December 8	1971 January 6	1972 January 5
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.038	3.188	3.202	3.450	3.466	3.369	3.451	3.409
Other Securities	1	1	37	239	173	445	188	430
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.650	3.825	3.650	3.850

Notes Issued :

In Circulation	3.016	3.140	3.243	3.662	3.592	3.785	3.598	3.815
In Banking Department	34	60	7	38	58	40	52	35
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.650	3.825	3.650	3.850

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	526	486	403	700	605	368	603	326
Advances and Other Accounts	88	70	91	74	42	23	64	27
Premises, Equipment and Other Securities	31	89	89	44	37	108	37	97
Notes	34	60	7	38	58	40	52	35
Coin	1	1	2	2	2	1	2	1
Total ...	680	706	592	858	744	540	758	486

Capital	15	14	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	3	3	—	4	—
Public Deposits	13	12	15	18	11	11	13	14
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	218	231	220	398	388	—	391	—
Other Deposits :								
Bankers Deposits	302	301	199	195	167	181	157	142
Reserves and Other Accounts	128	144	139	229	160	333	178	315
Total ...	680	706	592	858	744	540	758	486

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1967 December 31	1968 December 31	1969 December 31	1970 December 31	1970 December 9	1971 December 8	1971 January 6	1972 January 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.481	10.026	10.036	10.457	10.834	9.875	10.464	9.875
Special Drawing Rights certificate account	—	—	—	400	400	400	400	400
Cash	360	207	110	221	218	244	218	258
Discounts and advances	141	188	183	335	285	85	286	45
Acceptances :								
Bought outright	75	58	64	57	41	56	59	77
Held under repurchase agreement	89	...	...	...	...	26	93	42
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	—	—	—	—	340	—	477
Held under repurchase agreement	38	...	...	...	...	93	94	58
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	15.975	18.756	22.266	25.965	24.158	29.702	25.608	30.155
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	26.918	28.706	31.392	33.236	32.973	35.554	33.236	35.733
Bonds	6.087	5.475	3.496	2.941	2.806	3.286	2.941	3.324
Total bought outright ...	48.980	52.937	57.154	62.142	59.937	68.542	61.785	69.212
Held under repurchase agreement	132	...	...	...	...	219	261	528
Total U.S. Government securities ...	49.112	52.937	57.154	62.142	59.937	68.761	62.046	69.740
Total loans and securities	49.455	53.183	57.401	62.534	60.263	69.361	62.578	70.439
Cash items in process of collection	8.465	9.417	10.564	11.178	9.852	11.212	13.063	12.778
Bank premises	112	113	116	128	128	148	128	150
Other assets	2.153	2.894	2.627	995	885	781	1.031	949
Total assets ...	72.026	75.840	80.854	85.913	82.580	92.021	87.882	94.849
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	41.642	44.726	47.473	50.323	50.207	53.862	50.118	53.835
Deposits :								
Member bank reserves	20.999	21.773	22.085	24.150	21.124	25.600	25.470	26.224
U.S. Treasurer - general account	1.123	703	1.312	1.156	830	936	1.105	3.071
Foreign	135	216	134	148	118	187	154	302
Other	663	747	807	1.233	753	779	723	729
Total deposits ...	22.920	23.439	24.338	26.687	22.825	27.502	27.452	30.326
Deferred availability cash items	5.972	6.020	7.124	6.917	7.174	8.228	8.280	8.580
Other liabilities and accrued dividends ...	296	395	581	582	604	609	569	576
Total liabilities ...	70.830	74.580	79.516	84.509	80.810	90.201	86.419	93.317
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	598	630	669	702	695	737	702	743
Surplus	598	630	669	702	669	702	702	742
Other capital accounts .....	...	...	...	...	406	381	59	47
Total liabilities and capital accounts ...	72.026	75.840	80.854	85.913	82.580	92.021	87.882	94.849
Contingent liabilities on acceptances purchased for foreign correspondents	156	109	146	250	238	256	249	254

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1967 31 december	1968 31 december	1969 31 december	1970 31 december	1970 7 december	1971 6 december	1971 4 januari	1972 10 januari
ACTIVA								
Goud	6.166	6.115	6.198	6.437	6.599	6.804	6.437	6.875
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	2 023	984	1.344	2.772	2.743	1.562	2.770	1.221
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	50	19	6	8	6	...	11	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	521	522	2.063	793	2.332
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	203	211	463	184	133	18	129	5
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	895	1.613	1.043	1.388	1.426	1.388	1.387	1.593
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	283	418	876	19	163	71	54	290
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	20	28	30	28	26	25	26	26
Belegging van kapitaal en reserves	183	226	254	300	288	340	288	339
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	24	21	47	47	15	78	20	96
Totaal ...	9.847	9.635	10.261	11.704	11.921	12.349	11.915	12.777

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	8.558	8.703	9.276	9.766	9.470	10.020	9.687	10.010
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	873	472	433	973	1.561	1.103	1.042	1.242
<i>s' Rijks schatkist</i>	775	394	288	829	1.510	1.055	611	1.201
<i>Banken in Nederland</i>	43	31	37	103	15	31	320	16
<i>Andere ingezetenen</i>	55	47	58	41	36	17	111	25
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	57	61	70	78	63	133	73	152
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	48	42	59	60	49	109	56	129
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	9	19	11	18	14	24	17	23
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	7	8	4	3	5	4	5
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	316	316	587	587	856
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	209	244	268	320	268	320	268	319
Diverse rekeningen	117	128	186	227	220	161	234	173
Totaal ...	9.847	9.635	10.261	11.704	11.921	12.349	11.915	12.777

N. B - Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

34	24	18	16	16	14	16	14
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1967 dicembre	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1970 ottobre	1971 ottobre	1970 novembre	1971 novembre
Oro in cassa	1.500	1.827	1.847	1.804	1.864	1.802	1.863	1.803
Cassa ¹	44	37	37	39	34	74	28	42
Portafoglio ²	1.243	1.333	1.652	1.035	1.082	999	1.033	1.000
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.209	1.337	1.644	842	834	700	656	544
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.474	2.086	1.626	1.687	1.407	2.445	1.421	2.328
Disponibilita in divisa all'estero .....	—	...	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	747	1.035	2.447	3.221	2.536	3.710	2.593	4.092
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	365	531	680	943	717	873	714	874
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	166	287	...	1.592	1.374	849	1.661	1.127
Servizi diversi per conto dello Stato	61	91	138	78	41	152	37	152
Spese	157	179	230	281	167	204	174	210
Totale attivo ...	8.305	9.082	10.643	11.861	10.395	12.147	10.519	12.511
Circolazione dei biglietti ⁵	5.126	5.390	6.100	6.619	5.812	6.480	5.831	6.475
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	52	110	106	193	53	51	65	68
Conti correnti liberi	256	186	87	284	56	55	70	232
Conti correnti vincolati	2.162	2.425	2.784	3.305	3.230	4.209	3.338	4.364
Creditori diversi	537	775	1.200	1.139	1.043	1.097	1.006	1.109
C/c servizio tesoreria .....	...	...	113	—	—	—	—	—
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	9	10	12	12	16	12	16
Fondo di riserva straordinario	6	7	7	10	9	14	9	14
Rendite	157	180	236	299	180	225	188	233
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Total passivo e patrimonio ...	8.305	9.082	10.643	11.861	10.395	12.147	10.519	12.511
Depositanti di titoli e valori	7.340	8.089	11.378	11.351	9.407	11.469	9.740	12.090
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	24	14	11	10	14	12	13	13
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	441	506	556	605	600	594	603	594
— istituti speciali	335	324	349	371	368	398	369	398
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	1.208	1.332	1.624	817	807	684	627	530
— altri	1	6	20	25	27	16	28	14
⁴ Compresi BOT	153	80	337	—	5	50	—	50
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	3	3	2	n.b.	3	n.b.
⁶ Compresi vaglia cambiari	28	20	20	26	21	22	27	25

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM).

(Oude voorstelling van de posten van de weekstaat)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember	1970 6. November	1970 7. Dezember
AKTIVA						
Gold	16.647	17.881	14.700	14.340	14.704	14.702
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362	23.163	28.610
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339	2.316	2.316
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357	—	—
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943	930	943
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.953	3.134	3.445	2.911	2.762	2.639
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162	184	178
Postscheckguthaben	418	470	451	447	192	168
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152	15.944	14.683
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285	...	...
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.682	291	790
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434	644	2.408
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760	929	795
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683	2.922	2.275
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...	2.586	2.894
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386	386	387
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992	1.992	1.992
<i>darunter : a) an I.W.F.</i>	670	2.082	...	...	...	...
<i>b) an Weltbank</i>	1.447	1.644	1.544	1.925	1.925	1.925
<i>c) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	331	243	155	67	67	67
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655	1.182	857
	53.869	58.711	58.696	84.890	71.127	76.637
PASSIVA						
Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479	34.261	36.838
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618	27.332	29.680
<i>Kreditinstituten</i>	15.179	17.579	16.890	26.231	24.655	26.982
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.115	3.299	3.826	2.987	2.362	2.373
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	334	377	373	400	315	325
Sondereinlagen	—	—	—	5.382	4.001	4.557
<i>Konjunkturausgleichsrücklagen</i>	—	—	—	2.937	2.937	2.937
<i>Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern</i>	—	—	—	2.189	1.064	1.369
<i>Sonstige (Bundesbildungsanleihe)</i>	—	—	—	256	—	251
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	380	473	470
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	506	322	383	343	400	400
<i>Sonstige</i>	137	43	89	37	73	70
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738	738	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532	—	—
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441	2.002	2.034
	53.869	58.711	58.696	84.890	71.127	76.637

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1970 31. Dezember	1971 31. Dezember	1971 5. November	1971 7. Dezember	1971 7. Januar	1972 7. Januar
AKTIVA						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	51.338	62.219	65.076	66.030	51.820	63.582
Gold	14.340	14.688	14.687	14.687	14.337	14.688
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	28.362	37.638	40.579	41.489	28.210	38.379
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.200	2.000	2.000	2.000	2.200	2.000
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte	4.300	5.581	5.480	5.525	4.936	6.202
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.131	2.308	2.325	2.325	2.131	2.309
Sorten	5	4	5	4	6	4
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.739	18.811	21.019	21.722	16.750	16.903
Inlandswechsel	14.152	15.802	19.235	16.998	13.546	15.288
Auslandswechsel	2.905	1.612	1.700	1.543	2.676	1.449
Lombardforderungen	1.682	1.397	84	3.181	528	166
Kredite und Forderungen an Bund, Sonde:vermögen des Bundes und Länder	11.788	11.149	9.305	10.172	11.856	11.086
Kassenkredite (Buchkredite)	2.434	2.349	443	1.393	2.502	2.362
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	285	76	138	55	285	...
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	386	41	41	41	386	41
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	—	—	—	—	20
Kassenkredite (Buchkredite)	—	—	—	—	—	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	—	—	—	—	20
Wertpapiere	760	588	780	715	746	588
Deutsche Scheidemünzen	163	251	210	189	172	265
Postscheckguthaben	447	367	189	239	257	217
Sonstige Aktiva	1.655	1.654	1.434	1.358	1.010	1.325
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten	—	5.996	—	—	—	5.996
Insgesamt ...	84.890	101.035	98.013	100.425	82.611	99.982
PASSIVA						
Banknotenumlauf	36.480	39.494	37.431	39.606	35.197	38.535
Einlagen von Kreditinstituten	26.250	32.609	34.120	33.480	25.275	32.333
auf Girokonto	26.231	32.590	34.088	33.448	25.257	32.313
sonstige	19	19	32	32	18	20
Einlagen von öffentlichen Haushalten	6.735	10.943	11.043	11.109	6.466	10.860
Bund	32	69	27	23	13	22
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	236	286	500	381	423	325
Länder	1.030	510	789	917	576	473
Andere öffentliche Einleger	55	67	32	46	37	28
Sondereinlagen	5.382	10.011	9.695	9.742	5.417	10.012
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.033	2.227	1.396	1.249	1.648	1.997
Bundesbahn	4	5	5	4	5	5
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postspar-	1.629	1.735	1.017	845	1.309	1.566
kassenämter)	400	487	374	400	334	426
sonstige Einleger	—	—	—	—	—	—
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	361	967	532	586	523	984
Einlagen ausländischer Einleger	343	941	493	581	457	943
sonstige	18	26	39	5	66	41
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungsrechte	738	1.364	1.364	1.364	1.364	1.985
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	7.532	6.477	6.432	7.259	7.566	6.563
Rückstellungen	1.170	2.370	2.370	2.370	1.170	2.370
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	860	1.080	1.080	1.080	860	1.080
Sonstige Passiva	2.441	3.214	1.955	2.032	2.252	2.985
Insgesamt ...	84.890	101.035	98.013	100.425	82.611	99.982

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 7 décembre	1971 7 décembre	1971 7 janvier	1972 7 janvier
ACTIF								
Encaisse or	13.370	11.356	11.435	11.821	11.822	11.879	11.821	11.879
Devises	1.987	5.601	5.793	8.441	3.664	10.484	5.135	10.106
Bons du Trésor étrangers en FS	432	1.442	1.851	1.851	1.851	4.278	1.851	4.278
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	174	108	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	142	281	613	328	121	79	146	80
Bons du Trésor de la Confédér. suisse ..	...	7	118	71	...	...	31	...
Avances sur nantissement	86	160	277	224	25	7	10	2
Titres :								
pouvant servir de couverture	9	17	43	51	55	11	51	2
autres	173	164	127	105	111	6	105	2
Correspondants en Suisse	72	100	89	83	43	52	12	8
Correspondants à l'étranger	15	22	20	25	25	30	35	23
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	—	—	—	—	—	1.244	—	1.244
Autres postes de l'actif	59	57	91	70	79	97	68	65
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	17.796	28.167	19.265	27.689

PASSIF

Fonds propres	59	60	61	62	62	63	62	63
Billets en circulation	11.327	12.047	12.518	13.106	12.564	13.719	12.517	13.702
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	3.811	5.776	6.354	7.750	2.927	10.915	4.047	10.867
Autres engagements à vue	334	638	601	660	659	1.404	1.020	1.278
Engagements à terme :								
Avoirs minimaux des banques	—	—	—	—	—	462	—	518
Rescriptions de stérilisation	550	233	142	202	313	313	313	313
Compte spécial P.T.T.	—	—	—	200	180	—	200	—
Autres postes du passif	438	561	781	1.090	1.091	1.291	1.106	948
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	17.796	28.167	19.265	27.689

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 30 novembre	1971 30 novembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre
I. Or	4.177	4.145	4.167	4.229	4.145	4.397
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ..	46	48	43	58	48	55
III. Bons du Trésor	7	1.046	967	1.015	1.046	1.064
IV. Effets div. remobilis. sur dem	63	—	—	—	—	—
V. Dépôts à terme et avances :	10.673	17.026	15.177	13.417	17.026	12.925
<i>a)</i> à 3 mois au maximum	8.223	13.726	11.904	9.943	13.726	9.266
<i>b)</i> à 3 mois au maximum (or)	—	48	48	141	48	169
<i>c)</i> à plus de 3 mois	2.450	3.237	3.210	3.333	3.237	3.490
<i>d)</i> à plus de trois mois (or)	—	15	15	—	15	—
VI. Titres à terme :	4.548	2.484	3.316	11.906	2.484	11.073
1. Or :						
<i>a)</i> à 3 mois au maximum	299	268	278	95	268	85
<i>b)</i> à plus de 3 mois	118	152	141	181	152	192
2. Monnaies :						
<i>a)</i> à 3 mois au maximum	3.696	1.459	2.252	10.839	1.459	9.970
<i>b)</i> à plus de 3 mois	435	605	645	791	605	826
VII. Divers	17	1	1	30	1	1
<i>Total de l'actif ...</i>	19.531	24.750	23.671	30.655	24.750	29.515

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	1969	1970	1970	1971	1970	1971
	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 december	31 december
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	250	290	280	301	290	301
II. Réserves	168	248	243	331	248	331
1. Fonds de Réserve Légale	25	29	23	30	29	30
2. Fonds de Réserve Générale	53	99	95	144	99	144
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	10	22	22	37	22	37
4. Fonds de Réserve Libre	80	98	98	120	98	120
III. Dépôts (or) :	6.064	5.492	5.583	3.884	5.492	3.893
1. Banques centrales :						
a) à vue	1.936	2.035	2.141	3.202	2.035	3.201
b) à 3 mois au maximum	2.811	2.967	2.827	196	2.967	261
c) à plus de 3 mois	258	333	473	327	333	262
2. Autres déposants :						
a) à vue	448	157	142	159	157	169
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	611	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	12.061	18.071	16.935	25.396	18.071	24.219
1. Banques centrales :						
a) à vue	58	97	90	59	97	34
b) à 3 mois au maximum	9.451	17.061	15.060	22.841	17.061	21.478
c) à plus de 3 mois	1.373	536	991	1.894	536	2.118
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	19	21	20	19	19
b) à 3 mois au maximum	1.079	308	693	532	308	534
c) à plus de 3 mois	81	50	80	50	50	36
V. Effets	835	469	467	495	469	487
a) à 3 mois au maximum	468	469	467	495	469	487
b) à plus de 3 mois	367	—	—	—	—	—
VI. Divers	121	131	114	164	131	202
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	32	49	49	84	49	82
<i>Total passif ...</i>	19.531	24.750	23.671	30.655	24.750	29.515

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 7 juillet 1971

déterminant le montant du prélèvement au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1971 (Moniteur du 6 janvier 1972, p. 153).

Article 1^{er}. — Le montant du prélèvement à effectuer au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1971, est fixé à six cents millions de francs pour le deuxième trimestre de l'année 1971.

.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 28 octobre 1971

autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de trois milliards de francs (Moniteur du 15 janvier 1972, p. 631).

Arrêté royal du 28 octobre 1971

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » à contracter sous la garantie de l'Etat, un trente-septième emprunt, d'un montant effectif de 500 millions de francs (Moniteur du 15 janvier 1972, p. 632).

Arrêté royal du 29 octobre 1971

autorisant la Société nationale terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt d'un milliard de francs (Moniteur du 26 janvier 1972, p. 1000).

Arrêté ministériel du 30 octobre 1971

approuvant les modifications au règlement des prêts à consentir par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B 2 (Moniteur du 5 janvier 1972, p. 65).

Arrêté royal du 16 novembre 1971

complétant l'arrêté royal du 20 janvier 1970 prescrivant une statistique annuelle des assurances et des réassurances (Moniteur du 12 janvier 1972, p. 333).

Arrêté royal du 6 décembre 1971

prescrivant une statistique mensuelle de l'emploi dans les entreprises et organismes de crédit et d'assurance (Moniteur du 11 janvier 1972, p. 252).

Arrêté royal du 15 décembre 1971

autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 260 millions de francs, en vue de la réalisation d'un programme expérimental de construction de logements réservés par priorité aux ouvriers mineurs et métallurgistes dans la province de Limbourg (Moniteur du 26 janvier 1972, p. 999).

Arrêtés ministériels du 22 décembre 1971

fixant les modèles de bilan, de compte de pertes et profits et de répartition du solde bénéficiaire pour les entreprises d'assurances sur la vie et pour les entreprises pratiquant la capitalisation, les prêts hypothécaires par intervention ainsi que la date de leur transmission, et l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (Moniteur du 5 janvier 1972, p. 51).

Arrêté ministériel du 14 janvier 1972

modifiant certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mars 1965 autorisant la Société nationale de Crédit à l'Industrie à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 2.500.000.000 francs (Moniteur du 27 janvier 1972, p. 1071).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 15 janvier 1972

fixant le prix maximum de vente du lait de consommation (Moniteur du 29 janvier 1972, p. 1152).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement du Conseil du 20 décembre 1971 (71/2821/C.E.E.)

concernant l'application de l'article 85 paragraphe 3 du traité à des catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées (Journal officiel du 29 décembre 1971, n° L 285, p. 46).

Règlement du Conseil du 20 décembre 1971 (71/2822/C.E.E.)

complétant les dispositions du règlement n° 17 relatif à l'application des articles 85 et 86 du traité (Journal officiel du 29 décembre 1971, n° L 285, p. 49).

Règlements et décisions du 20 décembre 1971

modifiant le tarif douanier commun, notamment en raison de l'octroi de préférences tarifaires généralisées aux pays en voie de développement (Journal officiel du 30 décembre 1971, n° L 287, pp. 1-66.)

Règlement du Conseil du 20 décembre 1971 (72/1/C.E.E.)

modifiant le règlement n° 68/950/C.E.E. relatif au tarif douanier (Journal officiel du 1^{er} janvier 1972, n° L 1, p. 1).

Décision de la Commission du 23 décembre 1971 (72/18/C.E.C.A.)

portant prorogation de la décision de la Haute Autorité n° 1-64 concernant l'interdiction de l'alignement sur les offres de produits sidérurgiques et de fonte en provenance de pays ou territoires à commerce d'Etat (Journal officiel du 6 janvier 1972, n° L 4, p. 1).

Décision de la Commission du 9 décembre 1971

relative à une procédure d'application de l'article 86 du traité C.E.E. (IV/26811 - Continental Can Company) (Journal officiel du 8 janvier 1972, n° L 7, p. 25).

Décision de la Commission du 15 décembre 1971 (72/34/C.E.E.)

supprimant, aux termes de l'article 93 paragraphe 2 du traité C.E.E., les aides belges accordées en faveur des entreprises en difficulté (Journal officiel du 13 janvier 1972, n° L 10 p. 22).

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de janvier 1972. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

DEGUELDRE J., Une application de la recherche opérationnelle dans l'analyse des demandes de crédits bancaires. La méthode de crédit scoring. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 50, juin 1971, pp. 279-302.*)

JANZING G.B.M., Le leasing, troisième voie de financement et d'investissement. (*Synopsis, Bruxelles, XIII, n° 134, novembre-décembre 1971, pp. 33-41.*)

JEORGER L. et LAB R., Aperçus sur le financement des entreprises dans certains pays étrangers (III). (*Banque, Paris, n° 303, janvier 1972, pp. 26-32.*)

2. INFLATION - DEVALUATION - REEVALUATION - STABILISATION

BEYENS A.L., Au-delà de l'inflation. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 247, septembre-octobre 1971, pp. 625-633.*)

CHARPY J., L'inflation permanente. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 147, octobre 1971, pp. 365-377.*)

GLEJSER H. et HALBERTHAL I., Higher Inflation Rates and International Imbalances. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 50, juin 1971, pp. 205-208.*)

L'inflation mondiale (Débat à l'Université de Paris-IX Dauphine). (*Banque, Paris*, n° 302, décembre 1971, pp. 1055-1070.)

PERROUX Fr., L'inflation des années 60 : la composante monétaire avec référence spéciale aux « influences internationales ». (*Economie Appliquée, Paris, XXIV*, n° 3, septembre 1971, pp. 353-377.)

3. INSTITUTIONS MONETAIRES

BRUYNEEL A., La Commission Bancaire Belge (I). (*Banque, Paris*, n° 303, janvier 1972, pp. 13-25.)

VAN DEN PANHUYZEN W., De determinanten van de samenstelling der spaardeposito's bij banken. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 51, septembre 1971, pp. 453-460.)

WOLFF R., L'expansion à l'étranger des banques américaines. (*Critiques de l'Economie Politique, Paris*, nos 4-5, juillet-décembre 1971, pp. 262-274.)

4. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

DEQUAE A., En marge d'un projet de loi. Quelques considérations relatives au contrôle des entreprises d'assurances. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège*, n° 247, septembre-octobre 1971, pp. 547-557.)

KEMPENEERS A. et MORTIER M., Tendensen in het Belgische spaarwezen. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVI*, n° 2829, 22 décembre 1971, pp. 1139-1144.)

NEUMAN H., Le point à propos de la Société Nationale d'Investissement. (*Industrie, Bruxelles, XXV*, n° 11, novembre 1971, pp. 642-646.)

5. MARCHES FINANCIERS - BOURSES DE VALEURS MOBILIERES

Les marchés belges des actions et des obligations en 1971. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII*, n° 1, 7 janvier 1972, pp. 1-11.)

Les marchés étrangers des actions en 1971. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII*, n° 2, 14 janvier 1972, pp. 17-22.)

Les marchés nationaux et internationaux des obligations en 1971. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI*, n° 50; 31 décembre 1971, pp. 525-530.)

TIMMERMANS A.P., Les indices boursiers (II). (*Etudes Economiques, Mons*, n° 149, mars 1971, pp. 15-109.)

6. FINANCES PUBLIQUES

Aperçu général sur la fiscalité des sociétés au Grand-Duché de Luxembourg. (*Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, Luxembourg*, 1971, 50 p.)

BOLLEN G., L'avenant à la convention entre la Belgique et la France, préventive de la double imposition. (*Revue Générale de Fiscalité, Bruxelles*, II, n° 10, décembre 1971, pp. 291-296.)

BOLLEN G. et SIEBENS H., La convention belgo-néerlandaise préventive de la double imposition. (*Revue Générale de Fiscalité, Bruxelles*, II, n° 9, novembre 1971, pp. 267-275.)

8. REYENU NATIONAL - EPARGNE - INVESTISSEMENTS - CONSOMMATION

Investissements dans l'industrie des fabrications métalliques. (*Fabrimétal, Bruxelles*, n° 120, 6 décembre 1971, pp. 496-502.)

PROVOST C., Les investissements belges et étrangers en Hainaut. (*Bulletin Economique du Hainaut, Mons*, III, n°s 11-12, décembre 1971, pp. 5-10.)

Quelques facteurs susceptibles d'influencer la formation de l'épargne. (*Bulletin Economique et Financier de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Bruxelles*, n° 3, 1971, pp. 1-6.)

VAN BROEKHOVEN E., De econometrische studies van het gedrag van de mens in België met een beknopte bibliografie. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 51, septembre 1971, pp. 425-444.)

9. INVESTISSEMENTS ETRANGERS

DRAMAIS A., Tentative d'estimation d'une fonction prévisionnelle pour les investissements étrangers en Belgique. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 51, septembre 1971, pp. 461-468.)

FAITH N., European Direct Investment in America. (*Euromoney, Londres*, III, n° 8, janvier 1972, pp. 12-13.)

VAN DEN BULCKE D., Les investissements industriels étrangers dans l'économie belge. (*Synopsis, Bruxelles*, XIII, n° 134, novembre-décembre 1971, pp. 15-32.)

10. DEMOGRAPHIE

Overzicht van de bevolkingsontwikkeling in Limburg. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 3, septembre 1971, pp. 28-44.*)

POURSIN J.-M., La population mondiale. (*Editions du Seuil, Paris, 1971, 143 p.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

Campagne nationale pour le reclassement des handicapés. (*Revue du Travail, Bruxelles, n° 7-8, juillet-août 1971, pp. 949-978.*)

Manpower Policy in Belgium. (O.E.C.D. Reviews of Manpower and Social Policies, 9). (*Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris, 1971, 187 p.*)

12. SECURITE SOCIALE

BIHET E., Problème de la pension. Les pensions par capitalisation et l'érosion monétaire. (*Revue des Sciences Economiques, Liège, XLVI, n° 167, septembre 1971, pp. 107-126.*)

13. PRIX ET SALAIRES

Coûts de la main-d'œuvre dans l'industrie - 1969. (*Statistiques Sociales, Bruxelles, n° 3, 1971, pp. 1-533.*)

SCHMIDT J.H., De prijzenwetgeving in België. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVI, n° 2829, 22 décembre 1971, pp. 1136-1139.*)

STOKX J., De hervorming van de index. (*Ondernemen, Bruxelles, XXVII, n° 10, décembre 1971, pp. 511-513.*)

VEREECKEN M., De hervorming van de index. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LXII, n° 12, décembre 1971, pp. 1001-1017.*)

15. POLITIQUE ECONOMIQUE

PIERARD R., La nouvelle législation sur l'expansion économique. (*Bulletin Economique du Hainaut, Mons, III, n° 11-12, décembre 1971, pp. 11-18.*)

Principales dispositions en 1970 en matière économique, sociale et financière.
(*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 6, juin 1971, pp. 5-91.*)

16. CROISSANCE ECONOMIQUE

HUGE P., Une réestimation du modèle « Croissance et Conjoncture » de A. Van Peeterssen. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 50, juin 1971, pp. 165-203.*)

17. ECONOMIE REGIONALE

KONINGS M., La politique régionale : Données statistiques - objectifs - choix des régions à aider - instruments (I). (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 51, septembre 1971, pp. 327-387.*)

ROGIERS F., Regionale revolutie in België (II). (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVII, n° 2830, 5 janvier 1972, p. 13.*)

ROPPE L., Aktuelle aspekten van het economisch leven in Limburg. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 3, septembre 1971, pp. 3-13.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

JOURNEE M., Le remembrement rural en Hainaut. (*Bulletin Economique du Hainaut, Mons, III, n°s 11-12, décembre 1971, pp. 31-33.*)

LAUREYSSSEN J., La révolution industrielle en Belgique : pourquoi ? (*Industrie, Bruxelles, XXV, n° 11, novembre 1971, pp. 685-688.*)

21. ENTREPRISES

FONTAINE M., La protection de l'entreprise contre les risques de change. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 8, 1971, pp. 728-742.*)

JACOT S.P., La planification à long terme dans l'entreprise. (*Revue Economique et Sociale, Lausanne, XXIX, n° 4, décembre 1971, pp. 273-280.*)

Les fermetures d'entreprises. (*Bulletin Economique et Financier de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, Bruxelles, n° 3, 1971, pp. 7-12.*)

MAYER R., Application du plan comptable général belge. (L'uniformisation des comptabilités). (*Vioburo, Bruxelles, 1968, 195 p.*)

Présence des classes moyennes. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 47, 10 décembre 1971, pp. 497-501.*)

VAN ACKER G., De collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de voorlichting en de raadpleging van de ondernemingsraden omtrent de algemene vooruitzichten en de tewerkstellingsproblemen in de onderneming. (*Tijdschrift voor Sociaal Recht, Bruxelles, n° 5, 1971, pp. 193-203.*)

22. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

SCHMITZ N. et WISNIA F., La sous-traitance en matière de Recherche-Développement. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 51, septembre 1971, pp. 393-423.*)

23. TRANSPORTS

CHARLIER Cl., Aperçu de l'évolution du Port de Gand depuis le 19 décembre 1968. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 247, septembre-octobre 1971, pp. 539-545.*)

La Compagnie Maritime Belge. (*Marine, Bruxelles, 3^e trimestre 1971, pp. 3-9.*)

25. COMMERCE EXTERIEUR

DE GRAUWE P., Regionale inkomens- en prijselasticiteiten van de Belgische buitenlandse handel. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVI, n° 2829, 22 décembre 1971, pp. 1148-1152.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BRANSON W.H. et HILL R.D. Jr., Mouvements de capitaux dans l'ensemble de la zone O.C.D.E.; une analyse économétrique. (Perspectives économiques de l'O.C.D.E., Etudes spéciales, décembre 1971). (*Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, 1971, 63 p.*)

- CAMU L., La crise du dollar et l'Europe. (Les Cahiers Atlantiques, 3). (*L'Institut Atlantique, Paris, 1971, 70 p.*)
- COURBIS R., Marché international des capitaux et politiques monétaires nationales. (*Economie Appliquée, Paris, XXIV, n° 3, septembre 1971, pp. 379-411.*)
- DE RIBET-PETERSEN Chr., Les droits de tirage spéciaux au secours de l'étalon-dollar. (*Economie Appliquée, Paris, XXIV, n° 3, septembre 1971, pp. 413-435.*)
- DE VRIES T., Het internationale geldstelsel op de tweesprong. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVI, n° 2828, 15 décembre 1971, pp. 1117-1123.*)
- Dollars, déficits et système monétaire international (II). (*Banque, Paris, n° 302, décembre 1971, pp. 1071-1078.*)
- EINZIG P., Second and Third Thoughts on SDRs. (*Euromoney, Londres, décembre 1971, pp. 74-75.*)
- EMMINGER O., The Dollar and the International Monetary System. (*Euro-money, Londres, décembre 1971, pp. 14-18.*)
- Essai d'interprétation de la crise actuelle dans les relations économiques internationales. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 8, 1971, pp. 711-720.*)
- FRANCKEN P., Vlottende wisselkoersen gezien vanuit het standpunt van de buitenlandse handel. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 8, 1971, pp. 744-746.*)
- HAVE R., Geld in de branding. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XVIII, n° 6, décembre 1971, pp. 349-354.*)
- ISRALSON M., Les crédits internationaux à moyen terme en eurodevises. (*Conférences du Centre d'Etudes Bancaires et Financières, Bruxelles, cahier n° 184, 1971, 24 p.*)
- JAY P., Currencies in Crisis out of the Bretton Woods? (*Economist Intelligence Unit, Londres, 1971, 28 p.*)
- KERN D., International Finance and the Euro-Dollar Market. (*National Westminster Bank Quarterly Review, Londres, novembre 1971, pp. 6-21.*)
- KRIZ M.A., The Disingenuous Float. (*Euromoney, Londres, décembre 1971, pp. 22-24.*)

- La C.E.E. e i problemi dell'equilibrio monetario internazionale. (*Bancaria, Rome, XXVII, n° 9, septembre 1971, pp. 1171-1182.*)
- LEEMAN A., EUAs and EMUs. (*Euromoney, Londres, décembre 1971, pp. 38-42.*)
- Les droits de tirage spéciaux, un nouvel instrument de réserve ? (*Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 109, novembre 1971, pp. 1-5.*)
- L'eurodollar. (Perspectives de l'Economie, Economie contemporaine). (*Calmann-Lévy, Paris, 1971, 367 p.*)
- LUYCKX J.L., Les systèmes monétaires internationaux de 1870 à nos jours. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 8, 1971, pp. 679-693.*)
- MASSARI A., Opinioni sui cambi flessibili. (*Bancaria, Rome, XXVII, n° 9, septembre 1971, pp. 1120-1129.*)
- MEIS W., Sonderziehungsrechte. Wesen und bisherige Praxis. (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXIV, n° 24, 15 décembre 1971, pp. 1115-1117.*)
- MODIGLIANI Fr. et ASKARI H., The Reform of the International Payments System. (Essays in International Finance, 89). (*International Finance Section, Princeton, 1971, 35 p.*)
- MORAWETZ D., The Effect of Financial Capital Flows and Transfers on the U.S. Balance of Payments Current Account. (*Journal of International Economics, Amsterdam, I, n° 4, novembre 1971, pp. 417-428.*)
- MOSSE R., La révision du système monétaire international. (*Revue Politique et Parlementaire, Paris, n° 827, décembre 1971, pp. 4-19.*)
- Obligations en unités de compte. Situation après l'accord monétaire de Washington. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 50, 31 décembre 1971, p. 531.*)
- OSSOLA R., The Problems of Currency Realignment. (*Euromoney, Londres, décembre 1971, pp. 34-36.*)
- POLASEK M., The Role of Exchange Rates in International Adjustment : The I.M.F. Report and Beyond. (*The Economic Record, Victoria, n° 119, septembre 1971, pp. 338-350.*)
- The Retreat from Bretton Woods. The Story so Far. (*Midland Bank Review, Londres, novembre 1971, pp. 12-20.*)
- TRIFFIN R., Vers un système de réserve internationale. (*Banque, Paris, n° 302, décembre 1971, pp. 1051-1054.*)

- VAN DER HEIJDEN J.A., Touwtrekken om de pariteit of om het systeem. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVI, n° 2827, 8 décembre 1971, pp. 1094-1095.*)
- VAN HUYNEGEM L., De rekeneenheden in het huidige monetaire perspectief. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 8, 1971, pp. 722-726.*)
- WALSHE Gr., International Monetary Reform. (*Macmillan, Londres, 1971, 85 p.*)
- WATTS J.H. III, The Purpose of Fixed Parities. (*Euromoney, Londres, 1971, pp. 28-30.*)
- WILLIAMSON J., The Choice of a Pivot for Parities. (*Essays in International Finance, 90*). (*International Finance Section, Princeton, 1971, 35 p.*)
- World Interest Rates. (*World Series, 6*). (*Econtel Research, Londres, 1971, 20 p.*)

27. TIERS MONDE

- CURRIE L., The Exchange Constraint on Development. A Partial Solution to the Problem. (*The Economic Journal, Londres, LXXXI, n° 324, décembre 1971, pp. 886-903.*)
- Development Assistance; Efforts and Policies of the Members of the Development Assistance Committee. (*Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris, 1971, 203 p.*)
- KONTOS St.E., A Note on the Foreign Capital Needs of Developing Countries. (*Kyklos, Bâle, XXIV, n° 4, décembre 1971, pp. 771-774.*)
- Le Tiers Monde en l'an 2.000. (*Tiers Monde, Paris, XII, n° 47, septembre 1971, pp. 483-689.*)
- STOLPER W.F., Budget, Economic Policy, and Economic Performance in Underdeveloped Countries. (Kieler Vorträge, Neue Folge, 69). (*Mohr, Tübingen, 1971, 33 p.*)
- TUGWELL Fr., L'ordre international et l'avenir du sous-développement (2). (*S.E.D.E.I.S. - Analyse et Prévision, Paris, XII, n° 6, décembre 1971, pp. 1493-1506.*)
- ZIMMERMAN L.J., Sparquote und Kapitalkoeffizient als Elemente des wirtschaftlichen Wachstums in Entwicklungsländern. (Kieler Vorträge, Neue Folge, 68). (*Mohr, Tübingen, 1971, 18 p.*)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- BARTEN A., An Import Allocation Model for the Common Market. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 50, juin 1971, pp. 153-164.*)
- COFFEY P. et PRESLEY J.R., European Monetary Integration. A United Kingdom Appraisal. (*Société Universitaire Européenne de Recherches Financières, Tilburg, 1971, 40 p.*)
- Conséquences pour la Communauté de la situation actuelle dans les domaines monétaire, commercial et agricole. (*Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, supplément n° 6, octobre 1971, pp. 1-46.*)
- Food Retailing in the E.E.C. (*European Trends, Londres, n° 29, novembre 1971, pp. 15-25.*)
- GAVALDA Chr., Souveraineté monétaire des six Etats du Marché Commun et taux d'escompte privilégié à l'exportation. (*Recueil Dalloz-Sirey, Paris, n° 41, 1^{er} décembre 1971, pp. 665-669.*)
- GRINWIS M. et GUILLAUME Y., Modèles économétriques simples de cinq pays du Marché Commun. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 50, juin 1971, pp. 237-277.*)
- GROSFILS M., Perspectives nouvelles de la fonction bancaire dans le Marché Commun. (*Bulletin Officiel de la Chambre de Commerce Belgo-Luxembourgeoise en Suisse, n° 62, 1971, pp. 9-11.*)
- HAACK W.G.C.M., Economische consequenties van Engeland's toetreding tot de Europese Gemeenschap. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVI, n° 2827, 8 décembre 1971, pp. 1101-1110.*)
- JACQUEMIN A.P. et KUMPS A.M., Changes in the Size Structure of the Largest European Firms : An Entropy Measure. (*The Journal of Industrial Economics, Oxford, XX, n° 1, novembre 1971, pp. 59-70.*)
- La politique régionale du Marché Commun. (Université Catholique de Louvain, Centre d'Etudes Européennes). (*Bruylant, Bruxelles, 1971, 218 p.*)
- Les débats de ratification; les ressources propres aux Communautés européennes et les pouvoirs budgétaires du Parlement européen. Analyse de documents. (*Office des Publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1971, 192 p.*)
- L'Europe sociale 1971 - problèmes communautaires actuels. (*Droit Social, Paris, n° 11 spécial, novembre 1971, pp. 1-178.*)
- LOUGHEED A.L., Britain's Terms of Entry and the Exporters of Agricultural Products. (*The Bankers' Magazine, Londres, n° 1533, décembre 1971, pp. 259-264.*)

- LOUGHEED A.L., The Common Agricultural Policy and International Trade. (*National Westminster Bank Quarterly Review, Londres, novembre 1971, pp. 22-32.*)
- MAILLET P. et autres. De opbouw van een Europese economie. (*Kluwer, Deventer, 1971, 307 p.*)
- MALLET J., Pour l'Europe, un impératif inéluctable : l'Union Economique et Monétaire. (*Management-France, Paris, n° 12, décembre 1971, pp. 3-11.*)
- MICHIELS M., L'assistance mutuelle de la Communauté Economique Européenne a-t-elle une chance ? (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 50, juin 1971, pp. 215-236.*)
- MUENCHMEYER A., The Possibilities of an European Monetary Strategy. (*Euromoney, Londres, décembre 1971, pp. 26-27.*)
- PRIEBE H., Agrarmarkt und Währungspolitik. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, LI, n° 12, décembre 1971, pp. 639-644.*)
- REY J., La Communauté n'est pas gouvernée. (*Vision, Paris, n° 13, 15 décembre 1971, pp. 17-18.*)
- The Economics of Europe; what the Common Market means for Britain. (*Ch. Knight, Londres, 1971, VI + 222 p.*)
- The United States and the European Community : Policies for a Changing World Economy. (*Committee for Economic Development, New York, 1971, 75 p.*)
- THIELEMANS E., De huidige internationale monetaire crisis en de Europese monetaire integratie. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 8, 1971, pp. 695-709.*)
- VAN GERVEN W., Het statuut voor Europese naamloze vennootschappen; het voorstel van de E.G.-Commissie. (*Ondernemen, Bruxelles, XXVII, n° 10, décembre 1971, pp. 505-508.*)
- WESTPHAL H., Gevolgen van de nationale prijsvoorschriften in de Europese Economische Gemeenschap. (Studies, serie Concurrentie, Harmonisatie van wetgeving, 9). (*Europese Gemeenschappen, Bruxelles, 1970, 178 p.*)

30. INFORMATIQUE - AUTOMATISATION

- ELGOZY G., Les dangers de l'ordinateur. (*Revue Politique et Parlementaire, Paris, n° 827, décembre 1971, pp. 61-77.*)
- Toute la profession de l'informatique; description des postes et profils-types. (*Editions Tests, Paris, 1971, 3 vol., 60/62/61 p.*)

32. DIVERS

KAHN H., L'an 2000. (Le monde se fait). (*Laffont, Paris, 1968, 519 p.*)

KESTENS P., Examen de l'information cumulative fournie par les Séries Statistiques de Bruxelles. (*Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 51, septembre 1971, pp. 313-325.*)

MORGENSTERN O., L'économie est-elle une science exacte ? (*La Recherche, Paris, n° 18, décembre 1971, pp. 1023-1028.*)

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 30 francs.

Virement au compte courant postal n° 5.00 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin de la Banque Nationale de Belgique ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
SQUARE DES NATIONS 17 - 1050 BRUXELLES